

# POUR UN 21<sup>e</sup> SIÈCLE LIBÉRÉ DES DROGUES

FOR A 21<sup>e</sup> CENTURY FREE OF DRUGS

من أجل عالم متحرر من المخدرات في القرن الحادي والعشرين

ЗА XXI ВЕК СВОБОДНЫЙ ОТ НАРКОТИКОВ

POR UN SIGLO XXI LIBRE DE DROGAS

争取实现二十一世纪无毒品

CAMPAGNE ORGANISÉE PAR



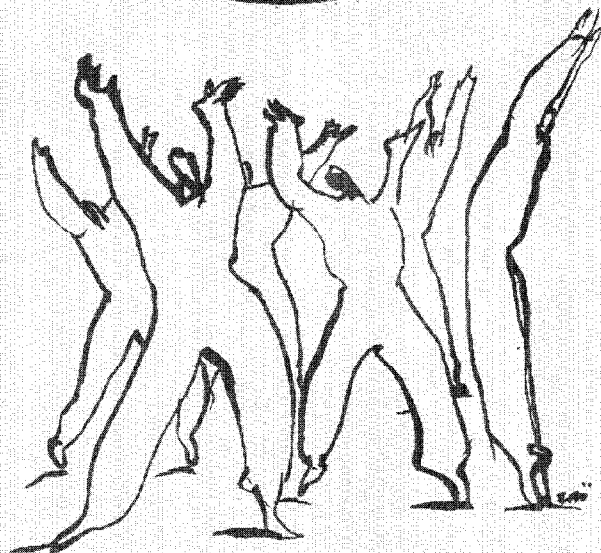
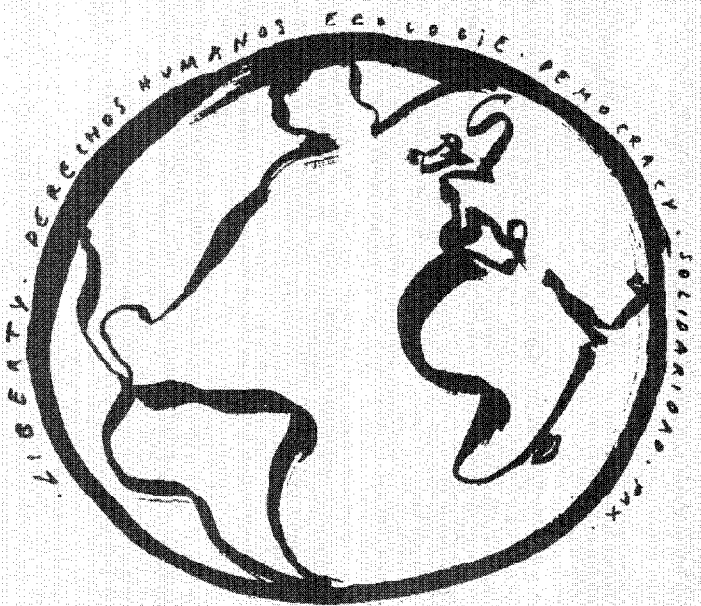
ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ÉDUCATION,  
LA SCIENCE ET LA CULTURE



PROGRAMME DES NATIONS UNIES  
POUR LE CONTRÔLE INTERNATIONAL  
DES DROGUES



**ENVIRONNEMENT  
SANS FRONTIÈRE**





ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

# POUR UN 21<sup>e</sup> SIÈCLE LIBÉRÉ DES DROGUES

---

*Des jeunes du monde entier  
se mobilisent*

---



Document publié par l'UNESCO  
Secteur de l'Éducation

Direction et coordination :  
Section de l'éducation préventive

Rédaction :  
Monique Karsenti, consultante,  
avec la collaboration de Amina Osman,  
des jeunes participants de la rencontre  
et des élèves du réseau du système  
des Écoles Associées de l'UNESCO.






Contact : Sonia Bahri  
Fax: 01 45 68 56 21  
e-mail: s.bahri@unesco.org.

ED-99/WS/18



## Table des matières

---

 <b>RENCONTRE INTERNATIONALE DES JEUNES</b>	<b>1</b>
I. Introduction	2
II. Ouverture	3
III. Interventions des Chercheurs	5
• Laurent Laniel : <i>Impact de la mondialisation sur le phénomène des drogues :           l'exemple africain</i>	<b>6</b>
• Mario Pecheny : <i>Consommation de drogues,           discrimination et prévention du sida,           référence au cas argentin</i>	10
• Nacer Lalam : <i>Les marchés locaux de la drogue,           le cas des quartiers dits défavorisés (France)</i>	14
IV. Les jeunes témoignent	18
• En séance plénière	20
• Travaux de groupe	20
V. Clôture	21
<hr/>	
 <b>RÉALITÉS LOCALES ET ÉDUCATION POUR LA PRÉVENTION DE L'ABUS DES DROGUES</b>	<b>23</b>
• Panorama des actions d'éducation préventive	24
• Monographies	27
<hr/>	
 <b>COORDONNÉES DES JEUNES ET DE LEURS ONG RESPECTIVES</b>	<b>89</b>
<hr/>	
 <b>BILAN DES SIGNATURES DE LA CHARTE</b>	<b>97</b>
<hr/>	
 <b>ANNEXES</b>	<b>101</b>
I. Charte des Jeunes	102
II. « Free of drugs »	105
III. Questionnaires adressés aux jeunes	108
IV. Article du bulletin « Peddro »	113

---



# A

## RENCONTRE INTERNATIONALE DES JEUNES



# I Introduction

Une rencontre internationale organisée à l'initiative de l'UNESCO et du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) en collaboration avec l'ONG Environnement Sans Frontière a eu lieu les 9 et 10 février 1998 à Paris, au siège de l'Unesco. Elle a réuni et sélectionné des jeunes originaires de 25 pays pour partager leurs expériences de prévention contre l'abus des drogues auprès d'un large public d'institutions et d'ONG actives dans ce domaine.

La manifestation s'est construite autour de la Charte « Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues » rédigée à partir de contributions de milliers de jeunes, première étape d'une campagne internationale.

Cette campagne a consisté avant tout à prendre en compte la parole exprimée par les jeunes, et à interpeller les adultes, pour que de réelles synergies se mettent en œuvre afin de prévoir et d'organiser des actions d'éducation préventive innovantes, mieux adaptées aux différents publics auxquels elles s'adressent.

Dans cette perspective de prévention inscrite dans le monde de demain, les organisateurs de la campagne ont cherché à mettre en évidence la nécessité d'un travail en commun ; partage d'expériences entre adultes et jeunes.

Les 14 et 18 avril 1998, lors de la conférence « Visions de Banff » (Alberta, Canada) organisée par le PNUCID, la Charte a été présentée et le processus de signatures a été lancé.

En juin 1998, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au problème mondial des drogues, à New York, la Charte des jeunes « Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues » a été remise par une jeune fille du réseau des Écoles Associées de l'UNESCO, qui avait contribué à l'élaboration de la charte, au Secrétaire général des Nations Unies. Monsieur Kofi Annan a, depuis, transmis la Charte à tous les Chefs d'État et de Gouvernement pour une mobilisation mondiale.

Tenant compte de la grande diversité des contributions apportées au cours de ces rencontres, le présent rapport met également l'accent sur les expériences menées par les jeunes sur le terrain. Après avoir posé un certain nombre de problématiques liées au développement du trafic, de l'usage et de l'abus des drogues dans le monde, le rapport évoque les différentes mesures à mettre en œuvre : mobilisation des instances politiques et de la société civile, éducation et prévention en faveur des jeunes, avec une attention particulière accordée aux actions communautaires, notamment lorsque

celles-ci sont menées par les « pairs », c'est-à-dire par les jeunes eux-mêmes.

La première journée de la rencontre internationale, le 9 février 1998 a vu se succéder les allocutions de M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, de M. Pino Arlacchi, directeur exécutif du PNUCID, de M. René Lenoir, et M. Eric de Romain, représentants de l'ONG Environnement Sans Frontière, ainsi que les interventions de chercheurs et des récits de témoignages de jeunes participants. La journée du 10 février était consacrée à un échange de vues entre les jeunes participants. Organisée par groupes linguistiques, cette journée s'est déroulée à huis clos, et a donné lieu à des confrontations méthodologiques et culturelles particulièrement intéressantes.

Les monographies que l'on trouvera dans la deuxième partie de ce rapport, ont été établies sur la base d'un questionnaire (voir annexe) complété par les jeunes participants à la suite de la rencontre internationale. Elles reflètent la représentation qu'ont ces jeunes des problèmes liés aux drogues dans leur pays et du mode d'action qu'ils ont choisi pour y faire face.

**Parmi les témoignages des jeunes invités présents à la rencontre, on peut distinguer six types d'actions préventives :**

- prévention orientée vers le sujet: « renforcer les défenses personnelles des jeunes » ;
- prévention orientée vers l'amélioration du cadre de vie: « diminuer les facteurs de risques » ;
- prévention orientée vers une mobilisation collective: « impliquer les différents acteurs dans une démarche commune » ;
- prévention prise en compte par les pairs : « groupe relais, volontaires » ;
- prévention globale : « éducation pour la santé » ;
- éducation préventive dispensée dans le cadre de l'école.





## II Ouverture

### La Charte des jeunes

Pour associer les jeunes de toutes les régions du monde à la lutte contre les drogues il était nécessaire de leur permettre d'exprimer leurs avis et leurs recommandations à ce propos. La participation des jeunes a pu prendre la forme de textes, témoignages et dessins. Des appels à contributions ont ainsi été envoyés à travers les principaux réseaux de l'UNESCO notamment les Écoles associées à l'UNESCO, les clubs UNESCO, des associations de jeunes, et le réseau PEDDRO. L'ONG Environnement sans frontière directement associée au projet de la charte des jeunes, a également diffusé à travers ses différents réseaux d'ONG l'appel à contribution.

Des milliers de jeunes de 9 à 25 ans de plus de 80 pays ont envoyé leurs contributions. Celles-ci sont reflétées dans « la charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues » (voir annexe) qui a été présentée pour la première fois à l'UNESCO par deux des jeunes participants au cours de la rencontre internationale des jeunes.

Comme l'a souligné M. Eric de Romain, directeur exécutif de l'ONG Environnement sans frontière, la charte a plusieurs fonctions : «son contenu affirme un certain nombre de constats, de droits, et d'engagements qui traduisent les positions les plus fréquemment exprimées par les jeunes consultés dans ces 80 pays ».

René Lenoir, membre du conseil d'Environnement sans frontière, ancien ministre des Affaires Sociales, a précisé ce qu'il estime en être la valeur essentielle : « celle d'être pour tous un motif à réflexion, en même temps qu'un texte de référence pour l'action préventive tant publique que privée. . . »

Tandis que M. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO lui a conféré une dimension non seulement éthique et éducative, mais aussi politique et pragmatique: «ce message que vous formulez à travers la charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues, à laquelle vous avez travaillé avec des milliers d'autres jeunes (. . .) sera votre contribution à la session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les drogues, (...) à New York, en juin prochain ».

La vocation majeure de ce document est d'être un outil pédagogique en matière de prévention, appropriation par les jeunes et les acteurs de terrain, permettant d'élaborer des propositions, des actions, d'engager des discussions, en bref

de sensibiliser les jeunes aux problèmes liés aux drogues et leur permettre d'y faire face dans un esprit de solidarité.

### La parole aux jeunes

«Cette maison, symbole de paix et de tolérance, est la vôtre, et si l'UNESCO et le PNUCID ont pris cette initiative, c'est pour vous. C'est à nous, l'UNESCO et toutes les organisations concernées des Nations Unies, (...) d'être à l'écoute de la jeunesse, pour connaître les actions de lutte contre les drogues à travers l'éducation et la prévention que vous menez sur le terrain, pour que d'autres jeunes dans le monde suivent votre exemple (. . .) Nous voulons y entendre solennellement votre message. Ce message, vous le formulez à travers **La Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues** (...). Nous avons aussi beaucoup à apprendre de vos expériences, de votre confrontation quotidienne avec la réalité du terrain, celle de vos communautés et de vos pairs...»

C'est en ces termes que M. Federico Mayor a ouvert ces journées, soulignant ainsi avec force le caractère exceptionnel et volontaire de cette manifestation dans la mise en œuvre du droit participatif des jeunes à leur propre avenir. Pour la première fois en effet, les jeunes se sont vus non seulement majoritairement invités et écoutés, mais impliqués en tant que participants décisifs lors de ces journées de travail. Comme marque symbolique de cette position, la rencontre internationale a ainsi pris place dans la salle officielle du Conseil exécutif de l'UNESCO.

Car, comme l'a souligné un peu plus tard M. Eric de Romain, représentant de l'ONG Environnement sans frontière : «les jeunes ne sont pas des témoins muets face à des problèmes de société comme celui des drogues ».

### ... du nord comme du sud

M. Federico Mayor a d'ailleurs souligné que: «les drogues tuent comme la guerre. Elles tuent chaque jour au Nord comme au Sud... Quelles en sont les premières victimes? Les jeunes: notre précieux patrimoine. C'est donc l'avenir même de nos sociétés qui est menacé ».

Parlant non seulement en sa qualité de Directeur général de l'UNESCO mais aussi comme biochimiste du cerveau, M. Mayor a ajouté que les drogues représentent un danger individuel et social, car elles menacent en effet



autant les structures de la vie collective qu'elles participent à la destruction de récepteurs cérébraux de l'être humain.

M. René Lenoir, membre de l'ONG Environnement Sans Frontière, a pour sa part, précisé qu'il restait 690 jours avant l'entrée dans le 21<sup>e</sup> siècle: «les jeunes générations d'aujourd'hui seront les acteurs, les décideurs de demain. Pour eux-mêmes, mais aussi pour les générations futures, dans le monde entier, ils ont décidé de se mobiliser « Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues ». Ils savent que le rocher est lourd. Mais avec l'aide d'organisations internationales telles que l'UNESCO et le PNUCID, d'associations comme «Environnement sans frontière », ils ont choisi de s'employer à faire du 21<sup>e</sup> siècle, un siècle plus libre des drogues que ne l'aura été le 20<sup>e</sup> siècle ».

### **Lutter contre le trafic des drogues et construire la paix**

Lutter contre le trafic des drogues et construire la paix participent d'un combat commun.

Ainsi M. Federico Mayor a relevé combien «chaque année, des milliards de dollars provenant du trafic de drogues sont blanchis et investis dans les crimes organisés ou les conflits armés, alimentant ainsi la spirale de la misère humaine. Le phénomène s'est amplifié avec la libération des échanges, l'interdépendance croissante de l'économie mondiale, le manque d'un cadre éthique, surtout pour les transactions bancaires, et l'apparition sur le marché de nouvelles drogues de synthèse. Nous sommes guidés par le marché et non par des principes. Chaque fois qu'un jeune prend de la drogue, c'est un échec de la société, c'est un échec de l'État. C'est un échec parce que nous n'avons pas eu le courage de désaccélérer le mécanisme de la guerre pour accélérer la mise au point des mécanismes de la paix. Une nouvelle éthique doit s'imposer à cette aveugle loi du marché qui nous a déjà montré, avec un éclat très triste, les déchets sociaux, humains, culturels qu'elle emporte ».

M. Pino Arlacchi, Directeur exécutif du PNUCID, a souligné l'importance de cette rencontre, qui représente une preuve réelle de l'implication de la société civile dans la lutte contre le problème des drogues: «c'est un événement important. C'est la première fois que des jeunes de toutes les parties du monde se retrouvent afin d'exprimer leur engagement dans le contrôle des drogues, de montrer qu'ils n'ont pas besoin de drogues pour être heureux, qu'ils n'ont pas besoin de drogues pour être fort et *cool*».

### **Une mobilisation d'ordre politique d'abord**

M. Federico Mayor a ajouté que « malgré cette évolution désastreuse, nous devons comprendre les raisons de nos échecs afin de mettre au point une stratégie cohérente et globale. Il faut identifier les causes profondes de la demande de drogue. Il faut mobiliser d'abord les parlementaires, [les] convaincre d'investir et [de] prendre des mesures politiques ».

### **Une mobilisation de la société civile, des médias et des communautés intégrant la prévention des drogues et un principe de solidarité avec les usagers**

M. Pino Arlacchi a insisté sur le rôle essentiel de la société civile en matière de prévention et d'aide aux usagers de drogues: «la société civile, les parlementaires, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les associations de jeunesse, la famille, l'individu qui sont directement affectés par les effets de l'abus de drogue, (...) sont les principaux acteurs dans le domaine de la prévention des drogues, le traitement et la réhabilitation, et sont partie intégrante de notre lutte ».

Tandis que M. Federico Mayor a également interpellé les médias et a souligné leur rôle dans ce combat: « les médias doivent nous aider. Il ne faut pas simplement décrire ce qui se passe, il faut nous aider à anticiper et à l'éviter ».

Dans une perspective de prévention globale, il est particulièrement important de mettre en œuvre des actions de nature à favoriser la solidarité et la tolérance vis à vis de ceux qui restent en marge de la dynamique engagée.

Parmi plusieurs mesures prises par le PNUCID à l'intention spécifique des jeunes, M. Pino Arlacchi a mis l'accent sur la nécessité de promouvoir les activités sportives : « le PNUCID a lancé une campagne globale **Le Sport contre les drogues**, visant à promouvoir un mode de vie sain et libre de drogues. L'objectif de la campagne est d'utiliser le sport afin de prévenir l'abus de drogues. La campagne est soutenue par quelque 600 athlètes olympiques et des personnalités de renom du monde sportif appartenant à 121 pays et territoires ».

Monsieur Mayor a également insisté sur la nécessité « d'investir dans l'éducation des jeunes, dans la prévention, dans les activités sportives. Cela signifie qu'on investisse dans : ( . . . ) la défense de la santé, de l'harmonie, de la vie ».

La question des groupes à risques a été également évoquée: les jeunes vivant dans des circonstances difficiles, les enfants de la rue, les usagers de drogues par voie intraveineuse, les femmes dans les bidonvilles. . .

Ainsi, en Colombie, a précisé M. Pino Arlacchi: «le PNUCID apporte son soutien à des programmes de prévention pour la jeunesse à travers l'établissement de 21 centres [à leur intention], des programmes de loisirs et d'emploi pour 10 000 jeunes et l'institution de 333 travailleurs communautaires ».

Soutenant les actions de prévention organisées par les pairs, M. Pino Arlacchi, s'est adressé aux participants en ces termes : «vous avez le devoir de transmettre à vos amis et autres jeunes qu'un mode de vie sain est un mode de vie qui en vaut la peine. Ceci est votre mission. Vous êtes en meilleure position pour influencer votre génération à faire des choix qui auront un impact non seulement sur leur situation individuelle mais aussi sur le bien-être de leur famille et de la société. C'est un défi pour nous tous... ».





### III Interventions des chercheurs

A partir d'études de cas pris dans différents continents du monde,  
et selon des critères d'approches différentes (micro/macro/économiques, sociologiques, etc.),  
trois chercheurs :

- LAURENT LANIEL  
de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) ,
- MARIO PECHENY  
de l'Institut Gino Germani  
(Université de Buenos Aires, Conseil National de Recherches Scientifiques et Techniques),
- NACER LALAM  
du Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement  
(U.A. CNRS N° 940 — École des Hautes Études en Sciences Sociales),

esquissent un premier panorama de situations créées par le trafic et l'abus des drogues.



# **Impact de la mondialisation sur le phénomène des drogues: l'exemple africain**

**LAURENT LANIEL**

Observatoire géopolitique des drogues (OGD)

Prendre l'Afrique comme exemple du phénomène actuel de mondialisation peut paraître paradoxal. En effet, selon l'« afro-pessimisme » qui prévaut en Occident, l'Afrique au sud du Sahara, est considérée comme étant plus ou moins isolée des développements qui font jour dans le reste du monde. On la considère, au mieux, comme une lointaine banlieue du «village global» auquel Monsieur Arlacchi faisait référence dans son discours d'ouverture à cette conférence. Et on cite souvent comme preuve le commerce mondial, c'est-à-dire les échanges commerciaux licites auxquels l'Afrique ne contribue que de façon minime. Bref, l'Afrique ayant il est vrai, de très nombreux problèmes, ne participerait pas ou seulement de très loin, à la mondialisation.

Mais si on considère le phénomène de la drogue<sup>1</sup>, qui est sans aucun doute l'un des problèmes socio-économiques et de santé les plus mondialisés aujourd'hui, on s'aperçoit que cette perception est erronée. L'Afrique constitue une illustration parfaite des processus qui ont conduit un continent où prévaut une très grande pauvreté et qui est supposé être «en retard» par rapport au reste du monde, à devenir un acteur important sur la scène du phénomène planétaire de la drogue.

Je vais essayer d'illustrer ce point en m'intéressant brièvement à trois aspects du phénomène drogue en Afrique :

- la production de plantes à drogue ;
- le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent de la drogue ;
- la consommation de drogue.

## **La Production**

La seule drogue illicite à grande échelle sur le continent africain est le cannabis. C'est à partir de cette plante connue pour ses vertus psychotropes<sup>(2)</sup> depuis l'Antiquité sur le continent eurasiatique et en Egypte<sup>3</sup>, qu'on obtient la marijuana et le haschisch, les deux substances dont l'usage et l'abus sont les plus généralisés, les plus mondialisés, sur la planète à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle. On peut distinguer trois grandes périodes historiques de la diffusion du cannabis en Afrique. Cette histoire nous rappelle que la mondialisation est un processus qui s'inscrit dans le temps: elle n'a pas commencé au 20<sup>e</sup> siècle, mais bien avant.

- a) C'est vraisemblablement par les comptoirs marchands arabes installés sur la côte est africaine (le long des côtes actuelles de Somalie, Kenya et Tanzanie) que le cannabis s'est initialement diffusé en Afrique du sud du Sahara à partir du 13<sup>e</sup> siècle.
- b) C'est au milieu du 20<sup>e</sup> siècle que débute la deuxième phase de l'expansion des cultures et de l'usage du cannabis en Afrique au sud du Sahara. Le cannabis semble n'être arrivé sur la côte ouest africaine que vers 1945, du fait de la deuxième guerre mondiale. Les connaissances actuelles indiquent qu'il a été introduit en Afrique de l'Ouest, en tout cas dans les régions côtières et forestières, par des soldats ghanéens et nigériens qui combattaient dans l'armée britannique en Birmanie, et qui avaient l'Inde pour base arrière<sup>4</sup>.
- c) Ceci nous amène à la dernière phase du développement du cannabis sur le continent africain : la période actuelle qui a commencé vers le milieu des années 1980. A cette date, il est vraisemblable que le cannabis était déjà cultivé dans tous les pays d'Afrique, mais le milieu de la décennie précédente marque le début d'un formidable développement des cultures et de l'usage de la plante partout en Afrique. Ainsi, d'après diverses enquêtes de l'OGD en Afrique de l'ouest, l'un des principaux facteurs qui a aidé à la diffusion des cultures de cannabis en Afrique occidentale, a été la «crise de la dette» des années 1980-1990 et les programmes d'ajustement structurel (PAS) officiellement mis en place pour y remédier.

Dans un contexte de très fort endettement des pays du Tiers monde en général et en Afrique en particulier, les PAS ont favorisé des réformes destinées, entre autres, à «ouvrir» les économies, promouvoir les exploitations et réduire l'intervention des appareils d'État dans la vie économique. En échange de la mise en œuvre de ces réformes, les pays soumis à l'ajustement structurel recevaient des prêts du F.M.I. et des financements de la Banque Mondiale.

En ce qui concerne la production de cannabis, en mettant fin à divers subventions et mécanismes de contrôle des prix de l'agriculture, aussi bien vivrières (riz) que commerciale (arachide, cacao, café, etc.) et en ouvrant les marchés africains aux importations des denrées généralement moins chères que les denrées produites localement, les PAS ont grandement contribué au véritable boom de la culture commerciale du cannabis qui se déroule en Afrique depuis le milieu des années 1980.



En Côte d'Ivoire, par exemple, l'arrêt de divers types de subventions, de crédits et des garantis aux producteurs de cacao dès la fin des années 1980, parallèlement à certains blocages écologiques dus à l'épuisement des réserves forestières ivoiriennes, a rendu les planteurs de cacao beaucoup plus vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux. Ainsi, un producteur qui vendait son cacao à 400 francs CFA en 1987, ne le vendait plus qu'à 200 FCFA en 1990<sup>(5)</sup>.

Pour tenter de maintenir leurs revenus ou plus simplement afin de ne pas tomber dans la pauvreté, nombre de planteurs ivoiriens (mais aussi dans la même période des planteurs ghanéens, nigériens, togolais de cacao et de café, des producteurs guinéens de riz, sénégalais d'arachides, de cacao) se sont mis à cultiver du cannabis. Du fait de son illégalité, le cannabis rapporte beaucoup plus que le cacao et son prix ne fluctue pratiquement pas. De plus, certains trafiquants n'hésitent pas à fournir des semences, et même à faire crédit aux producteurs en leur avançant une somme d'argent liquide destinée à leur permettre de commencer à cultiver le cannabis. Rappelons que les PAS ont mis fin aux crédits à la production de denrées agricoles légalement subventionnée par l'Etat. Enfin, le cannabis est beaucoup plus facile et moins onéreux à produire que la quasi-totalité des autres plantes pouvant être commercialisées : il demande beaucoup moins de travail et de terre et rapporte beaucoup plus. Ainsi, une étude réalisée par l'OGD dans la région cacaotière du sud ouest de la Côte d'Ivoire en 1995 a montré que la récolte de 0,1 hectare de cannabis rapportait autant que la récolte d'une trentaine d'hectares de cacao. Le cannabis rapporte donc 300 à 400 fois plus que le cacao. Ainsi, d'une certaine manière, la culture de cannabis a remplacé les subventions et les mécanismes de contrôle des prix des cultures licites dans de nombreux pays ouest africains. C'est ainsi qu'une partie difficile à quantifier des exportations de produits agricoles africains est en quelque sorte subventionnée par le cannabis, qui contribue donc au remboursement de la dette de nombreux pays africain<sup>(6)</sup>.

## Le trafic et le blanchiment

Comme la production du cannabis, le trafic de diverses drogues (principalement la marijuana, l'héroïne et la cocaïne), ainsi que le blanchiment d'argent ont connu un fort développement en Afrique durant ces quinze dernières années. Les PAS ont, ici aussi, une part de responsabilité. On peut distinguer trois conséquences principales des PAS en ce qui concerne le développement du trafic de drogues dures.

Les licenciements massifs dans les administrations de nombreux pays africains, imposés par les PAS, ont rarement été accompagnés de mesures visant à donner des emplois aux anciens fonctionnaires «dégraissés». Certains de ces «déflatés», comme on appelle en Afrique francophone les fonctionnaires ayant perdu leur emploi suite aux PAS, se sont lancés dans le trafic de drogues pour survivre, en particulier ceux qui avaient gardé des contacts avec l'administration. Les administrations publiques qui étaient autrefois souvent les principaux employeurs des jeunes africains, ne sont

aujourd'hui plus en mesure de les embaucher. Les milliers de jeunes qui sortent chaque année des universités africaines (pour ceux, minoritaires, qui ont eu la chance de pouvoir y aller) se retrouvent actuellement bien souvent au chômage et sans perspective d'emploi. Certains se tournent vers le trafic de drogues, l'un des rares secteurs dynamiques de leur pays. Nombre d'entre eux deviennent également consommateurs de drogues dures.

Le développement du «secteur informel» qui fait commerce de toutes sortes de produits, à la fois entre les pays africains et entre l'Afrique et l'Asie ou l'Amérique Latine (car dans le même temps, il est devenu beaucoup plus difficile pour les Africains de se rendre en Europe et en Amérique du Nord du fait de l'imposition de sévères restrictions en ce qui concerne les visas), a connu un boom. Certains réseaux de contrebande du commerce informel mis en place pour éviter de payer les taxes douanières ou d'être soumis trop lourdement aux ponctions illicites des fonctionnaires peu scrupuleux (une pratique quasi-généralisée sur l'ensemble du continent africain) sont utilisés par les trafiquants de drogue. Parmi les réseaux de contrebande de produits licites les plus visiblement incriminés dans le trafic de drogues (cannabis et drogues dures confondus), citons ceux du café/cacao entre la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo et vraisemblablement l'Europe (cannabis) ; le commerce de pièces détachées entre le Brésil, l'Argentine et l'Afrique ; de matériel électronique et de vêtements entre la Thaïlande ou le Moyen-Orient (Dubai) et l'Afrique; les réseaux de contrebande de diamants entre l'Afrique Australe et Centrale (Angola, Afrique du Sud, République démocratique du Congo), le Brésil, le Proche-Orient (Israël et Liban) l'Europe (Belgique) et les Etats-Unis (New-York) ; les réseaux de l'or entre l'Afrique de l'Est (Burundi, Tanzanie, Kenya) et l'Inde etc.

En réduisant considérablement les taxes douanières à l'importation comme à l'exportation, en libéralisant le marché des échanges, en introduisant plus de transparence dans la comptabilité publique, en privatisant les entreprises d'État, bref en réduisant les opportunités de ponctions illégales des politiciens et hauts-fonctionnaires sur le flux commerciaux et financiers licites, les PAS ont également réduit les revenus d'une partie des classes dirigeantes africaines. Afin de tenter de maintenir ces revenus, certains n'ont pas hésité à s'investir dans le trafic international des drogues. Mais là encore, l'Afrique ne fait pas exception, bien au contraire : elle est partie prenante d'un phénomène mondial.

Ces diverses dérives trafiquantes ont été rendues possibles grâce au développement général des moyens de communication dans le monde entier.

Ainsi, le développement du trafic aérien et maritime entre l'Afrique et le reste du monde, des firmes de courrier express, et des lignes de bus et de taxis à l'intérieur de l'Afrique elle-même a été mis à profit par les trafiquants africains et étrangers opérant en Afrique. Certains trafiquants sont d'ailleurs propriétaires de compagnies aérienne ou maritime, et très souvent ils possèdent une flotte de taxis collectifs ou de bus.



On peut ainsi distinguer deux grands axes fondamentaux du trafic international de transit de drogues dures par l'Afrique. Le facteur déterminant est la position géographique du continent, situé entre l'Amérique latine, productrice de coca et exportatrice de cocaïne, et l'Asie, productrice d'opium et de cannabis et exportatrice d'héroïne et de haschich.

Des saisies récentes effectuées par la police togolaise (été 1997 et janvier 1998) laissent craindre que cette orientation géographique ne soit en train de subir un important changement trahissant une mondialisation accrue du phénomène de la drogue. Des trafiquants nigériens en provenance d'Asie se sont fait arrêter en possession de quantités relativement importantes de cocaïne à Lomé, capital du Togo. Il s'agit là d'une nouveauté car la cocaïne était jusqu'ici importée en Afrique presque exclusivement depuis l'Amérique latine, et non de l'Asie. Il semble donc que les fournisseurs asiatiques de haschich et surtout d'héroïne soient parvenus à ajouter la cocaïne à la gamme de drogues qu'ils proposent à leurs clients africains.

La mondialisation du monde de la finance, basée sur l'existence de paradis fiscaux et alliée à l'utilisation des réseaux informatiques qui permettent de transférer des capitaux d'une partie du monde à l'autre en quelques secondes, a rendu le blanchiment d'argent et l'investissement de l'argent de la drogue (et de toutes les autres activités illicites dont celles réservées aux secteurs les mieux lotis des sociétés du monde : la fraude fiscale), beaucoup plus facile, pour notamment les trafiquants africains.

L'Afrique Australe, l'Afrique du Sud en particulier du fait de son secteur bancaire et financier «moderne» est certainement l'un des centres mondiaux actuels du blanchiment d'argent. Le développement de l'industrie du tourisme, qui est à la fois un facteur et une conséquence de la mondialisation, est souvent financé en Afrique (comme ailleurs), par des capitaux douteux, voire carrément criminels.

Certains spécialistes se demandent même sérieusement si le blanchiment et les narco-investissements ne seraient pas en train de devenir les principaux canaux par lesquels l'Afrique s'insère dans les réseaux financiers internationaux.

## La consommation

En partie à cause de l'augmentation de la production et du trafic, on constate depuis le début des années 1980 une augmentation très nette de la consommation de drogues en Afrique. Je précise que cette augmentation de la consommation, comme l'ensemble du phénomène de la drogue en Afrique, n'est pas chiffrable, car rares sont les organisations étatiques ou civiles qui compilent des statistiques suffisamment fiables depuis suffisamment longtemps. Je me base donc sur des entretiens réalisés en Afrique par l'OGD auprès de spécialistes de la consommation (pouvoirs publics, ONG, médecins, toxicomanes, petits revendeurs, etc.) et qui sont tous d'accord pour constater une augmentation du nombre de consommateurs africains de drogue. En me limitant aux substances les plus courantes (c'est-à-dire les plus mondialisées) que sont le cannabis et l'héroïne, je proposerai

quelques hypothèses pour expliquer le développement de la consommation en Afrique.

Une grande partie des consommateurs de cannabis africains utilisent cette drogue comme un stimulant, une substance qui, disent-ils, les aide à «travailler plus dur» dans les conditions de travail difficiles (en Europe, on dirait qu'elles sont inacceptables) qui prévalent pour la plupart des Africains : longues journées de 10 à 12 heures voir plus, forte chaleur et souvent lourde humidité; repos difficile (logements surpeuplés), nourriture souvent insuffisante (un repas par jour, pas ou peu de viande), etc.

On dit que le cannabis fait l'objet d'une utilisation «utilitariste»<sup>(7)</sup> parmi les secteurs défavorisés des sociétés africaines. En Afrique de l'Ouest, par exemple, nous avons vu que la production avait augmenté, donc la marijuana est très présente sur les marchés de consommation et il est extrêmement facile de s'en procurer. En même temps, les conditions de vie de la plupart des gens se sont sérieusement détériorées depuis 1980 et les gens doivent travailler plus dur simplement pour survivre, en partie à cause de la crise de la dette et de l'ajustement structurel. Il y a donc une augmentation du nombre de fumeurs de cannabis, d'autant que la marijuana est l'une des rares denrées de consommation (presque) courante dont le prix n'a pas connu d'augmentation ces dernières années sur les marchés d'Afrique.

D'après une enquête récente de l'OGD au Togo et en Côte d'Ivoire, l'héroïne et la cocaïne (surtout le crack) seraient plutôt utilisées pour se relaxer, et non pour travailler. Les jeunes sans emploi en sont consommateurs, ce qui entraîne un développement de la criminalité (cambriolages, vols de voitures, petites escroqueries, etc.) ainsi que de la prostitution, surtout, mais pas exclusivement, chez les filles et les enfants de la rues. Une grande partie des prostituées africaines, au moins en Afrique de l'Ouest, fument du crack et parfois de l'héroïne (les deux drogues sont souvent associées) ; la grande majorité d'entre elles font un usage utilitariste de la marijuana (pour se donner du courage avant de «servir» leurs clients). Toutefois, leur consommation n'est pas réservée aux chômeurs, aux délinquants et aux prostitués. Les «guettos» (endroits où l'on vend et consomme les drogues) d'Abidjan et de Lomé, par exemple, sont également fréquentés par des petits fonctionnaires (qui n'hésitent parfois pas à s'y rendre en uniforme), des artisans, des ouvriers, des enseignants, etc. Bref, par des personnes ayant un emploi stable. D'après certains médecins spécialistes, la diffusion de leur usage en Afrique serait principalement due à des consommateurs européens (Allemands, Français, Britanniques, Hollandais) qui auraient initié des Africains. De plus, la fermeture des frontières européennes aux Africains (Cf. supra) a provoqué le rapatriement de nombreux étudiants qui ont appris à utiliser ces drogues en Europe. Les élèves de lycées et collèges et surtout les étudiants sont aussi utilisateurs de drogues dures.

Ainsi à l'université de Lomé au Togo, 5 % des étudiants interrogés par un psychiatre togolais à l'occasion d'une étude ont admis utiliser de l'héroïne par voie intraveineuse. Le campus de Lomé compte environ 16000 étudiants, dont



près de 800 utilisateurs d'héroïne par voie intraveineuse si on étend les chiffres du psychiatre précité à l'ensemble de ceux qui fréquentent le campus.

On comprend que l'Afrique soit tout à fait insérée dans le développement mondial du phénomène de la drogue, et même qu'elle représente un marché dont la taille est encore difficile à estimer, mais que les trafiquants considèrent comme digne de leur attention car parfaitement rentable. Ce développement est extrêmement préoccupant car les sociétés africaines paraissent pour l'instant très mal armées pour le maîtriser. En effet, et pour ne parler que de structures de prévention et de réhabilitation (8), on peut sans crainte d'exagérer parler d'une situation catastrophique. Même en Afrique du Sud, pays comparativement mieux équipé, les structures existantes tant étatiques que civiles, sont très insuffisantes par rapport à l'ampleur des besoins. Toutes les enquêtes que l'OGD et d'autres organismes comme le PNUCID ont effectuées en Afrique, ont mis en relief à la fois la présence dans tous les pays de bonne volonté, d'initiatives positives accompagnées d'indulgence et de manque de moyens qui réduisent considérablement leur impact. La plupart du temps, les associations ne parviennent pas à trouver les moyens de financer leurs activités de prévention, et lorsqu'elles les trouvent, les crédits sont

souvent coupés après quelques années. Bien souvent, à l'instigation des PAS, les hôpitaux publics sont devenus payants sans toutefois que cela ne garantisse la présence de médicaments ou d'équipements adéquats.

Cette contribution a tenté de montrer que le développement du phénomène de la drogue en Afrique est dû à des facteurs liés à l'imposition à l'échelle mondiale d'un modèle socio-économique unique, le «néolibéralisme» incarné en Afrique par l'ajustement structurel. L'un des effets majeurs de la mondialisation du modèle néo-libéral, aujourd'hui hégémonique, aura été de faire exploser les marges bénéficiaires des sociétés qui agissent sur les marchés mondiaux, où figurent dans le peloton de tête les organisations de trafic de drogue et de blanchiment de l'argent qui en est issu. Dans le domaine qui nous occupe ici, ses conséquences ont été de multiplier les situations où les drogues apparaissent comme des recours sinon obligés, du moins très tentants, devant l'apparition de conditions de vie et de production très défavorables pour de vastes secteurs sociaux. En Afrique, il y a urgence.

*(Version résumée de la communication présentée lors de la rencontre au siège de l'UNESCO, Paris, 9.2.1998)*

### **No tes**

- (1) J'utilise le terme «phénomène de la drogue» afin d'englober toutes les facettes de ce phénomène «total» qui touche à l'économie, au politique, au social et au culturel.
- (2) «Psychotrope» signifie «qui fait bouger l'esprit».
- (3) Voir pour une description fouillée et illustrée de l'histoire du cannabis dans le monde, OGD (1996) *Atlas mondial des drogues*, PUF, pp. 10-16.
- (4) Borrofica, A (1966), «Mental Illness and Indian Hemp in Lagos, Nigeria», in *East African Medical Journal*, N° 43, pp. 379.
- (5) OGD (1996), p. 112.
- (6) Pour plus de détails sur les divers aspects de la production de cannabis en Afrique occidentale, voir les articles consacrés à

la Côte d'Ivoire, au Ghana et au Sénégal in OGD (1997), *Géopolitique Mondiale des Drogues 1995/1996*, Rapport Annuel de l'OGD diffusé gratuitement sur le serveur Internet: <http://www.ogd.org> à partir du 25 septembre 1997.

- (7) Laniel, L., «Marché local de la consommation et développement des cultures illicites de cannabis au Ghana»; La Situation des drogues en Afrique sub-saharienne: production, trafic, consommation, Colloque International organisé par l'OGD à l'UNESCO, Paris, 1-3 avril 1997.
- (8) Les services de douanes et de polices, chargés d'empêcher l'arrivée des drogues sur les marchés de consommation sont généralement sous-équipés et sous-payés (ce qui facilite leur corruption) et très peu efficaces. Mais, en comparaison des structures de prévention et de soins, ils semblent, toutes proportions gardées, un peu mieux lotis.





## **Consommation de drogues, discrimination et prévention du sida : référence au cas argentin**

**MARIO PECHENY**

Institut Gino Germani - Université de Buenos Aires  
Conseil National de Recherches Scientifiques et Techniques

En Argentine, les substances illicites consommées sont la marijuana et la cocaïne tandis que la consommation des autres drogues comme l'héroïne et le L.S.D. est très peu significative. La possession de drogues illicites, même lorsqu'elles sont destinées à la consommation personnelle, est pénalisée par la loi. Cette pratique est stigmatisée dans plusieurs milieux sociaux. Ainsi, le consommateur de drogues se trouve potentiellement en face d'une double marginalisation: hors la loi et en opposition à des valeurs sociales prédominantes.

Par ailleurs, les consommateurs de drogues sont affectés par des pathologies qui ne sont pas directement liées aux drogues, mais à une forme spéciale de consommation: la voie intraveineuse, qui très souvent implique l'usage partagé des seringues et des aiguilles. Cela explique le taux élevé de maladies par transmission sanguine telles que l'infection par le VIH et les hépatites B et C, parmi les consommateurs de drogues injectables.

L'idée centrale de cette étude est de montrer que la conjonction de la discrimination ou de l'exclusion sociale et des risques dérivés de l'usage intraveineux de drogues, provoque une situation qui favorise la croissance de l'épidémie du sida. Par conséquent, seules des campagnes visant à réduire tant les comportements à risque que l'exclusion sociale, pourront avec succès faire face à cette épidémie qui continue de progresser vertigineusement.

D'après l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO), l'Argentine se situe à la troisième place en ce qui concerne le nombre de cas de sida en Amérique latine, ceci derrière le Brésil et le Mexique. En novembre 1997, le nombre de cas cumulés de sida était de 11 509, en Argentine. Ce chiffre est soumis à correction à cause du retard des dernières données — le Programme estime le nombre à 13509 — à ceci doit s'ajouter les cas non enregistrés. Les chiffres de 1996 sont supérieurs de 19% à ceux de 1995 et les trois dernières années (1994-1996) cumulent 61% des cas, ce qui indique une progression de la maladie.

### **L'épidémie du sida et la consommation de drogues**

De même que pour d'autres phénomènes clandestins — par exemple l'avortement — en Argentine, il n'existe pas de données crédibles sur la prévalence de pratiques pénalisées par la loi et qui sont pratiquées dans le privé. S'ajoute une autre difficulté et non des moindres: les chiffres cités

spécifient rarement les catégories d'utilisateurs (consommateur sporadique, régulier, toxicomane avéré...) les drogues, les fréquences, les modes de consommation ou les univers et types de population incriminés. Le peu de données provient de la police ou bien des institutions chargées du suivi d'un traitement. La population qui demeure en marge de ces institutions, n'est donc pas enregistrée (Aureano, 1997).

Le Secrétariat à la Prévention de la Toxicomanie (SEDRONAR) présente les données suivantes: sur 932 patients suivis en 1996, 266 (28.5%) présentaient des pathologies ; 119 cas (12.8 % sur le total) correspondaient à l'infection VIH (Kalina, 1997). D'autres études partielles montrent également des taux très élevés de séroprévalence au VIH parmi les consommateurs de drogues par voie intraveineuse ainsi que parmi leurs partenaires sexuels (Cahn et al., 1996).

Les termes «innocence» et «culpabilité» ne devraient plus être utilisés dans le domaine de la santé et de la maladie. Néanmoins, le sida est un problème de santé avec de fortes connotations morales : dans l'imaginaire social, il y a une distinction entre les malades «innocents» (les enfants et les transfusés) et les malades «coupables», ceux qui «l'ont bien cherché» (ceux contaminés par voie sexuelle ou par le partage de seringues).

Etant donné la confusion entre l'ordre sanitaire et l'ordre socio-moral (même pénal), le sida est à la fois un problème de santé publique et une question de droits de l'homme. Les études réalisées sur le sida en différents endroits du monde, ont montré jusqu'à quel point les personnes qui vivent avec le VIH/sida perdent leurs droits ou la possibilité de les exercer en raison de leur statut séropositif: le droit au travail, à la protection sociale, à la santé, à la dignité.

Les «drogués» vivent la même chose. Selon Guillermo Aureano, la loi argentine est ambiguë : lorsqu'une personne est arrêtée en possession de drogues illicites, même en petite quantité pour sa consommation personnelle, la loi «permet à celui qui se reconnaît comme drogué ou comme ayant des problèmes avec la drogue, d'échapper momentanément à la prison en optant pour une autre alternative. Ce que les députés n'ont pas vu dans cette situation, c'est que le fait d'obliger une personne à se donner un sobriquet — un sobriquet stigmatisant — a de terribles conséquences sur la vie de l'individu. [ ... ] Le fait que la personne doive porter un sobriquet stigmatisant et se reconnaître comme drogué devant différentes instances répressives, mais aussi devant





la famille, sur le lieu de travail, provoque une expérience de vie très forte et très déterminante pour l'individu» (Aureano 1997 : 42).

La stigmatisation de la consommation de drogues est parfois acceptée par les consommateurs eux-mêmes. Dans une enquête auprès des consommateurs de drogues internés dans trois centres spécialisés à Buenos Aires, les interrogés ont déclaré avoir perçu un fort rejet social envers des consommateurs de drogues ainsi qu'un fort préjudice à l'égard de l'apparence physique associée au dit usage (Kornblit et al., 1992 : 39). D'après une enquête sur le sida réalisée sur 1600 personnes dans quatre villes argentines, la population «donne aux consommateurs de drogues par voie intraveineuse, la première place en ce qui concerne la diffusion du virus du sida » (Kornblit et al., 1997 : 85). Également sur quatre cents usagers de drogue par voie intraveineuse, 70 % ont accepté «d'être le principal groupe responsable de la propagation du virus VIH» (Kornblit et al., 1997: 86). Nous voyons ici comment la société et même les groupes stigmatisés introduisent les données épidémiologiques dans une grille interprétative existant au préalable, qui condamne moralement l'usage de drogues et le définit comme dangereux pour l'ordre social.

En résumé, aussi bien le sida que la consommation de drogues représentent pour une grande partie de la société argentine, des facteurs de stigmatisation et de discrimination sociale. A la souffrance liée à la pathologie (dans le cas du sida) et aux conséquences indésirables de l'abus de drogues, s'ajoute une souffrance supplémentaire, peut-être insupportable, provenant de l'exclusion sociale.

### **La discrimination et l'exclusion : facteurs de risque**

La discrimination et l'exclusion sont des facteurs qui augmentent la probabilité d'avoir de la part des sujets une conduite risquée pour leur santé et pour celle des autres. Dans quatre villes argentines, quatre cents personnes prenant de la drogue par voie intraveineuse ont été interviewées (Kornblit et al. 1997 : 85-104). 80 % d'entre eux ont déclaré partager ou avoir partagé des seringues, si bien que 94% savaient que le risque de contracter ainsi le VIH était élevé ou très élevé. De ce pourcentage, 42 % ont déclaré partager régulièrement les équipements d'injection (avec des amis 72 %, avec des connaissances 38 % et avec le partenaire 22 %) ; 60 % n'ont occasionnellement rien fait pour désinfecter les aiguilles et les seringues; parmi les 40 % restant, la moitié les lavent avec de l'eau, 28% avec de l'alcool et seulement 1% avec de l'eau de Javel.

Lors d'échange de seringues, 42 % n'ont pas pensé au risque «d'attraper» le VIH et 35% ont pensé que le risque était minime; seulement 23 % ont pensé que le risque était élevé. On observe donc une dissociation entre connaissance et préoccupation dans l'abstrait et mise en application des précautions dans la réalité, c'est-à-dire, en situation de risque. Les raisons évoquées à propos des seringues à usages multiples :

- a) priorité à la consommation par rapport au risque d'infection : «c'est plus facile de partager que de sortir pour en acheter» ;
- b) difficulté quant à l'accès aux seringues : «tu tournes en rond et ne te décides pas pour aller à la pharmacie» ; «j'avais honte de sortir pour acheter une dizaine de seringues» ; «il y a des pharmaciens qui ne m'en vendent pas parce qu'ils savent que je m'injecte et j'ai peur qu'ils appellent la police» ;
- c) le plaisir du partage ;
- d) la crainte de provoquer une réaction hostile de la part des pairs si on refuse le partage ;
- e) le contexte: «j'ai peur parce que je me trouve dans un endroit public et je n'ai pas le temps d'aller en acheter» ;
- f) la confiance inspirée par les camarades qui consomment de la drogue.

### **La prévention du sida destinée aux consommateurs de drogues**

L'urgence de l'épidémie du sida rend nécessaire d'agir ici et maintenant. Les campagnes contre la toxicomanie à long terme et les campagnes de prévention du sida doivent donc être différenciées. Du point de vue de la prévention du sida, il s'agit fondamentalement de réduire l'incidence de l'infection au VIH en tant que «dommage» provoqué par l'usage intraveineux de drogues.

On peut distinguer deux types de politiques publiques en matière d'abus de drogues : la politique «abstentionniste» et la politique «de réduction des risques» (Touze et Rossi 1993 : 11). En matière de sida, la politique abstentionniste s'oriente vers la suppression des comportements à risque. En ce qui concerne la voie sexuelle, on propose la chasteté ainsi que le couple monogame et stable ; en ce qui concerne la voie sanguine liée à l'usage intraveineux de drogues, l'objectif est la suspension et la répression de la consommation. La politique de réduction des risques présuppose que la consommation de drogues continue malgré la répression et les discours préventifs. Au lieu de poser comme seul objectif, l'arrêt total de la consommation, on vise plutôt à diminuer les risques et les conséquences négatives pour la santé que cette consommation entraîne. En matière du sida, on se focalise sur l'usage du préservatif lors des rapports sexuels et sur l'usage unique des seringues lors de la consommation de drogues intraveineuses. On propose en ce sens, des mesures qui vont de la vente libre de seringues aux programmes de distribution de la drogue elle-même.

Les politiques de réduction des risques s'adressent surtout à ceux qui consomment de la drogue par voie intraveineuse et qui ont peu ou pas de contact avec les institutions sanitaires et sociales. Une hiérarchie d'objectifs est posée :

- a) ne commencez pas à prendre de la drogue ;
- b) si vous avez commencé à prendre de la drogue, suivez un traitement afin d'arrêter ou de réduire la consommation ;



- c) si vous ne pouvez pas réduire la consommation, substituez l'usage injectable (par voie intraveineuse) par un usage non-injectable ;
- d) si vous vous piquez, utilisez du matériel stérile pour chaque injection ;
- e) si vous ne pouvez pas utiliser du matériel stérile, ne partagez pas les aiguilles et les seringues ;
- f) si vous partagez le matériel, désinfectez-le à l'eau de Javel (on discute encore l'efficacité de cette dernière mesure).

Afin d'atteindre ces objectifs, il faut offrir les moyens les plus accessibles aux consommateurs (mobilité géographique, flexibilité dans les horaires, confidentialité des informations).

Plusieurs arguments soutiennent la préférence pour une politique de réduction des risques. Premièrement, la reconnaissance que la propagation du VIH est un danger plus grand et plus urgent que l'abus de drogues et que les politiques abstentionnistes ne se sont pas montrées efficaces pour arrêter l'extension de l'épidémie. Deuxièmement, les politiques de réduction des risques se sont avérées au moins aussi efficaces que les politiques abstentionnistes, quant aux taux de médicalisation et de récupération de toxicomanes. Troisièmement, les politiques de réduction des risques sont comparativement plus efficaces quant à la réduction de la criminalité associée à l'usage de drogues et quant à la prévention de la transmission du

VIH (Marks 1997 : 274). Enfin, malgré certaines craintes, selon plusieurs recherches, les politiques de réduction des risques n'ont pas encouragé la consommation de drogues (Lurie 1997 : 257). A notre avis, les politiques de réduction des risques sont par conséquent plus efficaces quant à la prévention de la transmission du VIH.

Par ailleurs, une politique de prévention efficace doit supposer que l'utilisateur de drogues est capable de répondre rationnellement à l'information et aux services de santé publique. En ce sens, il faut reconnaître la responsabilité du consommateur individuel, qui peut faire des choix (s'il en a la possibilité), ainsi que modifier certains aspects critiques de son usage de drogues.

En conclusion, la progression de l'épidémie du sida rend nécessaire et urgente la mise en œuvre de politiques ciblées pour les consommateurs de drogues. Les gouvernements et les ONG doivent non seulement adresser des messages de prévention de la transmission du VIH et des autres maladies de transmission sanguine, destinés spécifiquement aux consommateurs de drogues par voie intraveineuse, mais aussi accompagner ces messages de moyens de les mettre en pratique. (Voir tableau)

*(Version résumée de la communication présentée lors de la rencontre au siège de l'UNESCO, Paris, 9.2.1998)*



**Cas de sida, selon le mode de transmission (en %), en Argentine, au 30.11.1997**

Mode de transmission	1982-87	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	Total	
Usage de drogues par voie intraveineuse	10.6	18.5	24.5	41.3	42.0	45.2	44.2	44.1	43.8	40.2	37.3	41.3	4757
Homosexuel/Bisexuel	75.9	66.5	48.6	41.0	37.6	27.5	27.6	26.5	25.0	21.9	22.4	28.7	3299
Hétérosexuel	4.7	5.0	6.8	7.5	8.5	16.1	15.8	19.8	19.0	25.2	25.0	18.1	2080
Enfant de mère porteuse de VIH	1.2	2.0	8.5	4.9	7.0	5.0	7.8	5.2	7.5	7.9	8.4	6.7	771
Hémophiles/Transfusés	6.5	6.5	9.9	4.3	2.7	4.0	1.8	1.9	0.9	1.0	1.5	2.2	256
Sans réponse	1.2	1.5	1.7	1.0	2.2	2.2	2.8	2.4	3.8	3.8	5.3	3.0	346
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	
<b>Nombre de cas</b>	<b>170</b>	<b>200</b>	<b>299</b>	<b>491</b>	<b>731</b>	<b>1112</b>	<b>1441</b>	<b>2132</b>	<b>2067</b>	<b>2155</b>	<b>711</b>		<b>11509</b>

Source: Ce tableau a été élaboré à partir des statistiques du Programa Nacional de Lucha contra los Retrovirus del Humano y Sida, *Boletín sobre el sida en la República Argentina*, Buenos Aires, Ministerios de Salud y Acción Social (juillet 1996, décembre 1997), situation au 30 novembre 1997.

**Références bibliographiques**

AUREANO, G., 'Entrevista', *La Maga*, Buenos Aires, 24 décembre 1997, pp. 50-53.  
 CAHN P., BEN G., BLOCH C. et al., 'Who is knocking on the door for HIV testing: Study of 9959 cases', XI<sup>e</sup> Conférence mondiale sur le Sida, Vancouver, juillet 1996.  
 KALINA E., 'Drogas: Está todo mal', *El Mirador*, Buenos Aires, N°6, décembre 1997, pp. 4-8.  
 KORNBILIT A. L., MENDES DIZ A. M et BILYK A., *Sociedad y drogas*, Buenos Aires, CELA, 1992.  
 KORNBILIT A. L., et al., *Y el Sida está entre nosotros. Un estudio sobre actitudes, creencias y conductas de grupos golpeados por la enfermedad*, Buenos Aires, Corregidor, 1997.

LURIE P., 'Redução de danos : A experiência norte-americana', in Ribeiro M ; et Seibel S. coord., *Drogas: a hegemonia do cinismo*, Sao Paulo, Memorial, 1997, pp. 253-267.  
 MARKS J., 'Dosagem de manutenção de heroína e cocaína', in Ribeiro M. et Seibel S. coord., *Drogas: a hegemonia do cinismo* ; Sao Paulo, Memorial, 1997, pp. 269-281.  
 PECHENY M., VUJOSEVICH J. et KORNBILIT A. L., 'Discriminación basada en la orientación sexual : un problema de derechos humanos', in Centro de Estudios Legales y Sociales, *Informe anual sobre la situación de los Derechos Humanos en la Argentina*, 1996, Buenos Aires, Publicación del CELS, 1997, pp. 323-340.  
 TOUZE G. et ROSSI D., *Sida y droga. Abstención o reducción del dano?* Buenos Aires, Ed. Fondo de Ayuda Toxicológica, 1993.



## **Les marchés locaux de la drogue: le cas des quartiers dits défavorisés (France)**

**NACER LALAM**

Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement, U.A. CNRS N° 940  
Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales

Comment la science va-t-elle se positionner face à un problème qui se prête difficilement à la connaissance? La question n'est pas anodine dans la mesure où le phénomène drogue est soumis à de nombreux points de vue idéologiques. L'intérêt de la science, et notamment des sciences humaines réside dans une lecture et une analyse «neutres» des activités liées aux drogues.

Il s'agit, dans un premier temps, de décrire de la manière la plus objective possible, la réalité des activités liées aux drogues (consommation, trafic) ; dans un second temps, d'analyser les causes qui poussent certains individus à entrer dans ces activités et les transformations économiques et sociales consécutives au niveau local.

Ainsi, l'économie est une discipline concernée à plusieurs titres :

- la consommation: les comportements des consommateurs face à une hausse ou baisse des prix, face à une rupture d'approvisionnement des drogues ;
- l'offre: la production, le transport, la distribution, les filières, les réseaux ;
- les politiques publiques et leur coût: quelle efficacité des politiques publiques? Quel niveau d'intervention, local et/ou international?
- les stratégies d'accumulation : pour de nombreux individus, la vente ou la revente peuvent être des activités fort lucratives permettant de s'enrichir ;
- les enjeux financiers nationaux et internationaux: les fonds issus du trafic peuvent rejoindre les circuits financiers officiels après certaines techniques de blanchiment.

Dans le texte qui suit, nous insisterons sur les deux composantes du marché local : la consommation et l'offre, et les impacts subséquents. Les travaux à partir desquels s'inspire ce texte ont eu lieu en 1993 et 1995. Les études sur lesquelles nous nous appuyons se sont déroulées en 1993 et 1995 dans des quartiers des agglomérations de Lille, Paris et Marseille<sup>(1)</sup>. Le choix de ces zones s'explique par les interactions pouvant exister entre un environnement dégradé sur le plan socio-économique et les activités délictueuses, en particulier liées aux drogues.

L'attention du lecteur est appelée quant au fait que le terrain d'étude ne doit en aucun cas contribuer à stigmatiser un lieu et sa population mais bien rendre compte d'une réalité. A plus forte raison, il existe une consommation de drogues illicites dans d'autres milieux sociaux, notamment dit aisés, mais ne faisant pas l'objet du travail présent. Les activités de

consommation de drogues illicites dans les quartiers dits défavorisés sont variables selon la région, l'histoire de ces quartiers et donc de sa population, la situation socio-économique. On peut toutefois retenir quelques traits marquants.

### **La consommation de drogues illicites**

#### ***La banalisation de la consommation de cannabis***

Il est reconnu que dans les quartiers, la présence de l'usage de cannabis est assez forte. Les pourcentages de consommation pour les catégories d'âge 15-30 ans sont plus élevés que la moyenne nationale (environ 70% des garçons et 10 % des filles sont des consommateurs réguliers ou occasionnels).

La consommation se fait de plus en plus ouvertement.

De plus en plus, il s'agit pour certains jeunes, de la primo-consommation de produits psychotropes, avant l'alcool et le tabac, vers 13-14 ans. Le cannabis apparaît largement socialisé (il ferait partie d'une forme de parcours initiatique des jeunes).

#### ***La polyconsommation***

La polyconsommation consiste à consommer de manière conjointe ou à des moments différents, plusieurs types de drogues licites ou illicites : alcool, médicaments, colles, solvants volatils, cannabis et ses dérivés, héroïne, cocaïne, crack, ecstasy, LSD.

Dans les quartiers étudiés, la polyconsommation est répandue et les principales associations sont: alcool et cannabis pour les usagers de cannabis, médicaments et héroïne pour les héroïnomanes. Bien sûr, en fonction de la disponibilité des drogues illicites sur les marchés locaux, des phénomènes temporaires de substitution peuvent apparaître.

Le recours aux médicaments (Temgésic, Rohypnol, Valium, Temesta ) chez les héroïnomanes s'explique avant tout par des raisons de précarité.

Un effet inattendu des dispositifs de réduction des risques, notamment de la substitution par la méthadone, a été l'apparition localement de la cocaïne. Les patients sous méthadone recherchent ou se sont vus proposer de la cocaïne au sortir des structures de suivi.



Par ailleurs, après quelques années de fonctionnement, des trafics à petite échelle de méthadone émergent.

### **Les usagers d'héroïne et leur invisibilité**

Les premières observations de terrain pourraient laisser croire à l'absence d'héroïnomanes sur le quartier, or une plus fine observation montre la présence d'usagers d'héroïne mais caractérisés par une relative invisibilité, que l'on peut expliquer par plusieurs raisons :

- les jeunes usagers cachent leur consommation d'héroïne et les signes éventuels qui trahiraient leur comportement. Ils déploient des subterfuges pour que l'on ne remarque pas leur état de dépendance (il évitera de croiser le regard de ses proches, il ne laissera aucun indice de sa consommation chez lui : cuillère, seringue, citron, coton, élastique, briquet etc.) ;
- les vieux toxicomanes restent entre eux et vont jusqu'à former une sorte de sous-culture avec leurs codes, repères, langage ;
- l'image de l'héroïnomane dans le quartier est négative: celui-ci est plutôt considéré comme une personne « malfaisante » pour l'environnement.

Ces observations expliquent en partie, que ceux qui font appel aux systèmes de soins sont, en général, de «vieux consommateurs». Par ailleurs, lors des premières périodes de consommation, le toxicomane ne ressent pas le besoin de se sevrer: il est encore dans le cycle «ascendant» de la consommation.

### **Les prix et les ressources**

#### **Le cannabis**

Le prix du cannabis est relativement stable. La qualité s'est, en revanche, sensiblement amoindrie. Le cannabis que l'on trouve dans les quartiers provient principalement du Maroc. De qualité médiocre, la résine du royaume chérifien semble subir plusieurs coupages avant de parvenir au consommateur final.

- Un gramme de résine de cannabis se négocie à environ 30 francs (5 \$)<sup>(2)</sup>. L'herbe est beaucoup moins disponible et s'échange jusqu'à 60 F (10 \$) le gramme.
- L'unité de vente standard est la barrette qui équivaut à 100 F pour environ 3 g. Cependant, compte tenu de la médiocre qualité du cannabis et donc d'une plus grande quantité par joint, les consommateurs ont tendance à acheter par 12 g (300 F = 50 \$) ou 25 g (500 F = 80 \$).

La quantité de cannabis fumée quotidiennement par un consommateur régulier sans activité officielle (emploi, stage,...) peut être estimée entre 3 et 4 grammes. Le coût mensuel qui en découle sachant qu'une partie de la consommation est «socialisée» au sens du groupe équivaudrait approximativement à 2 000 F.

#### **L'héroïne**

Le prix de l'héroïne varie fortement d'une région à l'autre. Dans Paris et sa région, le prix moyen du gramme d'héroïne a stagné et même baissé, pour se situer entre 600 et 800 F. Deux types d'héroïne se trouvent sur les marchés locaux, la blanche en provenance d'Asie du Sud Est et la Paco (brown sugar) du Pakistan. Le premier type semble, néanmoins, plus rare.

La quantité standard de conditionnement est le demi gramme vendu 400 F. Plus les quantités achetées sont importantes et plus les prix d'achat sont dégressifs. Dans certains quartiers de Paris, on peut se procurer dix grammes pour un montant de 3000 F. Globalement, la qualité semble avoir diminuée, les produits de coupage sont légion (manicol, lactose, médicaments divers, glucose...).

Un usager en début de carrière peut consommer un gramme d'héroïne en plusieurs jours; d'abord fumée ou sniffée, elle est ensuite souvent injectée. Avec ce même gramme, l'usager peut faire une dizaine de shoots. A raison de un gramme par semaine, ce même usager devra se procurer 3200 F par mois. Plus l'usager d'héroïne s'inscrit dans une consommation de longue durée et plus les quantités nécessaires sont importantes (phénomène cumulé de la tolérance et de l'accoutumance).

Pour un usager de cannabis ou d'héroïne, la même question des ressources se pose pour se procurer le produit: d'où vient l'argent nécessaire à l'achat?

Les ressources peuvent être distinguées en fonction de leur origine, légale ou illégale. L'usager peut acheter le produit à partir de ses revenus légaux (cas des personnes insérées professionnellement), de ses revenus illégaux ou des deux sources. Le don, bien que relativement rare, peut exister.

<b>Revenus légaux</b>	<b>Revenus illégaux</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• salaire</li><li>• revenus de transfert</li><li>• épargne</li><li>• petits travaux de proximité</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• revente de drogues illicites</li><li>• vols, cambriolages</li><li>• recel</li><li>• chantage (racket)</li><li>• prostitution</li></ul>

A ce stade, nous pouvons noter la situation particulière de l'usager d'héroïne: la dépendance dans laquelle il se trouve, le pousse à la quête compulsive du produit. Ce qui se traduit par la recherche de moyens financiers toujours plus importants pouvant générer des nuisances, voire des risques pour l'entourage.





## La revente et le trafic de drogues illicites

### *Un acteur central: l'usager-revendeur*

Chez les usagers-revendeurs, le revenu tiré de la vente de stupéfiant est, dans sa grande partie, affecté à la satisfaction de la consommation et de manière résiduelle, aux dépenses courantes (achat de vêtements) ou sorties diverses (restaurant, discothèques). L'usager-revendeur est un élément moteur du marché puisqu'il exerce son activité auprès d'un noyau relativement stable de consommateurs. Le fait de consommer rassure ses pairs puisqu'il n'adopte pas un comportement commercial au sens strict du terme, lequel est déploré par certains héroïnomanes. A cet égard, certaines observations montrent une forme de «juvénilisation» de trafiquants non-consommateurs qui, dans de nombreux cas, ne tolèrent ni rabais, ni remise, ni crédit. Cette radicalisation des petits trafiquants tend à modifier le rapport trafiquant/usager et favorise la répression à l'égard des simples usagers.

La figure de l'usager-revendeur est fréquente dans le cas du cannabis. Or, le risque est grand de voir l'usager-revendeur basculer dans une vente à plus grande échelle, et ce pour plusieurs raisons :

- la revente de drogues illicites est moins dangereuse que d'autres activités illégales telles que le vol, le braquage, etc. ;
- la faiblesse des perspectives d'insertion socioprofessionnelle peut les conduire à se convertir au deal à temps plein.

### *Le calcul du dealer (coût/bénéfice)*

De nombreuses figures de petits-trafiquants coexistent dans les quartiers, du dealer à petite échelle au trafiquant professionnel qui fait de l'activité de vente une activité unique et centrale. Quelques-uns des trafiquants se sont érigés en véritables entrepreneurs. Ils procèdent à une forme de calcul (coûts/bénéfices) plus ou moins explicite. Les coûts incorporent les risques liés à la répression de l'activité, une interpellation suivie éventuellement d'une incarcération et d'une amende, la violence entre trafiquants, entre trafiquant et consommateur. Les bénéfices ont trait aux gains financiers rapides et importants qui représentent une aide plus ou moins directe à la famille, au désir d'assouvir une soif de consommation, à l'exhibition d'une forme de réussite, à la capacité à être son «propre patron», au principe du moindre effort, etc. Au final, les modifications consécutives sont assez immédiates et palpables, par exemple la détention importante d'argent liquide.

De plus le jeune trafiquant ne se considère pas comme un délinquant, il parlera plutôt de «business» (d'affaires). Sa situation de solvabilité attire les receleurs et comme certains consommateurs le rémunèrent en produits (matériel haute-fidélité, bijoux, automobiles), il peut participer lui-même au recel, ce qui aboutit à créer des bulles d'économie parallèle dans lesquelles le trafiquant élargit sa palette d'activités illégales et occupe une place centrale.

Il ressort de ces arguments une préférence évidente pour le présent: le souci d'un projet de carrière est mis au second plan, même si quelques-uns déjà bien ancrés dans le trafic, envisagent l'achat d'un logement ou d'un commerce.

Cependant, à ce niveau du trafic, l'interpellation du trafiquant et son emprisonnement le propulse dans une situation de précarité déstabilisante après un train de vie considéré comme somptueux. A sa sortie, cette alternative (trafic/incarcération) pèse fortement sur la volonté du trafiquant de rejoindre les dispositifs officiels d'insertion: le souvenir de périodes où il dépensait sans compter affaiblit les propositions d'emploi ou de formation qui lui sont offertes.

## Un impact social déstabilisant

En conséquence, le trafic tend à écarter certains jeunes des voies officielles d'insertion par la séduction qu'exercent la «facilité de produire de l'argent» et les dépenses ostentatoires des trafiquants. La relative réussite exhibée par ces jeunes trafiquants est visible par les plus jeunes et ne manque pas de susciter chez eux un désir d'imitation. D'autant que certains trafiquants emploient de jeunes collégiens comme guetteur<sup>(3)</sup> ou rabatteur<sup>(4)</sup>: les centaines de francs qu'ils réussissent à obtenir, modifient leur rapport à l'école (ils préféreront manquer les cours et gagner de l'argent), à la famille (ils peuvent détenir plus d'argent que le porte-monnaie familial), à la consommation ordinaire (ils peuvent se procurer des produits qui, auparavant, étaient difficilement accessibles : chaussures de sport, vêtements de marque, vélo tout terrain). D'ailleurs, policiers et travailleurs sociaux reconnaissent une tendance des jeunes à s'engager plutôt dans les activités parallèles.

Cette visibilité accroît un sentiment de frustration des jeunes engagés dans les voies normales d'insertion : le fait de prêter attention aux activités de trafic et aux gains qu'ils génèrent rejaille de manière négative sur les personnes dont le travail est besogneux.

La comparaison fréquente des revenus associés au trafic de drogue avec ceux qu'offrent les dispositifs légaux d'insertion fait partie du discours que le jeune oppose aux intervenants sociaux (éducateurs, animateurs de quartier, assistantes sociales). A travail égal, les gains sont sans commune mesure.

Cette mise en regard effectuée par certains jeunes pose problème aux intervenants sociaux pour qui les arguments mobilisables concernent le caractère non durable des activités de trafic et le risque d'enfermement dans une forme de criminalité.

Ce système qui marche comme un défi pernicieux pour les institutions, n'est pas une alternative pour tous les jeunes. La majorité des jeunes rejette cette alternative pour des raisons aussi bien individuelles, sociales qu'idéologiques. Néanmoins, la corrélation reste valable entre l'exclusion et le trafic de drogues comme alternative d'insertion.

On peut émettre, par ailleurs, des réserves sur le durcissement de la répression tendant à éliminer les petits





trafiquants au profit des plus expérimentés, dont les gains peuvent bénéficier alors d'une amplification.

Un des effets les plus visibles de l'usage et du trafic de stupéfiants dans le quartier, c'est l'utilisation de l'espace avec une forte identification à certains lieux. Ainsi, les entrées d'immeuble et les parcs de stationnement sont identifiés comme des lieux de trafic ou de consommation. Des portions d'espace public sont appropriées temporairement par quelques jeunes du quartier. La configuration spatiale permet de repérer rapidement les intrus, les extérieurs du quartier, ce qui signifie que la police en tenue y est immédiatement visible.

Incontestablement, la consommation et le trafic interagissent avec l'espace. La souplesse considérable qui caractérise les micro-marchés de la drogue leur confère une forte capacité d'adaptation et de reproduction.

Les trafiquants tirent parti des formes spatiales et les façonnent afin de les maîtriser; il y a ainsi des détournements de caves, de local à bicyclettes ainsi qu'une occupation ponctuelle des vestibules et cages d'escalier, des coursives, des passerelles.

Les cités offrent alors de manière inattendue de multiples recoins pour dissimuler les produits ou fuir les interventions policières. La répression agit comme un facteur de recomposition, de sélection du trafic, s'organisant progressivement en réseau.

La lutte contre le trafic de drogue dépasse la simple priorité donnée à la répression et met en cause l'ensemble des interventions publiques destinées à minimiser les alternatives d'insertion par le trafic.

Au final, l'étude des marchés de la drogue doit s'inscrire dans une vision globale des changements qui traversent la société.

***(Version résumée de la communication présentée lors de la rencontre au siège de l'UNESCO, Paris, 9.2.1998)***

## **Notes**

---

- (1) Avec l'appui du Conseil National des Villes et de la Maison des Sciences de l'Homme.
- (2) Le cours du dollar retenu correspond à 1\$ pour 6 FF
- (3) Le guetteur est celui qui prévient dans le cas de l'intrusion d'un inconnu ou de la police sur le lieu de vente.
- (4) Le rabatteur oriente le consommateur vers le trafiquant;



## IV Les jeunes témoignent

### En séance plénière

Lors de la première journée de la rencontre, les jeunes sont invités à présenter leurs actions d'éducation préventive en séance plénière, plusieurs thèmes illustrent leurs démarches.

- a) Éducation comme instrument de transformation sociale : le rôle spécifique de l'éducation préventive dans un monde en mutation.

Avec en sous thèmes :

L'éducation préventive dans un contexte plus large de développement humain de citoyenneté, de démocratie, une culture de paix : les jeunes se mobilisent pour prévenir l'abus des drogues.

- b) Diverses approches de l'éducation préventive : responsabilité individuelle et action collective.

Avec en sous thème :

Le rôle de l'école dans l'éducation préventive,

La prévention par le sport et les activités culturelles.

Les photos présentées en planches hors-texte soulignent les moments clefs de ces interventions, où sérieux, émotion, conviction, détermination témoignent de la volonté des jeunes à travailler activement sur les problématiques posées par la consommation de drogues.

Afin de compléter les présentations orales des jeunes, des informations plus larges pouvant mettre en évidence les interactions possibles entre environnement et consommation de drogues ont été recherchées.

Un questionnaire a été adressé aux jeunes participants (voir documents en annexes). Les informations recueillies témoignent de leur vécu quotidien à travers leur vision de la ville, du quartier où se déroule l'action, de la description d'une famille type, d'un mode d'habitation, des loisirs disponibles. Elles illustrent également la prise de conscience de ces jeunes face aux réalités liées à la santé, aux problématiques posées par la consommation de drogues.

Les jeunes décrivent également l'action d'éducation préventive dans laquelle ils sont directement impliqués.

Cette recherche de témoignages directs, cette diversité géographique, culturelle, économique et politique est reflétée dans les monographies présentées page 27.

### En travaux de groupe

Les jeunes ont également eu l'occasion d'échanger, de façon informelle, à huis clos, leurs expériences, dans le cadre de travaux de groupe le 10 février 1998. Ces groupes de travail ont été constitués suivant les langues des participants (français, anglais et espagnol).

L'objectif de ces travaux de groupe était essentiellement d'envisager et de planifier le suivi qui serait donné, au niveau local et au niveau international, à cette rencontre de jeunes. Il s'agissait plus particulièrement de fixer un certain nombre d'étapes pour la diffusion de la charte et pour la promotion de la «Campagne internationale des jeunes pour un 21<sup>ème</sup> siècle libéré des drogues».

A été également abordée la question du lancement du processus de collecte de signatures de la Charte, et de sa présentation au Forum sur la prévention de l'abus des drogues, à Banff, Canada, en avril 1998, organisé par le PNUCID et à la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur les drogues à New York en juin 1998.

Ces échanges entre jeunes participants ont ainsi permis d'établir une ébauche de plan d'action pour le suivi de la campagne.

Il a été convenu qu'une évaluation et une réactualisation de la Charte seraient faites en l'an 2000. Les jeunes participants ont en effet émis des recommandations sur le rôle que pourraient jouer les différents partenaires, associations, établissements scolaires et ONG dans la campagne de mobilisation. Ils ont, entre autres, souhaité poursuivre leur implication dans la campagne, à l'intérieur d'un réseau.

En ce qui concerne les établissements scolaires intéressés par un programme d'éducation préventive, le groupe de travail a suggéré que les établissements s'informent auprès des ONG et autres agences susceptibles de leur fournir les éléments et ressources nécessaires ; que l'éducation par les pairs soit encouragée ainsi que le volontariat et l'échange des informations.

Les jeunes ont suggéré que la Charte soit diffusée à travers les media, la presse, les clubs de jeunesse, les établissements scolaires, etc, et qu'elle soit rendue publique à travers l'Internet. Tandis que dans divers pays, des groupes de jeunes relais pourraient se charger sur le terrain, d'organiser des manifestations culturelles qui auraient pour objectif de mener des débats autour de la Charte et de la prévention des drogues.

Les groupes de travail ont échangé leur expérience et se sont mis d'accord pour rester en contact après leur retour dans leurs pays respectifs.



## Liste des jeunes participants

### ARGENTINE

Gabriel AYBAR \*  
25 ans  
Fundacion Anpuy

### AUSTRALIE

Leoni GIBBONS  
25 ans  
Health Promotion Services

### BELGIQUE

Saskia de CLERCQ \*  
23 ans  
LEEFSLAUTELS - Clefs pour la Jeunesse

### BOLIVIE

Francisco MORALES \*  
24 ans  
Proyecto "Tu vida vale ¡cuidala!"

### CANADA

Karen BISS \*  
21 ans  
Students Against Drinking and Driving

### EQUATEUR

Ivan BIRACUCHA \*  
28 ans  
Movimiento Juvenil del Sur  
«Caminos de Libertad»

### ESPAGNE

Gemma ALTELL ALBAJES  
26 ans  
Associacio Benestar i Salut

### ÉTATS-UNIS

Jody CAMERON  
25 ans  
PRIDE International

### FÉDÉRATION DE RUSSIE

Evgueni TROUBINE \*  
18 ans  
Moscow Youth Organization  
Prospect Mira

### FRANCE

Michaëlla BOGATCHEK \*  
17 ans  
Lycée Grand-Air (Arcachon)

Laetitia BOURGEOIS \*  
22 ans  
Fondation Leo Lagrange

Tiffany BRULE \*  
17 ans  
Lycée Châtelet (Douai)

Laetitia GODREAU \*  
21 ans  
Croix Rouge française

Cédric SAUBION \*  
20 ans  
Lycée Grand-Air (Arcachon)

Jacqui SCHNEIDER HARRIS \*  
28 ans  
Ass. méditerranéenne de prévention  
des Toxicomanies (Marseille)

Audrey WOJCIECHOWSKI \*  
18 ans  
Lycée Châtelet (Douai)

### GRÈCE

Irène FLOROU \*  
22 ans  
Centre of Creative Occupation— PROTASI



ISLANDE

Hildur SVERRISDOTTIR

**19 ans**

Icelandic Secondary School Student Union

ITALIE

Federica FOLLI \*

26 ans

Spazio Giovani Prevenzione

KENYA

Rodney V. OSIAKO

**19 ans**

Drug Chase Foundation Project

MALTE

Gabriella CALLEJA \*

27 ans

Agency Against Drug and Alcohol Abuse -  
SEDQA

NOUVELLE ZÉLANDE

Kimberley PATON \*

18 ans

Parents Resource Institute for Youth Drug Education

PAKISTAN

Rehana KOUSAR \*

23 ans

RIFAHI Committee

PARAGUAY

Gustavo MARTINEZ \*

25 ans

Jovenes paraguayos contra la adicción a drogas

PEROU

Evelyn COLOMA RIOS \*

18 ans

Nuestro objetivo : Vivir sin drogas

SRI LANKA

Shantha FERNANDO

24 ans

Sri Lanka Anti Narcotics  
Association (SLANA)

SAINT VINCENT ET LES GRENADINES

Ephraim FISHER

**19 ans**

ASP — Drug Abuse Education

THAÏLANDE

Thanet THANORMJIT

20 ans

Youth Group

TOGO

Ayao KOUMA \*

17 ans

Féd. togolaise des associations et clubs UNESCO

TUNISIE

Karima GAZZEH \*

25 ans

Org. nationale de la jeunesse scolaire tunisienne

ZIMBABWE

Sarah FRANKIS \*

18 ans

ASP Chaplin School

**\* Voir présentation de leur monographie.**



# V Clôture

## Être à l'écoute des Jeunes

En fin de séance, M. Franck Marx, Directeur général Éducation Formation et Jeunesse de la Commission des Communautés Européennes, a rappelé les différents programmes et activités de la Commission et a encouragé les échanges entre jeunes et les initiatives pour les jeunes par les jeunes. Il a déclaré que la Charte reflétait exactement ce qui se faisait dans le cadre du «Programme pour les Jeunes» de la Commission Européenne.

Dans son allocution de clôture, M. Colin N. Power, Directeur Général Adjoint pour l'Éducation (UNESCO), a rappelé qu'un bon enseignant doit savoir écouter ses étudiants, leur accorder du temps : «il est temps que nous travaillions avec vous sur les problèmes d'abus de drogues qui concernent les adultes aussi bien que les jeunes».

M. Power a souligné l'importance de forger des alliances avant tout avec les jeunes, les ONG, le PNUCID, l'OMS et autres organisations. Il a rappelé que pendant plus de trente ans, les personnes investies dans le domaine de l'éducation des drogues, ont cherché à développer des programmes éducatifs ; éducateurs, scientifiques et spécialistes en matière d'éducation préventive ont travaillé pour concevoir des programmes afin de réduire ou de prévenir l'abus de drogues.

M. Power a souligné que l'éducation spécialisée en matière de drogues, a toujours connu des difficultés: «parfois, nous attendons trop des programmes et des politiques en matière d'éducation, mais parfois aussi, nous croyons qu'informer à propos des problèmes et dangers de l'abus de drogues est suffisant. Ce n'est pas le cas. La première chose à faire est d'écouter les jeunes eux-mêmes. Ceci est très difficile, surtout, lorsque vous parlez à des consommateurs de drogues dures. Il est très important que nous travaillions avec vous, que nous écoutions votre diagnostic du problème, et non pas que nous vous donnions le nôtre. Bien sûr, nous devons partager avec vous les résultats de notre recherche et nous pouvons aussi vous dire que certaines des choses auxquelles vous pensez ont déjà été

essayées mais n'ont pas réussi. La première chose est de respecter l'autre et de l'écouter. Si nous ne faisons pas cela, nous ne toucherons pas à la racine du mal parce que vous êtes plus proche du problème que la plupart d'entre nous.

Nous devons apprendre à écouter, à comprendre en tant qu'être humain, à respecter la dignité de chacun. Chaque jeune entre dans la vie avec les mêmes aspirations, espérances, rêves et ambitions que vous. Nous devons essayer d'identifier les signaux d'alerte ».

M. Power a ensuite réaffirmé son soutien à la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» et a remercié tous les participants avant de déclarer la clôture de la rencontre.

## Un groupe de Rap

Un groupe de jeunes rappers, **Chaque Minute en progression** (CMP) est intervenu après la lecture de la Charte, et a présenté une chanson spécialement écrite pour l'occasion : mode d'expression permettant de sensibiliser et de solidariser les jeunes à travers leur langage, sur les problèmes liés aux drogues. Ainsi, cette chanson a été testée avec succès auprès des jeunes lors de la rencontre, et un disque en a été produit qui sera diffusé sur demande dans les mois suivants.

**«Jose m'exprimer au nom des miens, de la jeunesse  
La drogue frappe, ne fait pas de distinction sociale  
Diverses sont les raisons, situation sociale précaire  
L'ennui, la solitude des grands soirs (...)  
Puis de la consommation,  
certains passent à la commercialisation  
Le deal devient donc pour eux un moyen  
d'insertion au sein d'une société capitalisée  
Destinée à ne respecter que la loi de l'argent »**

(Voir en annexe les paroles de la chanson)



# B

## RÉALITÉS LOCALES ET ÉDUCATION POUR LA PRÉVENTION DE L'ABUS DES DROGUES





# I Panorama des actions d'éducation préventive

**I**l est possible de regrouper les vingt et une actions décrites par les jeunes dans les monographies par type. Cette présentation permettra d'avoir une idée des pratiques pédagogiques engagées par les jeunes participants dans leur pays respectif. Ces pratiques réparties en six grands groupes se superposent parfois.

## 1) Prévention orientée vers le sujet

Il s'agit de préparer le jeune à ne pas utiliser ***l'objet drogue*** pour manifester sa souffrance, tout en étant capable de l'exprimer tant à ses pairs, qu'aux adultes qui l'entourent. Dans cette optique, la question drogue ne peut-être séparée de l'ensemble des problèmes et difficultés rencontrés par le jeune au moment de la période de l'adolescence.

Les principaux objectifs d'une approche de ce genre sont de faire acquérir aux jeunes une plus grande facilité à exprimer leurs difficultés à des adultes qui eux-mêmes apprennent à mieux leur répondre. Ainsi, dans cette dynamique préventive orientée vers le sujet, il n'est pas question de traiter le symptôme, en l'occurrence la toxicomanie, mais d'éviter qu'il ne se cristallise. Ce type d'approche demande une connaissance de la psychologie des adolescents, mais exige aussi des pratiques pédagogiques particulières favorisant l'expression par la parole.

L'action présentée par Gabriel Mariano Aybar de l'Argentine illustre cette approche :

«Notre action s'appelle, Atelier Psycho-éducatif. Il ne s'agit pas d'un lieu où l'on donnerait des conférences traitant des formes idéales de comportements, mais d'un espace ouvert à tous où chacun peut s'exprimer, dire son opinion, partager ses expériences avec les autres sur le thème de la drogue. Nous abordons des thèmes comme la communication, l'estime de soi, les pressions des groupes (...) Il est plus important de traiter les causes qui entraînent la consommation de drogues, plutôt que les effets qu'elles produisent (...). Nous en concluons que ce genre d'action permet aux jeunes de trouver une voie différente dans leur vie, une voie sans drogue».

Voir aussi les monographies présentées par Gabriella Calleja, Malte ; Rehana Kousar, Pakistan ; Ayao Kouma, Togo.

## 2) Prévention orientée vers l'amélioration du cadre de vie

La démarche préventive tournée vers l'amélioration du cadre de vie ne consiste pas uniquement à proposer aux jeunes générations des moyens supplémentaires d'occuper leur temps de loisirs, mais à les inviter à mener une réflexion au niveau des représentations de chacun en termes de confrontation à la limite ou à l'interdit.

Les activités ludiques, sportives et culturelles vont favoriser l'épanouissement de la personnalité, favoriser des rencontres dans le cadre de groupe constitué, mais le groupe ne doit pas être présenté comme une fin en soi, la solution à l'ensemble des problèmes posés.

L'influence du groupe est «bonne» ou «mauvaise», selon les circonstances et selon la situation individuelle de chacun de ses membres. Cela suppose donc que le jeune ne s'y perde pas et ne fusionne pas avec l'identité du groupe, aliénant sa personnalité, son sens critique et son autonomie.

Il semble utile de rappeler que le groupe de copains ne peut se suffire à lui-même. L'intégration à un groupe d'adolescents de même âge ne remplace pas la nécessité de communiquer avec l'adulte. L'adulte est un des points de référence indispensable à la constitution de la personnalité de l'adolescent. Les principaux objectifs d'une telle approche vont consister d'une part à mettre en œuvre une éducation à la responsabilité, et d'autre part à favoriser des occasions de rencontres entre générations.

L'action présentée par Saskia De Clercq de Belgique illustre cette approche :

«Nous avons tenté de diminuer les facteurs de risques par la mise en place d'activités sportives et culturelles (...). Les parents ont été enthousiasmés par les propositions que nous avons faites pour améliorer la vie de leurs enfants. Au début de notre action, les jeunes ont d'abord été sceptiques mais peu de temps après, ils ont compris le bénéfice à tirer de ces actions. Ceci surtout lorsqu'ils ont pu s'exprimer seul à seul avec les professeurs, animateurs ou éducateurs. Il semble que la présence des autres les gêne».

Voir également monographies présentées par Evgueni Troubine, Fédération de Russie; Evelyne Coloma Rios, Pérou ; Michaëlla Bogatchek et Cédric Saubion, France; Sarah Frankis, Zimbabwe.



### 3) Prévention orientée vers une mobilisation collective

L'action de prévention à entreprendre ne doit pas s'adresser uniquement aux jeunes, Elle doit essayer d'atteindre le plus grand nombre de personnes appartenant à divers milieux (scolaire, familial, du travail, d'habitation, de loisirs, etc.). Elle épargne à l'éducateur beaucoup de problèmes relationnels liés aux réactions de révolte des jeunes.

Dans cette démarche, comme le souligne Margarita Morales (déléguée fédérale à 'Vie sociale, Prévention de la Fédération nationale Léo Lagrange', France) : «les efforts conjugués des professionnels et non professionnels se retrouvent, ils permettent un échange entre savoir des uns et savoir-faire des autres. Informer, sensibiliser, éduquer, là est le rôle fondamental des professionnels pour dynamiser une population qui devra agir de façon participative et consciente dans un rôle de citoyenneté ».

L'action présentée par Laetitia Bourgeois de la 'Fédération Léo Lagrange' en France, illustre bien cette approche : « à l'origine de notre action est apparue la nécessité d'information et de formation vers la totalité des acteurs de l'action sociale, habitants, professionnels et décideurs pouvant permettre l'émergence de la participation et de la mobilisation de la société civile (. . .). Avec des groupes de décideurs, de professionnels, d'adultes (habitants et parents), de jeunes, nous avons constitué un groupe de travail et de réflexion. Nous avons initié des projets et des réalisations d'actions d'éducation préventive avec des jeunes et des adultes ».

Voir également monographies de Ivan Oswaldo Chanatasig Biracucha, Equateur; Irène Florou, Grèce.

### 4) Prévention prise en charge par les pairs

Ces actions sont principalement menées par de jeunes bénévoles intervenant dans le cadre de leur scolarité, d'associations, de mouvements de jeunesse. Les jeunes semblent rechercher une sorte d'alter ego, quelqu'un qui les rassure d'un non-jugement et à qui ils peuvent s'identifier.

Cette démarche pédagogique offre un potentiel riche car elle débouche sur le développement du sujet, par les possibilités d'apports de connaissances dans le champ des sciences humaines et sociales. Elle représente une opportunité pour les jeunes de participer à un groupe de réflexion, de s'investir dans des actions créatrices et de s'insérer socialement.

L'action présentée par Rubes Francisco Morales Quisbert de Bolivie :

«notre action s'appelle 'Ta vie vaut le coup, protège la' (. . .). Grâce à l'implication des jeunes dans des actions de prévention, nous tentons d'éduquer à la citoyenneté (. . .). Avec des groupes de jeunes, nous recueillons des informations et du matériel des centres spécialisés de prévention, nous prenons des contacts avec les autorités des établissements, des lycées et des universités présen-

tant plus de possibilité de risques, avec des groupes de jeunes. Nous animons des groupes de discussion, de réflexion et d'analyse ».

Voir aussi monographies de Karen Biss, Canada; Jacqui Scheider-Harris, France; Gustavo Martinez, Paraguay; Paton Kimberley, Nouvelle Zélande et Federica Folli, Italie.

### 5) Action orientée vers une approche globale : l'éducation pour la santé

Les problématiques concernant les consommations de drogues sont intégrées dans un large champ d'éducation pour la santé, invitant les jeunes à faire des choix sur la qualité de leur vie.

Le but de l'éducation pour la santé est d'apporter des connaissances correctes et de stimuler des attitudes appropriées, mais aussi et surtout de promouvoir des comportements (habitudes, styles de vie) plus favorables à la santé.

Il est donc utile de poser la question: «pourquoi pensez-vous que vous fumez/buvez/mangez trop/prenez des tranquillisants ? ». Le fait de discuter de ces raisons et circonstances permet une prise de conscience et peut être à l'origine d'un changement.

Il est essentiel dans cette approche de donner au jeune public concerné la possibilité de réagir à ce qu'on lui dit, le cas échéant de manifester son désaccord. C'est seulement après de tels échanges, que peut être mise en évidence la nécessité de modifier certains comportements qui pourraient à court, moyen et long termes se révéler à risques.

Un des buts à poursuivre est de donner ou redonner la capacité de faire des choix pertinents en connaissance de cause.

L'action présentée par Laetitia Godreau, France, illustre cette démarche :

«notre action de prévention s'appelle 'Passeport Santé et Environnement' (. . .). Nous avons constaté une méconnaissance des jeunes vis à vis de leur corps, de ses besoins fondamentaux (. . .). A partir d'un brainstorming, nous voyons les connaissances et les manques que peuvent avoir les jeunes en matière de santé (. . .). A partir de supports ludiques adaptés au niveau intellectuel des enfants, nous tentons de leur permettre un questionnement sur le concept de santé (. . .). La lutte contre la drogue doit se faire à travers différents moyens, Commencer par la prévention primaire en instaurant une qualité de vie avant d'avoir recours à l'interdit ».

Voir également monographies de Karima Gazzeh, Tunisie ; Ivan Oswaldo Chanatasig Biracucha, Equateur.



## **6) Les actions d'éducation préventive menées dans le cadre de l'école**

Dans de nombreux pays à travers le monde, différentes circulaires ministérielles invitent les acteurs de l'éducation à mettre un accent sur la nécessité d'organiser avec les différentes catégories de personnels des actions d'éducation préventive.

En France, le ministère de l'Education nationale s'est depuis de nombreuses années impliqué dans la réflexion sur les moyens et les méthodes pour élargir le champ de l'éducation scolaire aux réalités sociales :

«l'école se veut ouverte sur le monde. Dès qu'apparaissent des problèmes de santé publique nouveaux et graves, elle a le devoir d'en informer les jeunes et de les préparer à des choix de comportements conscients ».

C'est dans cet esprit que des structures institutionnelles ont été créées et progressivement développées.

L'action présentée par Gabriella Calleja, Malte en est un exemple :

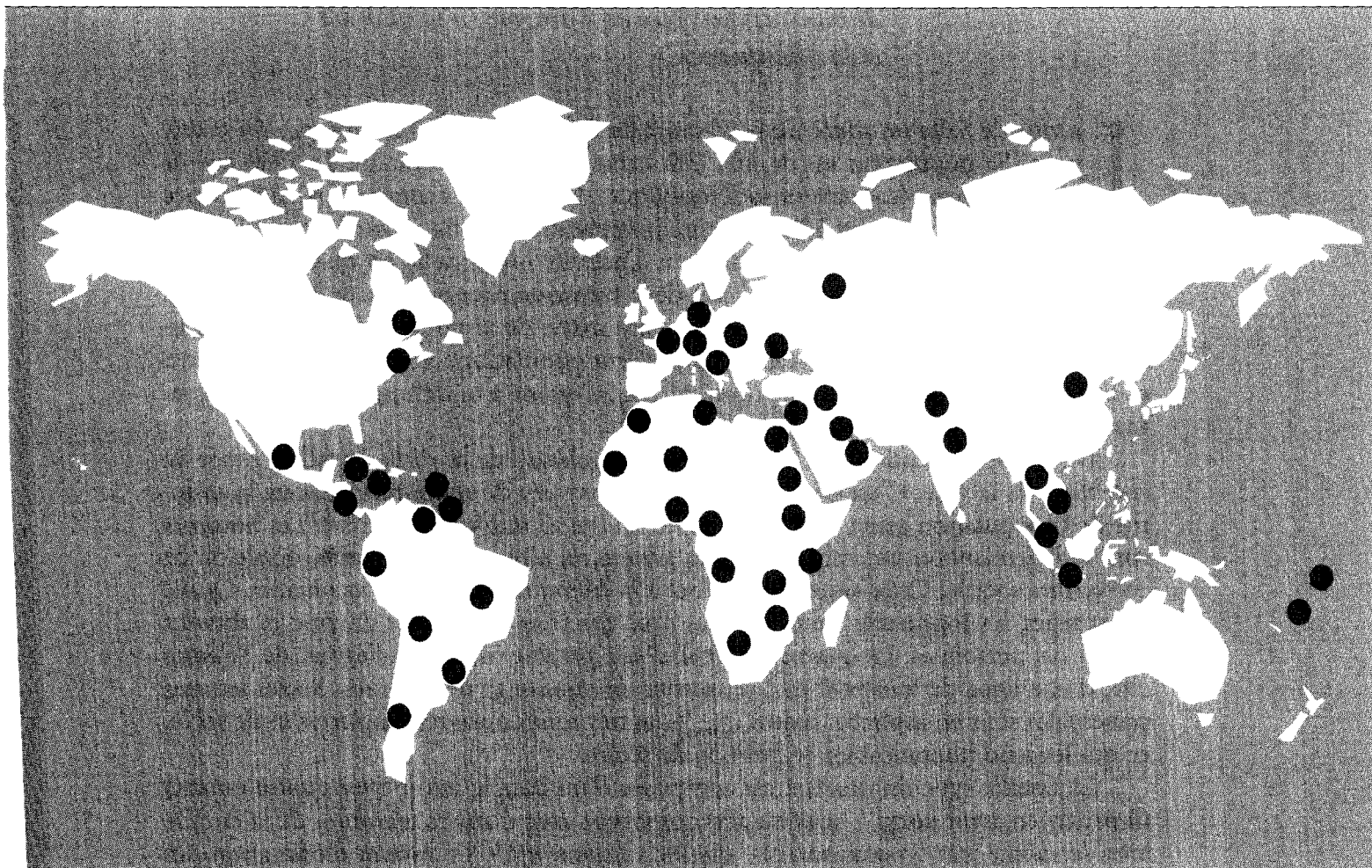
«nos actions de prévention destinées aux jeunes sont menées principalement à l'école. Un programme de prévention destiné aux élèves du secondaire (11 à 16 ans) a été mis en place dans les écoles de l'île (. . .). Les trois premières années, les enseignants donnent leurs cours en y incorporant de l'information sur la prévention, et des discussions. La première année concerne surtout le tabac, la seconde l'alcool et la troisième les autres drogues. Les enseignants reçoivent un manuel. La quatrième année, un groupe d'étudiants est sélectionné pour participer à un programme d'information par les pairs. Des actions préventives sont organisées dans leur école ».

Voir également monographies de Karima Gazzeh, Tunisie ; Michaëlla Bogatchek et Cédric Saubion, du lycée de Grand Air à Arcachon, France.





## II Monographies



Diversité géographique des jeunes participants



## ARGENTINE, Salta

---

### Aybar Gabriel Mariano - 25 ans

*« Les enfants travaillent précocement comme cireurs, vendeurs de journaux ou mendiants. Peu encadrés par leur famille, ils sont en situation de hauts risques face aux drogues, à la violence et la délinquance. »*

La ville de Salta est située au nord-ouest de l'Argentine, dans la province du même nom. Sa population est de 400 000 habitants. Elle est distante de 1700 km de Buenos Aires (capitale de la République). Sur le plan économique, la province se consacre principalement à l'agriculture (plantations de tabac, canne à sucre, coton, agrumes, etc.), à l'élevage et au commerce. L'activité industrielle est quasiment nulle.

Quant à la situation sociale, du fait de la récession économique en Argentine, les besoins de premières nécessités de la majeure partie de la population restent insatisfaits. Le nombre de bidonvilles augmente et leur population, en particulier les enfants et les jeunes, se trouvent en situation de risque quant à la délinquance, la consommation de drogues, la prostitution, le Sida, etc.

Nous allons prendre comme exemple la population de la «Villa Lavalle », située au sud-ouest de la ville. C'est une communauté ayant peu de ressources puisque la majorité de la population active ne dispose pas d'un travail stable et rémunéré. Les hommes sont indépendants et ne cotisent pas à la retraite, ils n'ont pas de sécurité sociale ou de couverture sociale. Cette situation conduit à la délinquance et à la toxicomanie. Quant au quartier, les logements sont précaires avec des toits en plaques de zinc et abritent cinq à dix personnes. Le quartier dispose d'eau potable, du tout-à-l'égout, de l'électricité, d'une ligne de transport et d'un service de ramassage des ordures. Seules les rues principales sont en asphalté, tandis que les autres sont couvertes de pierres et de sable, ce qui les rend impraticables en période de pluies.

La famille type du quartier est composée d'un couple marié avec quatre enfants (il peut y en avoir jusqu'à neuf ou dix) qui vivent avec d'autres membres de la famille sous le même toit (grands-parents, oncles, cousins, etc.). Le niveau d'éducation des enfants est bas puisque pour des questions économiques ils doivent travailler à des âges précoces. Quelques-uns d'entre eux parviennent à atteindre un niveau moyen d'études grâce à des institutions qui assurent des cours du soir.

Cette famille n'a pas accès aux spectacles culturels et aux manifestations artistiques car leurs prix sont élevés, il est très rare qu'ils soient gratuits. Le père est souvent maçon ou charpentier, il est parfois fonctionnaire ou policier. La mère est employée de maison. Ces hommes, travailleurs indépendants, travaillent de longues journées et sont peu présents à la maison, souvent les frères aînés jouent le rôle du père. Les enfants travaillent précocement comme cireurs, vendeurs de journaux ou mendiants. Peu encadrés par leur famille, ils sont en situation de hauts risques face aux drogues, à la violence et à la délinquance.

Les logements sont situés dans le secteur périphérique de la ville. Ce sont des maisons de trois-pièces dont l'une est destinée aux autres parents. Les autres sont partagées entre les frères et sœurs et les éventuels parents qui vivent avec eux. La famille





dispose aussi d'une cuisine, d'une salle à manger, d'une salle de bain et d'une cour. Les toits des maisons sont soit en plaques de zinc soit en briques. L'eau est potable et le gaz naturel est à leur disposition. Les habitants font face à de sérieux problèmes en période hivernale puisqu'ils ne possèdent pas de système de chauffage, ils sont alors plus vulnérables aux maladies. En été, lorsqu'il y a de grandes précipitations de pluies, celles-ci provoquent des inondations dans les rues et les logements. Les différences d'un logement à l'autre dépendent des moyens économiques dont dispose la famille.

Les établissements scolaires sont situés à proximité et le trajet s'effectue à pied. Les cours ont lieu du lundi au vendredi et durent en moyenne quatre à cinq heures par jour. Le nombre d'élèves varie de trente-cinq à quarante-six suivant les directives du chef d'établissement. Parfois lorsque le nombre d'élèves est trop important, ces derniers vont dans d'autres écoles, dans d'autres quartiers.

L'école primaire comprend sept classes de niveaux différents. A l'école secondaire, douze matières sont enseignées. Le premier niveau comporte des matières obligatoires (mathématiques, sciences sociales, sciences naturelles), des cours spéciaux (musique, éducation physique, arts plastiques etc.).

L'Argentine connaît actuellement une refonte de son système éducatif: une éducation générale de neuf années obligatoires et un niveau secondaire de trois ou quatre ans. Ce système se met en place petit à petit.

La difficulté majeure à laquelle les jeunes de ce quartier doivent faire face est le manque de motivation à l'intérieur de l'établissement scolaire. Il n'y a pas à l'école de stimulation pour le travail ou un développement social.

Nous ne pouvons pas dire qu'il existe un désintérêt ou un manque d'engagement de la part des enseignants mais le fait qu'ils ne soient pas rattachés à une seule école mais qu'ils enseignent dans plusieurs écoles, ne leur permet pas de disposer du temps nécessaire pour effectuer un travail en profondeur. Certains proviseurs essaient d'établir des projets tels que la prévention des drogues, du Sida ou des cours d'expression corporelle ou de théâtre à l'intérieur des établissements. L'autre difficulté vient de ce que les enfants en plus de l'école travaillent pour rapporter de l'argent à leur famille : ce qui diminue d'autant leur temps scolaire.

Pour moi la santé se définit comme une situation de bien-être physique, psychologique et social. Ces trois aspects sont liés et influent les uns sur les autres. La santé n'est pas l'absence de maladie. Les problèmes de santé les plus importants sont la tuberculose, les MST, le Sida, l'alcoolisme, le cancer, la toxicomanie.

Les drogues sont des substances qui nuisent à la santé individuelle et collective. Elles provoquent des processus de marginalisation sociale, détériorent la sécurité de la communauté et l'autonomie de l'individu.

Les hommes et les femmes consomment de l'alcool, du tabac, des psychotropes, de la cocaïne, de la marijuana. Les jeunes de moins de vingt ans consomment de l'alcool, du tabac, des solvants, de la marijuana et de la cocaïne (par ordre décroissant). Nous ne disposons pas de données précises concernant le nombre de personnes consommant ces drogues dans le quartier.

Notre action s'appelle «Atelier Psychoéducatif de Prévention» et nous faisons partie de la Fondation Anpuy. Nous avons créé cet atelier à cause de l'augmentation de la consommation de drogues dans la population infantile et juvénile scolarisée et non scolarisée, cette dernière ne disposant ni de protection familiale ni de protection scolaire, étant la plus affectée.

Nous avons mené nos actions dans les écoles d'État, auprès des enfants du primaire et du secondaire, âgés entre six et dix-huit ans. Ceci, dans la ville de Salta située





dans les quartiers périphériques, zones à risque pour les drogues. Cette population n'a pas d'espace de loisirs ou de réflexion, elle est limitée par une réalité économique qui ne lui permet pas d'accéder aux centres privés de formation ou de loisirs, ce qui entraîne l'oisiveté et conduit vers la consommation de drogues.

Notre action dans le cadre des Ateliers Psycho-éducatifs de Prévention consiste à coordonner des groupes d'enfants et d'adolescents qui participent à notre projet de prévention. Cet atelier est un espace de réflexion et d'utilisation de techniques destinées à montrer comment prévenir la consommation abusive de drogues licites et illicites. Il ne s'agit pas d'un lieu où l'on donnerait des conférences traitant des formes idéales de comportement, mais d'un espace ouvert à tous où chacun peut s'exprimer, dire son opinion, partager ses expériences avec les autres sur le thème de la drogue et permettre ainsi de montrer comment réduire la consommation d'alcool et d'autres drogues. Pour ce travail, nous les coordinateurs, abordons des thèmes comme la communication, l'estime de soi, les pressions des groupes, etc. Nous pensons en effet qu'il est plus important de traiter les causes qui entraînent la consommation de drogues plutôt que les effets qu'elles produisent, Ce dernier thème est aussi traité lorsque les participants le demandent.

Les difficultés que nous rencontrons dans notre action se situent dans l'engagement des membres des établissements scolaires. Il y a une ouverture pour l'exécution de ce projet mais nous avons rencontré des obstacles auprès des professeurs qui ne veulent pas céder quelques heures pour cet atelier, prétextant que cela engendre un surcroît de travail. Nous ne pensons pas que cette attitude revête la forme d'un boycott mais les enseignants n'ont pas l'habitude de travailler en équipe avec des personnes étrangères à l'institution et il leur en coûte de le faire. Il s'agit néanmoins d'un jalon posé pour l'avenir au cas où nous les solliciterions de nouveau ou que de nouvelles organisations se mettent en place avec d'autres types de projets et que nous puissions considérer que, unis nous obtiendrons des résultats positifs chez nos enfants et jeunes.

Nous avons mené une action auprès des jeunes et des enfants dans les établissements scolaires. Nous pouvons supposer que notre action a une influence sur les familles mais nous ne savons pas laquelle puisque nous n'avons pas de lien direct avec elles.

Nous avons pu faire un bilan de nos actions dans les ateliers, nous avons constaté qu'il est positif puisque les personnes se sont mobilisées pour réfléchir et comprendre. Les jeunes se sont engagés et ont changé leur façon de se comporter, ceci dans un désir de participer activement au travail préventif. Nous en concluons que ce genre d'actions permet aux jeunes de trouver une voie différente dans leur vie : une voie sans drogue.

Nous avons pu faire une évaluation à partir de questionnaires et d'entretiens individuels. Nous avons constaté que 54% des jeunes n'ont jamais abordé le thème de la drogue à l'école. Pour 67% d'entre eux, il est important de parler de ce thème à l'école. 49,4% des jeunes considèrent que le travail que nous avons effectué avec eux était positif. 95,6% d'entre eux pensent que les ateliers leur ont été profitables. Nous avons rencontré de nombreuses difficultés mais nous les avons résolues au fur et à mesure qu'elles apparaissaient.

C'est parce que j'ai constaté une augmentation de la drogue dans la population infantile et juvénile que je me suis impliqué dans ce projet. Il y avait une forte demande sociale à cause de cette augmentation de la consommation.

La diffusion de la Charte «Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» se fait grâce aux jeunes et aux professeurs des différents établissements scolaires. Nous avons aussi fait



connaître la Charte au public, aux autres ONG, à des fondations ou associations grâce à différents moyens de communications (journaux, radio, télévision) ainsi que dans différents points clés de Salta et dans d'autres provinces.

La Charte a fait l'objet d'une lecture et d'une discussion dans les écoles. Des critiques, des adhésions, des suggestions ont suivi. Grâce aux médias nous avons mené des entretiens au cours desquels nous avons pu présenter l'objectif de la Charte. Ainsi un large public a eu accès à l'information qu'elle contenait. Nous avons aussi organisé des débats par l'intermédiaire des ONG, de Salta et d'autres provinces.

Les réactions à la diffusion de cette Charte ont été très positives. Les jeunes ont apprécié que des organisations comme l'UNESCO et l'ONU, s'investissent dans un mouvement en faveur de la jeunesse et des problèmes de drogues. Cette tentative est la première au monde à réunir cinq continents autour d'un objectif commun : «un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues». Cette Charte a été rédigée en tenant compte des opinions des jeunes et cette démarche est tout à fait remarquable puisqu'elle a permis de donner une vision réelle de leurs besoins, de leurs réalités, de leurs conditions de vie. Les jeunes ont pu s'exprimer et être entendus.

La collecte des signatures s'est faite grâce à l'équipe qui encadre les activités de la Fondation Anpuy. Une distribution pour recueillir les signatures a été effectuée parmi les chefs d'établissements (qui ont été chargés de recueillir les adhésions dans leurs établissements), auprès des ONG, et du public.

Dans l'avenir, nous nous proposons de réunir les efforts à travers des réseaux institutionnels, d'obtenir l'appui économique de différents secteurs de la société internationale. Depuis qu'il existe un engagement réel des mandataires des différents pays nous pensons que des projets de formation, de prévention et d'assistance peuvent voir le jour.



## BELGIQUE, Gent

---

De Clercq Saskia - 23 ans

*« Les jeunes manquent de confidents avec qui ils pourraient parler de leurs problèmes. »*

**N**ous menons notre action dans toute la Belgique avec un programme que nous donnons aux écoles du secondaire, aux institutions, aux organisations de jeunes (maisons pour les jeunes) et aux écoles secondaires spécialisées (regroupant des enfants qui ont de graves problèmes). Notre public se compose de diverses couches sociales : bourgeoisie, milieux modestes et population d'origine étrangère.

Dans une famille type, il y a quatre personnes qui vivent ensemble, les parents travaillent durant la journée et possèdent une voiture pour leurs déplacements. Les enfants vont à l'école à bicyclette, en tram ou en bus. Ils appartiennent souvent à des organisations de jeunes. Ils aiment aller au cinéma ou au théâtre et au musée avec leurs parents. La famille se retrouve le soir autour du dîner.

Nous travaillons aussi avec des immigrants qui rencontrent beaucoup de difficultés, notamment des problèmes de déscolarisation. La famille est soit propriétaire soit locataire. Il existe aussi des logements sociaux. Les jeunes ont de douze à dix-huit ans. Ils vont à l'école secondaire (études générales) ou à l'école technique (études professionnelles). Ils ont cours de 8h00 à 16h00 ou 16h30. Ils ont des plats chauds à la cantine de l'école. Il y a vingt à vingt-six élèves dans la classe. Ils font leurs devoirs à la maison jusqu'à environ 19h00. Les élèves ont quelques difficultés à choisir leurs options d'études à cause d'un manque d'affirmation de leurs désirs.

Les jeunes sont satisfaits de l'enseignement qui leur est donné et savent en tirer profit. Leurs devoirs à la maison sont valorisés par les enseignants et ils ont de bonnes relations sociales entre eux. Par contre, le temps qu'ils consacrent à leurs devoirs scolaires leur paraît trop long, ils pensent aussi qu'il y a un manque d'homogénéité dans leur classe. D'autre part, ils manquent de confidents avec qui ils pourraient parler de leurs problèmes.

Le jeune de cette famille aime faire du sport, nager, jouer au football ou au tennis ; il aime faire du théâtre, suivre des cours d'art, de musique ou de danse ; il aime s'investir dans une activité pour les jeunes (maison de la jeunesse). Pendant le week-end, il aime aller au cinéma et parfois en discothèque.

La drogue est un produit naturel ou chimique qui influence l'état de conscience et l'humeur.

Les hommes de plus de vingt ans consomment de l'alcool, des médicaments. D'autres, moins nombreux, consomment du haschich, de la marijuana et du cannabis. Les femmes consomment des médicaments, de l'alcool et d'autres drogues. Les jeunes garçons et filles consomment de l'ecstasy, du haschisch, du cannabis, de la marijuana. Les garçons consomment aussi de l'alcool.

Nous ne pouvons pour le moment indiquer le nombre de personnes concernées par ces consommations de produits toxiques.

Les éducateurs et les animateurs sont à l'origine de notre action qui se déroule en milieu scolaire et s'intitule «Leefsleutels Inhet Busol». L'association s'appelle «Clefs



pour la Jeunesse». Nous essayons de donner aux jeunes des clefs pour mieux comprendre leurs problèmes sociaux et personnels. Nous faisons avec eux de la prévention de l'usage des drogues. Nous avons élaboré notre action sur huit mois. Notre population cible était les adolescents et adolescentes de douze à dix-huit ans. Nos partenaires étaient des décideurs politiques locaux, des éducateurs, des professeurs, des parents ainsi que d'autres associations. Nous avons formé des parents, des enseignants, des jeunes. Nous avons construit des outils avec des professionnels et des jeunes. Nous avons constitué un groupe de réflexion avec des professionnels, réalisé des projets avec des jeunes et des professionnels. Notre action visait un développement personnel, un développement d'un regard critique, une prise de conscience personnelle, l'amélioration de la communication et le respect de soi et d'autrui.

Nous avons fait de la prévention primaire sur les drogues licites et illicites, sur l'exclusion et la violence. Nous avons tenté de diminuer les facteurs de risques par la mise en place d'activités sportives et culturelles. Pour notre action, nous avons créé des journaux, des livres et des kits pédagogiques. Nous avons mené nos actions dans les institutions (écoles) et les mouvements de jeunes. Nous avons mis en place des programmes de cours intensifs de deux à trois jours pour des professeurs, des animateurs, et des éducateurs pour qu'ils puissent travailler avec les jeunes dans les classes et les organisations de jeunes. Nous ne sommes pas en contact direct avec les jeunes.

Après quelque temps, nous sommes retournés dans les institutions afin d'évaluer comment le travail entrepris par les participants s'était mis en place avec les jeunes. Nous avons pu ainsi dégager des problèmes spécifiques. Les participants ont tous reçu notre périodique qui doit les aider grâce aux informations mises à leur disposition et ainsi améliorer leurs méthodes de travail avec les jeunes. Nous avons dû adapter notre action mise en place avec les participants par rapport aux problèmes spécifiques rencontrés chez les jeunes. Parfois, professeurs, animateurs et éducateurs l'ont fait sans notre aide.

Les réactions des familles face à cette action ont été diverses. Les parents ont été enthousiasmés par les propositions que nous avons faites pour améliorer la vie de leurs enfants. Au début de notre action, les jeunes ont d'abord été sceptiques mais peu de temps après ils ont compris le bénéfice à tirer de celle-ci. Ceci surtout lorsqu'ils ont pu s'exprimer individuellement avec les professeurs, éducateurs ou animateurs. Il semble que la présence des autres les gênait. Nous avons procédé à une évaluation de notre action grâce à des questionnaires. Nous avons pu mesurer l'impact de notre action sur les jeunes en notant un changement dans leurs relations entre eux et dans leur développement personnel. En conclusion, nous avons constaté qu'il fallait du temps pour que des changements s'opèrent, qu'ils se faisaient petit à petit et que nous ne devons négliger aucune amorce de changement d'attitude, si minime soit-elle.

L'action que nous avons menée en Belgique est populaire. Nous essayons aujourd'hui d'affiner nos actions, notamment en travaillant sur les différents kits pédagogiques. Nous tentons d'améliorer le programme de nos cours afin de mieux servir ceux qui travaillent avec ces matériaux.

Je me suis impliquée personnellement dans cette action parce que j'ai vu sa réussite auprès des jeunes. La démarche consiste à sécuriser ces jeunes en leur permettant de s'exprimer en premier lieu sur leurs problèmes personnels avant de les confronter à ceux liés à la drogue.

Nous avons donné la Charte «Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» à la presse. Nous l'utiliserons dans les cours que nous donnons aux professionnels.



## BOLIVIE, La Paz

---

### Morales Francisco - 24 ans

*«La goutte constante travaille la pierre.»*

Notre action de prévention se situe dans deux villes (qui auparavant n'en formaient qu'une) La Paz et El Alto. Les deux sont situées à plus de 3 600 mètres au-dessus du niveau de la mer dans La Cordillère des Andes dans la zone de l'Altiplano. La classe aisée vit dans la zone Sud de La Paz, les classes moyennes et modestes vivent dans le centre ville; ceux qui ont peu de ressources vivent à la périphérie. Dans la seconde ville, El Alto, vivent des gens de classe moyenne ainsi que des familles disposant de peu de ressources. Notre activité ne se limite pas à ces villes mais s'étend aussi à d'autres villes à l'intérieur de la Bolivie.

L'un des quartiers où nous menons notre action de prévention s'appelle Villa Fatima. Des gens de classe moyenne et de peu de ressources y vivent. Les constructions sont faites sans l'intervention de professionnels (qu'ils soient architectes ou ingénieurs) ; les maisons sont en briques et il n'y a pas ou peu de lieux d'épanchement d'eau. Beaucoup de lieux ne possèdent ni hygiène ni un minimum de sécurité. De nombreuses rues n'ont pas d'éclairages suffisants. Les rues ont un revêtement de pierres et de terre. Il y a des collèges publics et privés. Les secteurs plus déprimés forment des ceintures de pauvreté aux flancs des collines. Nous nous trouvons dans ce secteur car c'est là que se trouvent les jeunes les plus démunis.

Voici le portrait d'une famille type du quartier où nous menons notre action de prévention. La plupart du temps, les parents ont émigré de la campagne vers les villes, leur niveau d'éducation est bas. Il existe une population indigène qui essaie de s'assimiler au rythme de la ville. Tout ceci fait que les jeunes et les enfants ont peu d'informations sur la drogue, le sexe ou d'autres thèmes. L'on note un manque de communication entre père et fils. Les parents font un travail physique comme maçon ou sont femmes de ménage. Certains des fils travaillent comme cireurs ou s'acquittent de «petits boulots» dans les transports en commun. S'il existe des routes, ils se déplacent en minibus ou en autobus. Ils travaillent de 8h à 18h30.

Le logement de cette famille type est une construction précaire en terre ou en briques avec des toits en zinc. Les familles s'entassent dans deux ou trois pièces. La plupart d'entre elles ne disposent pas de service de base comme l'eau et les égouts. Ceci se manifeste avec plus d'évidence dans les logements situés à la périphérie de la ville et sur les flancs des collines. Pour le plus grand nombre de ces logements il n'y a pas d'autorisation municipale de construction.

En ce qui concerne la vie des enfants, leur vie scolaire et leurs loisirs, les jeunes et les enfants de ce quartier peuvent avoir cours à trois horaires différents : le matin de 8h00 à 12h30, l'après-midi de 14h à 18h 30 et le soir de 8h30 à 22h. Certains enfants et jeunes possédant peu de ressources économiques doivent travailler le jour et choisissent les cours du soir. L'âge des élèves du primaire et du secondaire oscillent entre cinq et vingt ans. Ils fréquentent généralement des établissements proches de leur domicile. Il n'y a pas d'internat dans la zone. Très peu parmi eux deviennent bacheliers (seulement quelques-uns d'entre eux iront au collège et au lycée); parmi ceux-ci, peu ont accès aux études supérieures bien que les universités soient étatisées





de même que les grandes écoles. Les bacheliers qui sortent du collège ne sont pas préparés pour gagner leur vie (selon la fameuse loi de l'entonnoir, sur cent étudiants qui entrent à l'école, après douze ans d'études, seulement un peu plus de la moitié termine le bac).

La Bolivie vit actuellement un processus de réforme éducative. Les difficultés sont surtout d'ordre socio-économique et sont dues au manque d'ouverture familiale sur le monde environnant. Elles découlent de tout ce que nous avons dit antérieurement.

Beaucoup de zones et collèges ne possèdent pas de terrain sportif (on pratique très peu de sport), ni de bibliothèque ou d'autre espace culturel. En majorité, on pratique le baby-foot (football de table) ou «*fulbito*» et à un moindre degré, le basket-ball et le volley-ball. Le manque d'infrastructure est à l'origine de ce phénomène qui conduit le jeune vers l'alcool, l'oisiveté ou la drogue.

Durant leur temps de loisirs, les jeunes filles aident leur famille dans les tâches ménagères comme la cuisine et la lessive. Elles fréquentent des fêtes de quartier où l'on trouve surtout de l'alcool et des cigarettes et elles se retrouvent parfois au cinéma. Elles pratiquent rarement un sport.

Dans notre ville, les jeunes vont aux fêtes de quartier, ils fréquentent les salles de cinéma qui leur sont accessibles. Ils jouent au baby-foot *ou* «*fulbito*» une fois par semaine — surtout en fin de semaine — durant une à deux heures. Les clubs ou groupes de quartier tendent à se regrouper en bandes autour de la boisson et des cigarettes, leur âge varie entre quatorze et vingt-cinq ans. A cause du manque d'infrastructure, ils ont peu accès à des distractions dans le quartier. Le peu de salles polyvalentes étant occupées par des championnats, les fins de semaines. Il y a dans ces groupes ou clubs, des dirigeants volontaires. On note un manque de motivation chez les jeunes et aussi des problèmes socio-économiques. De façon significative, il y a aussi des absences d'ouverture, de stimulation ainsi que d'aides financières dues au manque d'organisation de la part des directions locales.

Nous pouvons définir la santé comme l'absence de maladie, et comme le bien-être bio-psycho-social d'une personne. Dans notre quartier les problèmes sont: le manque de salubrité ambiante, le manque d'éducation, d'hygiène adéquate dans beaucoup de cas, et la pénurie des services de base comme l'eau et les égouts. Cependant, je considère que l'éducation que donnent les parents devrait être mieux orientée et renforcée par rapport à l'école.

La drogue peut être définie comme une substance psycho-active ou une substance qui exerce son action sur le système nerveux central et qui a la capacité de produire des transformations en augmentant et diminuant le niveau de fonctionnement ou en modifiant les états de conscience. En Bolivie, les hommes et les femmes de plus de vingt ans consomment de l'alcool, du tabac ainsi que de la cocaïne et de la marijuana. Les jeunes de moins de vingt ans consomment de l'alcool, du tabac, des solvants et de la cocaïne.

Notre action s'appelle «Ta vie vaut le coup, protège là ! » et s'inscrit dans le cadre de la Fédération nationale des clubs et associations UNESCO de Bolivie. Les jeunes, l'institution et l'association sont à l'origine de notre action. Lorsque nous avons commencé à la mener, il y avait une augmentation de la consommation des drogues, surtout celles qui sont prises tôt et que l'on nomme les drogues du pauvre : «*tiner*», «*clefa*» et autres solvants. Le but primordial de mon pays est de sortir du circuit du trafic et de la consommation des drogues en accord avec le plan défini par le gouvernement, appelé «Dignité» : le gouvernement cherche à faire de la prévention, à éradiquer, et à interdire la consommation de drogues.



Il est nécessaire que notre action s'étende sur une période de huit mois. Elle concerne les hommes, les femmes, les adolescentes, les adolescents, les garçons et les filles entre dix et trente-cinq ans. Nous sommes partenaires dans cette action avec des professeurs, des animateurs, des adultes et des jeunes bénévoles. Pour le moment, nous ne disposons pas de nos propres fonds, nous travaillons sous l'autorité de la Commission nationale bolivienne pour l'UNESCO et du bureau de l'UNESCO à la Paz. Notre action se déroule à travers des entretiens de groupe, des ateliers de formation des jeunes, des groupes de réflexion et de travail avec des jeunes, ceci en collaboration avec la Commission nationale bolivienne pour l'UNESCO et le bureau de l'UNESCO à la Paz. Les projets et leur réalisation se font grâce aux jeunes. Nous souhaitons que notre action permette une prise de conscience personnelle, qu'elle améliore la communication, le respect de soi et d'autrui.

Grâce à l'implication des jeunes dans des actions de prévention (groupe de pairs), nous tentons de dispenser une éducation civique. Notre action est de type «prévention primaire» sur les solvants, la cocaïne, le Sida, les questions d'hygiène et de santé globale. Nous tentons par la mise en place d'activités sportives et culturelles de diminuer les facteurs de risques. Nous utilisons pour notre action les journaux, les livres et nous avons créé des brochures, des affiches, des films, des émissions de radio et des expositions. Nous menons nos actions dans plusieurs quartiers et dans les établissements scolaires avec les jeunes, les enfants des collèges et des écoles et dans les quartiers. Nos actions sont dirigées par les groupes de clubs UNESCO de Bolivie.

Avec des groupes de jeunes, nous recueillons des informations et du matériel des centres spécialisés de prévention, nous prenons des contacts avec les autorités des établissements, des lycées et des universités présentant plus de risques. Nous utilisons systématiquement des programmes radio pour les jeunes et nous avons une couverture vidéo importante. Nous avons des ateliers de présentation et d'exposition de matériel sur la thématique «non aux drogues !» réalisés par les groupes choisis à cette fin. Nous animons des groupes de discussion, de réflexion et d'analyse. Nous avons organisé un colloque à Tarija en septembre 1997, sur la prévention contre l'alcoolisme, les drogues et le Sida, avec 489 jeunes (quinze à dix-sept ans) du Pérou, du Chili, d'Argentine et de Bolivie. Des experts de l'O.M.S. étaient présents et cette manifestation a été qualifiée de succès régional.

Actuellement, un processus de diffusion et d'adhésion à la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» se déroule en commençant par la diffusion et la signature de la Charte dans la ville de la Paz pour se poursuivre dans les autres villes importantes. Nous manquons toutefois de moyen matériel et de personnel pour pouvoir atteindre une plus grande quantité de gens. Nous n'avons pas non plus la possibilité de faire une campagne permanente.

En ce qui concerne les répercussions de notre action sur la famille type que je vous ai déjà présentée et son éventuelle participation à notre action, le manque d'union et de communication au sein de la famille ne nous permet pas de la toucher toute entière. Dans les régions particulièrement éloignées, la communication est monosyllabique (*si, no, ya*). *Nous* n'avons aucun moyen de mettre en avant tous ces thèmes car nous ressentons un désintérêt général : de fait, la famille ne peut jouer un rôle décisif dans l'amélioration de la société. Le jeune de cette famille est informé et cela le motive pour faire comprendre la nocivité de la consommation de drogues, cependant cette action devrait être permanente puisque très souvent les courtes campagnes restent dans l'oubli. Il y a un vieil adage qui dit «la goutte constante travaille la pierre».



Nous n'avons pas procédé à une évaluation de notre action quoique nous envisagions de le faire. Pour le moment notre campagne est récente, nous avons besoin de recul pour nous permettre de l'évaluer. Nous sommes partis de la capitale La Paz et nous comptons atteindre d'autres villes de Bolivie pour ensuite nous introduire dans les petits villages et leurs quartiers.

Si je me suis impliqué dans ces actions c'est par souci de m'améliorer personnellement et d'améliorer la société, sous les prémisses de la Fédération bolivienne des clubs, des associations UNESCO et du programme «Pour un changement conscient d'attitude» orienté pour rectifier et améliorer les habitudes, normes et valeurs.

Nous avons diffusé la Charte «Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» avec les jeunes volontaires des clubs UNESCO de Bolivie, dans les lieux stratégiques des villes afin de recevoir le maximum des signatures d'adhésion ainsi que dans les collèges, les écoles et les quartiers. Nous avons expliqué le contenu de la Charte quant à ses postulats et son engagement, et invité les personnes à adhérer à ce mouvement international. Nous avons publié la Charte sur des affiches en convoquant une conférence de presse pour sa diffusion.

Nous allons à présent poursuivre la campagne préventive, en utilisant la Charte pour faire apparaître tous les aspects négatifs de la production, du trafic et de la consommation de drogues; montrer comment tout ceci nuit à l'individu, la famille, la société, l'état du monde; assumer le plan du gouvernement de Bolivie nommé «Dignité» et fondé sur les quatre piliers que sont l'éradication, la prévention, l'interdiction et le développement alternatif.

En ce qui concerne la Charte, les réactions ont été positives et montrent un intérêt à participer à ce mouvement international. Elle a sans aucun doute attiré l'attention des jeunes mais aussi celles de la société et du gouvernement.

Les clubs et associations UNESCO de Bolivie ont été chargés de recueillir les signatures en se répartissant dans les lieux stratégiques de la ville, collèges, écoles, et quartiers. Grâce au travail fructueux des clubs, nous avons réussi à joindre des organismes comme les mairies, préfectures et ministères de l'État, d'autres organisations comme les clubs de jeunesse, l'atelier culturel de l'université de droit (UHSA).

Je pense que la Charte a un contenu générique qui s'adapte à toutes les réalités en donnant une explication, en la mettant en relation avec le contexte de chaque pays. Des programmes doivent surgir pour chercher des propositions pour éradiquer la pauvreté non seulement matérielle des enfants et des jeunes, mais aussi leur pauvreté spirituelle. Il faut les fortifier physiquement, moralement, intellectuellement et culturellement.



## CANADA, Regina

---

**Biss Karen - 21 ans**

*«Les activités de loisirs sont accessibles à tous,  
même à ceux qui ne disposent pas de beaucoup d'argent. »*

**N**otre association Students Against Drinking and Driving (SADD) (Association d'étudiants contre l'alcool au volant) travaille dans notre province, elle est surtout très active dans ma ville de Regina, une ville d'environ 200 000 habitants située dans la province agricole de Saskatchewan. C'est la capitale de la province et a donc les principales instances gouvernementales.

Ma famille est une famille typique de cet endroit. Elle est composée de moi-même, vingt et un ans, étudiante. Je travaille trente-cinq à quarante heures par semaine dans un restaurant. Je prends le bus ou le taxi pour aller travailler (cinq minutes). Je sors avec des amis mais je fais également du travail volontaire. Ma vie familiale est dans l'ensemble bonne avec les difficultés habituelles. Mon père a cinquante-deux ans et travaille dans une institution gouvernementale de Saskatchewan. Il prend sa voiture pour aller au travail (environ dix minutes). Il aime la pêche, le jardinage, le golf, la télévision, et aime passer du temps en famille. Les tracas au sujet des factures peuvent être considérés comme des difficultés. Ma mère a cinquante-trois ans, elle ne travaille pas à l'extérieur mais s'occupe de tout à la maison. Elle aime passer du temps en famille.

Ma sœur a onze ans. Elle va à l'école de 9h00 jusqu'à 15h30 chaque jour du lundi au vendredi. Elle se déplace en bus (quinze minutes). Elle apprend le français à l'école, d'ailleurs beaucoup de cours sont dispensés en français. Ses autres matières sont les mathématiques, l'anglais, la grammaire (anglaise et française), la gymnastique, la santé, la religion. Elle a beaucoup de devoirs à faire à la maison. Ma sœur est une enfant heureuse. Elle a quelques problèmes à l'école et quelquefois avec ses amis car d'après eux, elle ne s'adapte pas aussi bien qu'elle devrait. La plupart des écoles secondaires de ma ville ont des comités de mon organisation. Nous travaillons avec eux en étroite collaboration. Les étudiants de ces écoles qui ont entre treize et dix-neuf ans peuvent, à leur sortie de l'école, soit poursuivre des études dans une institution d'enseignement supérieur soit entrer dans la vie professionnelle.

Nous avons aussi un chien qui s'appelle Ben et qui a deux ans. Notre logement est simple, c'est une maison avec trois chambres, une cuisine, un salon, une salle de bains, un sous-sol et une cour. Notre maison a été construite par mon grand-père.

Dans ma ville, les loisirs pour les garçons et les filles sont similaires. Il s'agit de sports tels que le base-ball, le hockey, le football, faire de la bicyclette et des jeux avec les amis. Les filles pratiquent aussi la danse, la gymnastique, et apprennent le maniement du bâton (majorettes, parades). Les activités de loisirs sont accessibles à tous, même à ceux qui ne disposent pas de beaucoup d'argent.

A mon avis, la définition de la santé pourrait se formuler ainsi: le maintien du bien-être physique et mental d'une population. Les problèmes de santé que nous rencontrons en ce qui concerne notre ville sont le rhume, la grippe mais aussi les problèmes mentaux dus au stress. Il n'y a pas d'autres problèmes particuliers de santé.



La définition des drogues pourrait se formuler ainsi: une drogue est une substance qui altère l'esprit de quelqu'un aussi bien d'une façon positive que négative. Les différentes drogues qui, à mon avis, sont les plus consommées par les adultes et les jeunes dans la ville de Régina sont : l'alcool, les solvants, la marijuana, la cocaïne, l'héroïne. Nous ne disposons pas pour le moment de données chiffrées qui pourraient donner des indications précises quant au nombre de consommateurs adultes de plus de vingt ans et de consommateurs de moins de vingt ans.

Notre association d'«étudiants contre l'alcool au volant», mène une action surtout destinée aux personnes qui conduisent en état d'ébriété, mais en fait cette action concerne tout le monde. Les instances gouvernementales nous allouent une subvention chaque année. Nous obtenons aussi des parrainages de banques, etc, et nous faisons des recherches de fonds tout au long de l'année. La plupart de nos membres sont des jeunes. Nous sommes vraiment ceux qui font de l'organisation ce qu'elle est. Nous travaillons en collaboration avec la *Canadian Youth Against Impaired Driving* (Jeunesse canadienne contre la conduite dangereuse). Cette organisation fait le lien entre les organisations locales et provinciales au Canada. Nous travaillons aussi avec *Baccus Canada*, une organisation de prévention universitaire.

Nous pratiquons une éducation par les pairs. Notre action vise à prévenir la conduite dangereuse. Nous intervenons dans les écoles, organisons des conférences, travaillons avec les media pour diffuser notre message. Certaines actions sont directement menées dans les bars. Au début de notre action, nous avons rencontré des problèmes avec l'administration des écoles : les autorités locales nous interdisant de mener certaines actions. L'attitude négative de certaines personnes nous a aussi posé des problèmes. Au fur et à mesure que notre projet s'est développé, nous avons rencontré de moins en moins de résistance de la part des adultes.

Cette action a permis de sensibiliser au problème de «l'alcool au volant». La plus âgée des filles de la famille présentée précédemment s'est beaucoup investie dans l'organisation de cette action.

Nos actions sont évaluées principalement à l'aide de questionnaires distribués après les conférences.

J'ai distribué la Charte «Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» au «Forum International des Jeunes» à Banff, qui s'est tenu au Canada en avril 1998. Malheureusement, je n'ai pas pu la diffuser largement au sein de mon association. Cependant, nous avons noté que la plupart des commentaires que faisaient les jeunes à propos de la Charte étaient positifs, certains pensent toutefois que tous les points n'ont pas été traités.

J'ai participé très activement à la collecte de signatures à Banff, mais moins activement ailleurs. Je voudrais remercier les organisateurs de ce projet UNESCO pour le temps et les efforts qu'ils ont investis afin de nous aider à atteindre notre but: un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues.





## EQUATEUR, Quito

---

**Biracucha Ivan - 28 ans**

*«Le dimanche et les fêtes familiales sont les seuls moments agréables de distraction pour la famille ».*

**N**ous menons notre action à Quito, capitale de l'Equateur, où vivent en zone urbaine 80,4% des jeunes, ce qui confirme leur migration vers la capitale. 12,5 % des jeunes de quinze à vingt-quatre ans sont mariés et 4,3 % vivent en union libre. Un sur dix de ces 'jeunes n'a aucune éducation : l'insertion professionnelle a lieu très tôt dans des conditions défavorables et préoccupantes. L'absentéisme scolaire est très fort dans ce pays.

71,7% de la population dispose d'eau potable, 12,8 % de l'eau du puits, 6,8 % de l'eau de source, 6,2% de l'eau de réservoir et 2,5 % de l'eau d'une autre origine. 21,9% a des latrines, 15,4% n'a aucun service d'hygiène. Les jeunes n'ont pas de logement salubre. Ils commencent à travailler vers quinze ans et 60% d'entre eux sont sous-employés. Ils s'organisent chacun à leur tour pour avoir des activités sportives mais s'investissent peu dans des activités culturelles et encore moins dans des activités à caractère politique et social. La législation nationale restreint leurs droits politiques. Il y a une faible coordination entre les diverses initiatives et les groupes de jeunes.

Le quartier dans lequel nous menons notre action de prévention s'appelle Ferroviara Alta. Peuplé de 20 000 personnes, il est situé au sud-est de la ville de Quito et est signalé comme zone rouge de Quito. 70% de la population est composée de jeunes de quinze à trente ans. 45 % a émigré d'autres villes comme Cotopaxis, Imbaburo, Loja, Chimborogo. Il y a un taux important de délinquance, d'alcoolisme, de toxicomanie, de prostitution infantile et juvénile. Les jeunes garçons sont utilisés par leur propre famille pour distribuer de la drogue. Un pourcentage élevé d'enfants ne va pas à l'école. 25 % des services de base sont assurés : eau potable, égouts, santé, éducation, rues goudronnées, téléphone, etc.

Ceux qui ont un logement sont la plupart du temps locataires. La population a un faible niveau économique : les uns et les autres exercent le métier d'épiciers, vendeur de légumes, maçon, porteur. A peine 10% de la population a une véritable profession et un travail stable.

La famille type est composée de onze membres: sept filles et deux garçons. Les parents ont émigré de Cotopaxis. Cela fait vingt-huit ans que le père travaille dans une fabrique de matière plastique tandis que depuis vingt-six ans, la mère lave le linge dans les maisons voisines ou en dehors du quartier. Ils utilisent les transports en commun pour se rendre sur les lieux de leur travail. Ce transport coûte 5 000 Sucres aller et retour et dure deux heures en moyenne par jour.

Trois des filles travaillent comme couturières du lundi au dimanche, deux vont à l'école, deux autres sont mariées et les deux fils sont chômeurs. Ils font de petits travaux de peinture ou réparent les voitures au noir. Les nombreuses difficultés économiques ne leur ont pas permis de poursuivre très loin leur scolarité. Les tâches familiales sont partagées par tous les membres de la famille. Le dimanche et les fêtes familiales sont les seuls moments agréables de distraction pour la famille.



Le père a un salaire mensuel de 300 000 Sucres, insuffisant pour les besoins de la famille. Ainsi, chacun doit d'une manière ou d'une autre, travailler pour contribuer à l'économie de la famille.

Depuis trente ans, cette famille est locataire de son logement à Ferroviara Alta. Ils ont déménagé plusieurs fois et la plupart du temps, ils ont partagé une même pièce, ce qui a provoqué des conflits entre les enfants et les parents. Leur logement est composé de deux grandes chambres, une cuisine et une salle de bains. Ils doivent entretenir eux-mêmes leur logement en s'acquittant des frais de peinture, des ampoules électriques etc. sans que ces frais soient remboursés par le propriétaire. L'eau, l'électricité, le téléphone sont à leur charge en sus de la location mensuelle (200 000 Sucres). A côté de cette famille, vivent six à dix autres familles ayant les mêmes particularités et qui font face à des problèmes plus ou moins aigus. Ces familles partagent un sens élevé de la solidarité.

La vie scolaire d'une enfant se déroule de la sorte : l'enfant a quinze ans, elle est en deuxième année du secondaire, elle quitte la maison à 12h30 et arrive à l'école à 13h15 en autocar qui la dépose à deux pâtés de maison de l'endroit où elle étudie. Il y a 45 élèves dans sa classe. L'école est publique. Les cours se terminent à 18h30. Elle doit marcher à peu près 300 mètres pour arriver chez elle vers 19h20. Elle fait alors la lessive, le repassage, le ménage dans la maison et s'occupe ensuite de ses devoirs scolaires. L'un des problèmes qu'elle rencontre est une insuffisance alimentaire qui ne lui permet pas de supporter les pressions scolaires et familiales. D'autre part, il n'y a ni infirmière ni assistante sociale au lycée. Les parents n'ont pas assez de ressources pour soutenir leurs enfants dans leurs études.

Le jeune rencontre des difficultés psychologiques du point de vue de son développement émotionnel, des difficultés économiques, d'adaptation aux autres jeunes, et de développement physique puisqu'il n'a pas la possibilité de se développer corporellement de façon harmonieuse. Il a un sens élevé des responsabilités pour l'accomplissement de ses devoirs scolaires. Ce jeune a diverses sources de loisirs. Il peut participer en équipe à des championnats de football, à des groupes de danse de quartier, il peut faire partie d'un groupe de catéchisme, participer aux fêtes familiales et se promener avec des amis jusqu'à la station balnéaire de la ville. S'il a entre dix-huit et trente ans, il peut appartenir à un club sportif, à une association culturelle (de quinze à vingt-cinq ans) au catéchisme (douze à vingt-huit ans), ou à des groupes de jeunes (seize à trente ans).

Les banlieues connaissent un manque important d'infrastructure. Beaucoup de jeunes, parce qu'ils paient la moitié du ticket de transport public, sont maltraités. Les jeunes n'ont pas vraiment de leader qui puisse les guider. Il n'y a pas de cours de formation pour des animateurs de groupes de jeunes, il n'y a pas de projets avec des possibilités de développement, de gestion et de mise en pratique. Aucun budget n'est prévu pour aider les jeunes à prendre conscience de ce qui touche au social, au politique, au culturel etc. La plupart des projets autogérés ont avorté par manque de capacités administratives, techniques, financières etc.

En ce qui concerne la santé, voici ma définition de ce concept : «c'est l'état émotionnel, spirituel, physique, psychologique, moral, mental, dans lequel se trouve un être humain. Toutes ces facultés, lorsqu'elles sont stables, constituent un être avec une bonne énergie».

L'absence de couverture des services de santé et de collecte des ordures ménagères, la pollution, les gaz toxiques des véhicules à moteur, les lacunes éducatives en matière de médecine préventive à tous les niveaux de population, constituent les problèmes majeurs de santé dans la ville.



La drogue est une substance chimique élaborée qui produit des effets nocifs pour la santé de celui qui la consomme. Dans notre pays, les hommes de plus de vingt ans consomment de la cocaïne, de la marijuana, des solvants, du tabac, de l'alcool, des plantes excitantes, des substances stimulantes et des calmants. Les femmes consomment du tabac, de l'alcool, des calmants, des substances stimulantes et des solvants. Les jeunes garçons consomment de la marijuana, des solvants, du tabac, de l'alcool et des stimulants. Les jeunes filles consomment des solvants, du tabac, de l'alcool et des substances stimulantes.

Notre projet d'éducation préventive s'appelle «activité culturelle» et fait partie du centre culturel *Pacha Callari*. Les habitants du quartier et un groupe de jeunes artistes sont à l'origine de notre action qui est née à cause des problèmes aigus de consommation d'alcool et de délinquance chez les jeunes, de l'incompréhension familiale entre parents et enfants, de l'éclatement de la famille, du chômage des jeunes et de la violence de la jeunesse.

Notre action s'est déroulée sur trois ans avec des filles, des garçons, des adolescents, des hommes et des femmes de moins de vingt-huit ans. Nous l'avons réalisée avec des animateurs d'autres associations, des jeunes et des adultes volontaires, des parents et des habitants du quartier. Nous l'avons autofinancée. Elle s'est déroulée suivant plusieurs étapes: entretiens individuels et de groupes, formation de parents et de jeunes, constitution d'un groupe de travail et de réflexion avec les jeunes. Notre objectif est d'améliorer la communication, d'aider à une prise de conscience collective, d'impliquer les jeunes dans des actions de prévention et de créer un lien social.

Nous faisons de la prévention primaire sur les drogues, le Sida, l'exclusion et la violence. Nous essayons d'améliorer le cadre de vie en diminuant les facteurs de risque par la mise en place d'activités sportives et culturelles. Nous avons créé des brochures, des affiches, des pièces de théâtre, des concerts et des campagnes ponctuelles. Nous avons mené notre action dans les établissements scolaires, les locaux associatifs, les quartiers et les églises. Nos partenaires sont les enfants et les enseignants dans les écoles et collèges, l'église avec les catéchumènes, les groupes de danse, de musique, de théâtre, des *zancos* (danses rituelles sur des échasses) du quartier.

Notre action s'est déroulée en deux temps. Dans un premier temps, nous avons réalisé des expositions sur le théâtre, la danse, la musique, les *zancos*, dans les écoles et collèges du quartier. Nous avons diffusé du matériel sur les problèmes du quartier et tout spécialement sur ceux des jeunes et des enfants. Nous avons organisé des ateliers de santé sur la reproduction et la sexualité des jeunes, dans les lycées, en essayant d'approfondir un thème chaque fois. Nous avons réalisé des expositions-débats avec des médecins de la région pour agir en faveur de la prévention de la drogue et de la médecine préventive. Nous avons réalisé des ateliers de santé traditionnelle avec de jeunes étudiants. En dehors de la période scolaire, nous travaillons les week-ends avec les jeunes et les enfants : à travers la danse et le théâtre, nous faisons passer au public le message de prévention contre l'abus des drogues. Nous organisons aussi des festivals culturels, des expositions, des foires, des activités alternatives, des affiches - toujours avec les jeunes et les enfants.

Nous connaissons des difficultés d'ordre matériel (d'infrastructure), technique et financier; le niveau socio-culturel de la population laisse à désirer et il y a un manque de volonté sociale.

En ce qui concerne la famille présentée, le père et la mère étaient alcooliques tandis que les enfants qui n'avaient plus les moyens de poursuivre leur scolarité, étaient sur le point d'intégrer des gangs de délinquants. Aussi, ils ont trouvé d'autres options telles que des activités culturelles et la possibilité d'avoir des motivations



personnelles. Ils participent activement à l'organisation de groupes de jeunes ainsi qu'à l'organisation de camps de vacances et incitent d'autres jeunes à y participer : ces participations ont été bénéfiques à leurs études.

Nous n'avons pas encore procédé à une évaluation de notre action mais pensons le faire prochainement.

Dans la banlieue de Quito il n'y a pas d'espace spécialement réservé aux jeunes. Nous désirons mettre en place, dans le cadre de nos actions, un centre culturel proposant des activités sportives dirigées par les jeunes, pour les jeunes, avec des jeunes. Afin de bien entreprendre notre action, nous avons notamment consulté des études réalisées par la «Fondation Internationale Pour les Adolescents» (FIPA).

Nous avons entrepris de diffuser la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré de drogues» avec les organisations de jeunes du pays, les assemblées de jeunes pour le Droit des Jeunes, le Réseau National des jeunes et les moyens alternatifs de communication (CEQUIPUS).

Nous avons procédé, en expliquant la Charte à partir de la rencontre qui a eu lieu au siège de l'UNESCO à Paris, à des compromis que nous jeunes, devons assumer pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré de drogues. Nous avons aussi réalisé un journal mural avec des feuilles volantes, sur des thèmes élaborés à partir de la Charte, du bulletin PEDDRO, de programmes de prévention et de principes que nous, jeunes devons avoir à l'égard de la consommation des drogues.

Il n'y a pas de diffusion ni d'information sur la rencontre de l'UNESCO à Paris et nous avons dû expliquer le processus pour que les jeunes comprennent de quoi il s'agissait. Les jeunes ont eu de bonnes réactions mais ne savent pas comment à partir de ces principes, développer des actions, des débats et des réflexions applicables à notre réalité.

Pour la signature de la Charte, nous sommes allés voir des fondations, des institutions et ONG (FIPA, Fondation «Maria Luisa Gomez De La Torre», Mojuscar, Red Juvenil/Cequipus) qui travaillent avec des jeunes. Nous nous sommes réunis pour commenter la rencontre de l'UNESCO à Paris et avons établi des accords. Les jeunes ont été ravis de soutenir la Charte en la signant.

Nous réfléchissons à plusieurs initiatives que nous pourrions mener à partir de cette Charte mais nous rencontrons des limites financières ainsi que des difficultés pour obtenir des aides plus directes qui leur donneraient davantage de possibilités pour former techniquement les jeunes et pour développer des actions plus efficaces.



## FÉDÉRATION DE RUSSIE, Moscou

---

### Troubine Evgueni - 18 ans

*« 90% des activités de loisirs dans cette ville ne sont pas gratuites : si un jeune n'a pas assez d'argent, il traîne dehors. »*

Moscou est une ville très importante. C'est la capitale de la Russie. La population avoisine les quinze millions d'habitants. Nous nous heurtons aux mêmes difficultés d'habitat rencontrées dans n'importe quelle grosse agglomération. Nous opérons dans les quartiers neufs, formés de hautes tours et blocs d'immeubles. Ces quartiers offrent peu d'espaces de loisirs. Les jeunes passent leur temps dans les rues, les discothèques et les «greniers» (Moscou est une ville au climat très froid).

La famille type est composée ainsi: le père a cinquante et un ans, un bon niveau d'éducation, il est gardien dans une banque d'État, et travaille vingt-quatre heures tous les quatre jours. Il prend le bus et le métro pour un trajet total d'une heure environ. Durant ses loisirs, il va à la pêche et fait des travaux dans sa maison de campagne. La mère a quarante-neuf ans, elle est diplômée d'institut ou de collège, elle est économiste. Elle travaille à l'Institut de recherches d'Etat, du lundi au vendredi de 9h à 17h. Elle prend deux trams pour un trajet de quarante minutes environ au total. Ses loisirs sont la lecture, des visites chez des amis, la télévision, des jeux sur ordinateur. Le fils a dix-sept ans, il est étudiant de 9h à 16h et travaille cinq jours par semaine. La fille a treize ans, elle suit ses cours à l'école de 8h30 à 14h.

Dans cette famille, on se rencontre très rarement. Les enfants ne parlent souvent qu'avec leur mère - s'ils s'entendent avec elle. La différence d'âge entre les membres de la famille est importante et ils n'ont ni amis ni intérêts communs.

De manière générale, leur appartement, situé dans un grand immeuble, a deux ou trois pièces. Les enfants peuvent avoir leur chambre, l'un d'eux dort dans la salle de séjour. Le plus souvent, ils possèdent tout l'équipement moderne : cuisinière, réfrigérateur, télévision, vidéo, chaîne haute fidélité, aspirateur, machine à laver, etc.

L'enfant se lève à 7h, quitte la maison à 7h 30 ou 8h et passe approximativement six à huit heures à l'école ou à l'Institut. Il dîne à la maison, fait ses devoirs pendant deux à quatre heures, voit ses amis durant trois heures au maximum et regarde la télévision. Il n'a nulle part où aller et ne sait que faire quand il est libre. Il est heureux d'avoir du temps libre, de faire ce qu'il veut, de passer plus de temps à ne rien faire qu'à étudier. Ses difficultés sont communes à celles de tous les adolescents, si ce n'est que la principale difficulté est que sa vie lui semble très ennuyeuse.

Durant ses loisirs, le garçon rencontre des amis, regarde la télévision, des vidéos, écoute de la musique, s'amuse sur son ordinateur, il va en discothèque et à des soirées où il consomme de l'alcool, du tabac et des drogues. La fille a moins de loisir que le garçon car elle est plus jeune. Elle lit, regarde la télévision, les vidéos, écoute de la musique, s'amuse sur son ordinateur et peut suivre des cours de musique. 90% des activités de loisirs dans cette ville ne sont pas gratuites: si un jeune n'a pas assez d'argent, il traîne dehors. Les activités existantes présentent une charge financière et souffrent d'un manque d'infrastructure, d'équipement et d'organisation.





Ma définition de la santé est la suivante : une personne en bonne santé est une personne qui ne fume pas, ne boit pas d'alcool, ne prend pas de drogues, qui dort suffisamment et se nourrit de produits sains. Les principaux problèmes de santé dans cette ville sont les divertissements par la drogue et l'alcool ainsi que de mauvaises conditions écologiques. Je définis les drogues comme étant quelque chose de non nécessaire au corps humain et de néfaste pour sa santé.

Les drogues utilisées dans notre pays par les adultes, (vingt ans et plus) sont pour les hommes et les femmes : l'alcool, la marijuana, l'héroïne, les antidépresseurs, les stimulants, les hallucinogènes. Les jeunes (moins de vingt ans) consomment de l'alcool, des solvants, des stimulants, des antidépresseurs, de la marijuana, de l'héroïne, et seuls les garçons consomment des hallucinogènes.

Notre action préventive s'appelle : «Les jeunes enseignent aux jeunes». Nous faisons partie de l'Organisation Jeunesse «Prospekt Mira». Les habitants, les associations et les ONG sont à l'origine de notre action. Celle-ci se développe sur le long terme, nous nous sommes donnés cinq ans environ. Nous ciblons les garçons, les filles, les adolescents et adolescentes. Nous avons préparé cette action avec des enseignants, des médecins, des psychologues, des éducateurs, des volontaires, des adultes, des parents, des directeurs d'école, des collectivités et des jeunes volontaires. Comme moyens financiers le gouvernement de Moscou nous alloue environ 5 000 \$ par an.

Notre action s'est déroulée selon les étapes suivantes :

- recherches des besoins par l'élaboration et l'analyse de questionnaires, d'entretiens individuels, d'interviews de groupe ;
- formation des parents, des professeurs, des jeunes ;
- construction d'outils par les professionnels concernés, par les jeunes, par les adultes (habitants, parents) ;
- constitution d'un groupe de travail avec des groupes de décideurs, de professionnels, d'adultes (habitants, parents), de jeunes ;
- émergence et exécution de projets par les jeunes et par les adultes.

Nos objectifs sont: l'épanouissement personnel grâce au développement d'un regard critique, à l'augmentation d'une prise de conscience personnelle, à l'amélioration de la communication et au respect de soi et des autres; l'éducation à la citoyenneté favorisant la prise de conscience collective, l'implication de jeunes dans l'action préventive (groupe de pairs); l'information et la sensibilisation à travers la prévention primaire, secondaire, tertiaire sur une drogue particulière, les MST, le Sida; l'amélioration du cadre de vie grâce à une diminution des facteurs de risques par la mise en place d'activités sportives et culturelles.

Pour cela nous avons créé des journaux, des livres, des affiches, des émissions de télévision, des brochures, des kits pédagogiques, des films, des clips, des vidéos, des émissions de radio, des diaporamas, des jeux, des films, des jeux de rôles, des expositions, et des concerts. Nous avons mené nos actions dans les écoles et les boîtes de nuit.

Nos partenaires sont les ONG de Russie ainsi que d'autres pays œuvrant pour la même cause. Nous avons donné des conférences à l'intention de 12 000 jeunes de treize à quinze ans pendant ces quatre derniers mois. La plus grande difficulté que nous avons rencontrée est le manque de ressources et de moyens financiers.

Nous avons fait une évaluation de notre action en conduisant des entretiens particuliers et de groupes, en distribuant et en analysant des questionnaires à la population ciblée. De nombreux volontaires nous ont rejoint. Nous avons attiré l'attention des



autorités locales sur nous-mêmes et sur notre travail. Nos difficultés sont d'ordre financier et nous avons rencontré quelques problèmes avec le personnel des écoles.

Notre objectif principal est d'opérer dans toutes les écoles de la ville, puis dans les pays limitrophes.

Je me suis impliqué personnellement dans cette action car j'ai vu des amis drogués mourir, aussi, je ne veux pas que mes enfants meurent de l'usage de drogues. Seules notre organisation et l'administration des écoles ont fait connaître l'existence de la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues». Nous en avons parlé à la radio russe et envoyé les listes aux écoles. Tous ont été d'accord pour reconnaître la grande importance et l'utilité de cette Charte.

Les écoliers (14-16 ans), les jeunes de moins de vingt ans ont entrepris de collecter les signatures, ceci sur le lieu de l'école.

Nous sommes satisfaits du programme de cette Charte et nous aimerions avoir de telles activités plus souvent, parce que la drogue est le pire fléau pour notre avenir.



## FRANCE, Angoulême

---

**Godreau Laetitia - 21 ans**

*«De nombreuses activités se déroulent dans le cadre scolaire, ce qui permet aux enfants dont les parents ne sont pas disponibles ou qui n'en ont pas les moyens, d'avoir des pratiques culturelles. »*

**A**ngoulême est le chef-lieu du département de la Charente où résident environ 60000 habitants. On peut considérer qu'il s'agit d'un milieu où l'on est proche de la nature. On peut y trouver de nombreuses activités. C'est la ville de la bande dessinée.

Partenaire de l'Éducation Nationale, notre institut par l'intermédiaire d'élèves infirmiers, intervient dans les écoles primaires auprès d'enfants de huit à dix ans en milieu rural et urbain. Une famille type dans le quartier comprend deux enfants, les parents exercent une profession dans la ville d'Angoulême (la mère est secrétaire tandis que le père est ouvrier), cinq jours sur sept, huit heures par jour. La famille loge dans une maison particulière de plain-pied qui comprend un garage, une cuisine, une salle à manger, une salle de bain, des toilettes et trois chambres.

L'enfant, âgé de dix ans, est conduit par un de ses parents à l'école, le matin à 8h30 (un quart d'heure de trajet). La classe est composée de vingt-six élèves pour deux niveaux (CM1, CM2). Le déjeuner se prend à la cantine avec les camarades, l'éducation sportive occupe une bonne partie de l'après-midi. Rentré à la maison à 16h00, le jeune garçon commence ses devoirs après un goûter, il y passe à peu près une heure, puis regarde la télévision.

Les enfants ont un bon équilibre entre les activités académiques et la pratique sportive. Le trajet pour se rendre à l'école est court, de plus ils sont accompagnés par un de leurs parents (pas de transport en commun). La difficulté viendrait plutôt d'une surcharge de devoirs à la maison qui viennent s'ajouter aux heures de travail fournies à l'école. Il y a de nombreuses activités extra-scolaires et les enfants se couchent tard. Durant leurs loisirs, les enfants regardent la télévision, utilisent des jeux vidéos parfois en compagnie de leurs camarades. Ils peuvent se rendre à la piscine le mercredi après-midi, jour de congé. Leurs loisirs sont essentiellement individuels: musique, tennis etc. La fille peut se rendre en ville pour faire du lèche-vitrines en compagnie d'amies, elle peut lire, aller au cinéma et pratiquer de nombreux sports.

Les enfants peuvent pratiquer le judo, le football, le tennis ou aller à la piscine : ceci au sein de clubs sportifs. Il existe aussi des clubs de photos, une bibliothèque, un bowling et la possibilité de pratiquer de l'équitation. De nombreuses activités se déroulent dans le cadre scolaire, ce qui permet aux enfants dont les parents ne sont pas disponibles ou qui n'en ont pas les moyens, d'avoir des activités culturelles.

La santé pour moi c'est l'épanouissement, l'équilibre, l'adaptation permanente à un environnement changeant grâce à la gestion des contraintes. Les problèmes de santé les plus importants dans notre quartier sont liés à des manifestations de violence physique et verbale entre jeunes. Il y a également des problèmes liés à la consommation de drogues (Angoulême est une plaque tournante pour différents trafics).



La drogue selon moi, crée un état de dépendance à un produit qui a des effets néfastes sur l'organisme et les relations sociales. Les différentes drogues consommées dans notre ville sont par ordre décroissant pour les hommes : le tabac, l'alcool, le cannabis. Pour les femmes : le tabac, les médicaments, l'alcool. Pour les jeunes garçons de moins de vingt ans : le tabac, l'alcool, le cannabis et pour les filles de moins de vingt ans : le tabac et le cannabis.

Notre action de prévention s'appelle «Passeport Santé Environnement» et s'exerce dans le cadre de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de la Croix Rouge Française. Les instituteurs et l'association ont été à l'origine de notre action locale. Nous avons repéré des dangers en particulier en ce qui concerne l'environnement : la concentration importante de jeunes dans une zone géographique très étroite est un attrait pour les dealers d'où le risque de consommation de drogues chez les jeunes. De plus, nous avons constaté chez les jeunes, une méconnaissance de leur corps et de ses besoins fondamentaux.

Notre action s'est déroulée sur six mois. Les populations concernées par cette action sont les filles et les garçons de huit à dix ans, scolarisés à l'école primaire. Nous avons eu pour partenaires des enseignants et des infirmiers. Nous ne disposons pas de moyens financiers.

Pour notre action, nous avons commencé par une enquête des besoins, ceci à travers des entretiens de groupes et d'animations au sein de la classe. Puis nous avons formé les jeunes. Nous avons construit des outils avec la participation active des élèves infirmiers; constitué un groupe de travail et de réflexion avec des groupes de décideurs et des groupes de professionnels. Des projets et réalisations ont émergé grâce aux jeunes, aux instituteurs et aux élèves infirmiers. Notre action a pour objectifs le développement personnel, le développement d'un regard critique, la prise de conscience individuelle, le respect de soi et d'autrui. Nous faisons de l'information et de la sensibilisation à partir d'une prévention primaire sur les drogues (l'alcool, les médicaments et le tabac) ainsi que sur les questions d'hygiène et de santé globale.

Dans le cadre de notre action, nous avons créé des brochures, des affiches, des kits pédagogiques, des jeux de rôle, des jeux. Nous avons mené nos actions dans des établissements scolaires de différents quartiers. Nos partenaires étaient les instituteurs et les parents d'élèves.

Une après midi par semaine, nous explorons différents domaines et les besoins fondamentaux de l'homme. A partir d'un brainstorming, nous pouvons voir quelles sont les connaissances et les manques que peuvent avoir les jeunes afin de les réajuster. A partir de supports ludiques adaptés au niveau intellectuel des enfants, nous favorisons l'expression de leur interrogation afin d'approfondir le concept de santé.

La famille type avec laquelle nous avons travaillé, était informée des séances par l'intermédiaire du cahier de liaison, elle pouvait ainsi formuler des remarques. Les jeunes vivaient chaque séance comme un moment de loisirs tout en ayant conscience d'acquérir des connaissances. A la fin de chaque séance, ils transcrivaient leurs impressions dans un cahier et exprimaient leurs attentes.

Nous avons procédé à une évaluation de notre action grâce à la lecture des témoignages des jeunes. Nous avons observé que les jeunes voulaient mettre en pratique ce que nous leur avons appris et en ont informé leurs parents. En ce qui concerne notre action, nous n'avons malheureusement pas pu répondre à toutes les nombreuses sollicitations de la part des écoles.

Nous désirons mener une action au niveau national afin de ne pas nous limiter à notre département. Nous envisageons également des actions en ce qui concerne l'éducation préventive à l'égard des collèges et des lycées.



La lutte contre la drogue doit se faire à travers différents moyens. En commençant par une prévention primaire en instaurant une certaine qualité de vie avant d'avoir recours à l'interdit. Je m'implique dans cette action à travers mes études d'infirmière, le volet «la Santé Publique» occupe une place importante dans la formation.

Nous n'avons pas encore entrepris de diffusion de la Charte à ce jour.





## FRANCE, Arcachon

---

**Bogatchek Michaëlla** - 17 ans

**Saubion Cédric** - 20 ans

*«Les vieux ne veulent pas entendre les jeunes ».*

La ville où nous menons notre action de prévention est une station balnéaire de 10 000 habitants: Arcachon et le bassin d'Arcachon sont composés pour un tiers d'une population dite favorisée, et pour deux tiers d'une population défavorisée. Nous menons notre action de prévention au lycée «Grand Air» implanté dans un quartier que l'on peut qualifier de bourgeois. Des personnes à la retraite occupent de jolies petites maisons. Les jeunes qui fréquentent le lycée n'appartiennent pas à la catégorie sociale des habitants du quartier. Ces jeunes sont originaires de villes avoisinantes très défavorisées du bassin d'Arcachon : ce qui pose un véritable problème dans le quartier où «les vieux du quartier ne veulent pas entendre les jeunes».

La famille que je vais vous présenter est une famille monoparentale qui vit dans un logement sans confort, comportant deux pièces et une cuisine.

Le père a quitté le foyer pour de multiples raisons. La femme, mère de deux enfants ne travaille pas et perçoit le RMI (Revenu Minimum d'insertion). Elle manque d'autorité et les deux garçons de dix-sept et dix-huit ans sont livrés à eux-mêmes. Très souvent l'aîné des garçons prend sa mère en charge sur le plan psychologique. Ainsi ces jeunes sont très tôt confrontés aux problèmes habituellement destinés aux adultes. Les difficultés financières de la famille entraînent quelquefois celle-ci au surendettement.

Dans ce contexte familial, on peut dire qu'il n'y a guère de lien, le jeune vit dans la solitude et a de la peine à faire face aux problèmes quotidiens. En conséquence, bien évidemment, le travail scolaire est difficile et les résultats obtenus sont médiocres.

Les difficultés que rencontre ce lycéen sont des difficultés de contacts et de reconnaissance de soi.

En revanche, s'il est pris en charge par quelqu'un qui l'aide et le respecte, il y trouve une grande satisfaction. Durant leur temps de loisir, les sorties en groupe et la pratique de sports collectifs apportent une certaine satisfaction aux jeunes. Malheureusement les équipements sportifs sont restreints, il y a un manque d'infrastructure évident dû à des investissements insuffisants.

On peut lire avec beaucoup d'attention la définition de la santé apportée par l'un des jeunes du lycée : «se sentir bien tant au point de vue moral qu'au point de vue physique». La drogue est un produit qui favorise les états seconds. La drogue la plus consommée par les adultes est le haschisch. Quant aux jeunes, garçons et filles, ils consomment plus souvent de l'ecstasy que du haschich.

Le lycée de «Grand Air» a conduit une action de prévention des drogues car deux sortes de trafiquants ont été repérés dans le quartier et dans les quartiers avoisinants. Il y a d'une part de jeunes trafiquants bordelais qui trouvent là une clientèle facile. D'autre part, la ville d'Arcachon est une ville de villégiature, attrayante par ses pins, ses dunes et ses plages, elle attire en été de nombreux jeunes de tous horizons



qui viennent y pratiquer le surf. Autour de ce sport de glisse, une mode vestimentaire et un style de vie incluant souvent la consommation de produits illicites, se sont développés. Il arrive qu'à la fin des vacances, certains de ces jeunes ne retournent pas chez eux. Ils restent à Arcachon en «amoureux de la mer», et poursuivent leurs pratiques toxicomaniaques : ils deviennent trafiquants auprès des jeunes lycéens afin d'assurer leur subsistance quotidienne et leur approvisionnement en produits illicites.

L'action principale a été la création de la Maison des lycéens. Il s'agissait de mettre à la disposition des lycéens, un lieu ouvert favorisant leur épanouissement personnel. Lieu de détente où chacun peut trouver de quoi se distraire, se désaltérer en écoutant de la musique et pratiquer quelques jeux de société comme les échecs. Lieu de débats organisés sur l'initiative des jeunes sur des thèmes correspondant à leurs préoccupations comme : «faut-il dépénaliser le cannabis ?» Lieu de rencontres où chacun pourra recevoir des personnalités extérieures au lycée susceptibles de les informer sur des sujets tels que le choix d'un métier.

Créées et financées dans le cadre du «Comité d'environnement social», de nombreuses actions d'éducation préventive ont vu le jour, en particulier la prévention primaire des drogues et du Sida.

Il a été malheureusement difficile de motiver certains adultes dans cette action qui a néanmoins été vécue très positivement par le jeune pris pour référence: ce dernier a pu développer son autonomie, son sens des responsabilités et son civisme.

L'action a été évaluée au moyen de questionnaires, les jeunes du lycée manifestent une plus grande autonomie que la moyenne nationale, ils sont très impliqués dans la vie de leur lycée où convivialité et responsabilité témoignent de la réussite d'une telle expérience.

Nous nous sommes impliqués dans cette action en raison des difficultés qui nous étaient propres.

La «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» a été diffusée dans le cadre de la Maison des lycéens, par circulation de documents et affichage. À partir de la Charte, nous avons organisé avec la chaîne de télévision *France 3* une émission sur la dépénalisation des drogues illicites.

Les jeunes ont réagi positivement au contenu de la Charte.

Les signatures ont été recueillies par les jeunes dans la Maison des lycéens, par circulation de documents.



## FRANCE, Douai

---

**Brûlé Tiffany - 17 ans**

**Wojciechowski Audrey - 18 ans**

*« Le problème le plus important semble être le paradoxe entre le temps passé au lycée et le fait que le lycée n'offre pas un réel lieu de vie. »*

La ville de Douai se situe à environ 200 kilomètres de Paris, à une heure en Train Grande Vitesse (TGV). Sa population est d'environ 40 000 habitants. La ville était considérée comme capitale universitaire jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle. Depuis 1993, la faculté de droit d'Artois s'y est réimplantée, elle accueille à présent 2000 étudiants. Douai est par ailleurs la capitale judiciaire du Nord-Pas-de-Calais, siège d'une cour d'appel et d'une cour d'assises. La ville a été pendant plusieurs décennies le siège des houillères : la ceinture de la ville rassemble d'ailleurs de nombreuses cités minières. Actuellement, les automobiles Renault, l'Imprimerie Nationale, l'industrie métallurgique, l'industrie alimentaire et de forts développements tertiaires remplacent les activités charbonnières d'avant 1960. La cité scolaire, composée d'un collège et lycée se situe au centre de la ville, proche du pôle commercial.

L'évolution des réalités économiques depuis plusieurs années fait que la population appartient à une large diversité de catégories sociales. Les familles sont très hétérogènes. On note une coexistence de familles favorisées financièrement et intellectuellement et des familles en graves difficultés. Afin d'illustrer notre propos, nous pouvons décrire deux familles types dont les enfants ont fréquenté les mêmes établissements scolaires.

Dans la première, les parents travaillent, le père est psychologue, la mère est enseignante. Leurs deux enfants poursuivent leurs études, le garçon âgé de vingt-deux ans est étudiant en médecine, la fille s'apprête à s'engager également dans des études supérieures puisqu'elle vient d'obtenir son baccalauréat. Les loisirs de ces jeunes sont satisfaisants puisque le garçon fréquente le conservatoire de musique et pratique un instrument de musique au sein d'un groupe amateur. Quant à la fille, son choix s'est porté sur la pratique de l'équitation.

Dans le deuxième cas de figure, on peut présenter une famille monoparentale avec le père et ses deux enfants. Aux difficultés matérielles s'associent des difficultés d'ordre affectif: le plus âgé des garçons est amené à participer d'une façon très active à la vie familiale, le suivi de sa scolarité demande des efforts supplémentaires créant quelquefois un sentiment de mal-être par rapport à la norme collective présente dans l'établissement.

Les logements sont organisés sous forme de maisons individuelles dans les ex-cités minières.

La journée d'un jeune commence généralement à 8h pour se terminer vers 17h à 18h. Le temps consacré aux transports est relativement limité : environ trente minutes par jour. Un grand nombre d'élèves mange au restaurant scolaire où les jeunes disposent d'environ une heure pour déjeuner. Les effectifs des classes sont d'environ une trentaine d'élèves. Le travail hors temps scolaire est souvent lourd puisqu'il est de trois heures en moyenne.



Le problème le plus important semble être le paradoxe entre le temps passé au lycée et le fait que le lycée ne représente pas un réel lieu de vie.

En ce qui concerne les satisfactions, il y a le sentiment d'appartenir à une cité scolaire d'excellence : bonne réputation, bons résultats aux examens, existence de classes préparatoires aux Grandes Écoles dans le lycée. Il faut noter cependant que les jeunes issus des milieux défavorisés ont des difficultés à construire ce sentiment d'appartenance et à avoir des points de repères.

Les loisirs sont nombreux: cinéma, théâtre, musique, sports, astronomie, informatique... mais il faut noter une grande disparité des loisirs en fonction de l'origine sociale.

La définition que je pourrais donner de la santé, il s'agit d'un état de complet bien être physique, mental et social, et pas seulement l'absence de maladies ou d'infirmités.

Dans notre établissement scolaire, certains adolescents présentent comme principal problème, un état de mal être. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène. D'abord, la pression parentale qui s'exerce en vue d'une réussite scolaire, engendre une très forte angoisse. Ensuite, la crise sociale, le chômage des parents, l'éclatement des familles pour certains, favorisent aussi l'expression de difficultés d'ordre psychologique chez les jeunes lycéens.

La définition qui peut-être donnée à propos de la drogue est la suivante : un produit licite ou illicite avec lequel la personne noue une relation de dépendance physique et/ou psychologique.

Les drogues les plus consommées sont par ordre décroissant, l'alcool, le cannabis et l'ecstasy.

En ce qui concerne les actions d'éducation préventive entreprises dans le lycée, la première démarche entreprise a consisté à faire établir un état des lieux sur les conduites à risque à partir d'une enquête d'ambiance conduite par un groupe d'enseignants et de lycéens.

Dans un premier temps, ce groupe de personnes impliquées a élaboré un questionnaire afin de recueillir un maximum d'informations sur le sujet. Dans un deuxième temps, ces questionnaires ont été distribués et complétés par plus de mille lycéens. Le dépouillement, ainsi que l'analyse des résultats ont permis de prendre connaissance des difficultés rencontrées par les lycéens et de mettre en place des «chantiers prioritaires».

Six actions ont vu le jour:

- une formation à l'écoute et à la communication a été proposée à des élèves volontaires ; «ado-relais» à propos des conduites à risques ;  
une sensibilisation aux techniques de dynamique de groupe est menée auprès
- d'une équipe d'enseignants volontaires ;
- des ateliers de Tai-chi sont mis en place afin de donner la possibilité aux jeunes d'acquérir des techniques de maîtrise de soi et de relaxation;
- des événements récréatifs (concerts) ont été organisés afin de créer des moments privilégiés à la communication entre jeunes et adultes;
- afin de favoriser une meilleure liaison entre le collège et le lycée, une organisation particulière est mise en place afin de pallier aux difficultés rencontrées par certains jeunes au moment de leur entrée au lycée;
- un film vidéo «Caroline» est réalisé à propos de la consommation de produits illicites avec la participation des acteurs du système scolaire (infirmière, médecin, enseignants, jeunes «ados-relais») et de personnes extérieures à l'établis-



ment (éducateurs sociaux, directeur de centre social, représentant de la police, de la justice).

Le personnage principal est un adolescent qui manifeste des problèmes de mal-être, spécifiques à l'adolescence. Il se réfugie dans la consommation de drogue illicite, et en vient à une conduite suicidaire pour échapper à ses revendeurs. La seconde partie du film met l'accent sur la nécessité d'organiser une large mobilisation des différents acteurs et de leur travail en partenariat avec les différentes instances : police, justice, jeunes, parents, enseignants, associations, afin d'apporter une aide efficace dans ce type de problème rencontré par un adolescent.

Ce scénario est prétexte à la mise en place d'une stratégie de prévention :

- former des enseignants avec l'aide d'un groupe;
- diffuser le film auprès des élèves et les sensibiliser aux conduites à risques en particulier à la consommation de produits illicites;
- rendre l'élève acteur de l'action et de la prévention ;
- rendre l'institution scolaire lucide et réaliste vis-à-vis des consommations de dépendance.

La «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» a été présentée à l'ensemble des délégués de classe qui l'ont à leur tour présentée à leur classe respective.





## FRANCE, Marseille

---

**Schneider-Harris Jacqui - 28 ans**

*«Les plus grands de la fratrie complètent l'éducation des parents pour adoucir le mélange entre la culture traditionnelle et la culture occidentale.»*

C'est à Marseille, ville portuaire de 800 000 habitants, que se développe le projet «Jeunes Acteurs de Prévention». Plusieurs quartiers sensibles bénéficient des aides prévues dans le cadre de la politique de la ville. Les quartiers populaires de la cité phocéenne regroupent des communautés ethniques variées. Le taux de chômage se rapproche de 40%. L'avenir de la jeunesse préoccupe les habitants. Les activités de «débrouille économique» suppléent au manque d'offres d'emplois et maintiennent un lien social entre générations.

Le quartier de la Castellane, dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement est une importante cité HLM. Au centre de la cité se trouve un centre social qui, par son objectif généraliste, propose des activités à l'ensemble de la population. Des associations locales dynamiques existent dans ce quartier et, malgré la quasi-absence de subventions, des militants proposent des actions de solidarité pour les plus démunis. Le football est en vedette et rassemble jeunes et moins jeunes. Il faut dire que Zinedine Zidane est originaire du quartier.

On peut prendre comme exemple une famille comorienne. Le couple (le mari est âgé d'environ cinquante-six ans et la femme est âgée de quarante-trois ans) abrite sous le même toit des enfants dont les âges vont de cinq à vingt-cinq ans. Environ huit enfants sont en permanence dans l'appartement familial. Le père a la chance de bénéficier d'un emploi stable depuis de nombreuses années. Les parents ne lisent pas le français, les enfants ont bénéficié d'une éducation coranique et ont suivi l'enseignement général dans des écoles situées en Zone d'Education Prioritaire. Les filles de la famille sont protégées de l'extérieur et les mariages se font selon la tradition du pays d'origine.

La famille vit dans un type 5 (quatre chambres). Les filles dorment dans la même pièce ainsi que les plus jeunes tandis que les plus âgés des garçons ont leur propre chambre. Le salon est utilisé pour recevoir et héberger des membres de la famille de passage. La famille bénéficie du respect de la communauté à cause de son appartenance religieuse, mais également parce qu'aucun des enfants n'a mal tourné. Des réunions de voisins ont lieu chez eux. Les meubles sont dans le style de la culture d'origine.

La fillette de neuf ans se lève à 7h00 du matin, prend son petit déjeuner, aide au rangement de la chambre, effectue ses préparatifs de toilette et sa coiffure typique réalisée par l'une de ses grandes sœurs. Une fois prête, elle descend et se joint à des amies pour se rendre à pied à l'école voisine à environ dix minutes de chez elle. Elle déjeune à la cantine. Sa classe compte vingt-cinq élèves dont les parents sont en majorité, d'origine étrangère. Elle fait ses devoirs à la maison sous le contrôle de ses aînés. Cette enfant est sécurisée par une famille attentive. Les plus grands de la fratrie complètent l'éducation des parents pour adoucir le mélange entre la culture traditionnelle et la culture occidentale.



Les difficultés résident dans la confrontation avec des enfants et adolescents qui, faute d'encadrement, développent des comportements asociaux et ont tendance à rejeter les enfants des familles attentionnées. Cette enfant ne connaît rien de ce qui est extérieur au quartier car le maigre budget de l'école ne permet pas de faire des sorties. Elle suit l'éducation coranique le dimanche matin et une inscription au centre lui permet de participer à des activités ludiques le mercredi.

La présence d'une association culturelle comorienne lui permet de participer à de la danse folklorique, ce qui est très important pour elle car elle pourra fièrement faire partager sa culture.

Les nombreux mariages ou naissances fournissent des occasions pour faire l'apprentissage des us et coutumes des femmes. La petite fille apprend ses futures responsabilités.

Quant aux loisirs, si nous prenons l'exemple des sœurs aînées, elles disposent de ceux qu'organisent la communauté culturelle d'origine, si les parents connaissent les organisateurs. Les temps de loisirs s'emploient aussi à accompagner les parents aux courses, assurer le suivi médical des plus petits, etc. Les activités du Centre Social qui concernent les jeunes consistent surtout à les occuper. Le recours à des associations locales gérées par des bénévoles est le plus fréquent mais contribue à un certain enfermement dans la communauté. Il faut préciser que dans ce quartier peu de place est faite aux filles, aux femmes. De plus, l'ouverture à la ville n'est pas toujours favorisée par le contexte religieux.

Comme dans bien d'autres lieux, il y a un sérieux manque de dispositifs et de crédits pour les 14/25 ans. Les infrastructures sont saturées à la même heure. Le transport n'est pas un problème mais l'absence quasi totale de moyens financiers ne permet pas de pénétrer au cœur même de la ville.

Qu'est-ce qu'une bonne santé? Elle résulte du bon développement biologique, psychologique, social de l'individu en relation avec son environnement. Les problèmes de santé les plus importants du quartier sont la dépression, la malnutrition, les hépatites virales, l'alcoolisme et la consommation de drogues.

Une drogue est un produit qui altère les fonctionnements physique et psychique et qui peut induire une dépendance physique ou psychique (drogues, alcool, produits dopants). Nous ne disposons pas de données précises concernant la consommation exacte des différentes drogues.

Notre action de prévention a pour nom : «Jeunes : Acteurs de prévention». Elle est assurée par l'AMFT (Association méditerranéenne de prévention des toxicomanies). Cette association est à l'origine de l'action, en raison d'un manque d'action préventive (primaire et secondaire) ciblant les jeunes de 16 à 25 ans. La consommation des produits illicites était croissante parmi eux mais aucune action adaptée n'existait. Les acteurs locaux étaient dépourvus de réponses face au problème et étaient demandeurs d'action spécialisée.

Nous sommes dans la troisième année de notre action qui cible les garçons et les filles de 16 à 25 ans. Nos partenaires sont les décideurs politiques locaux, les chefs d'établissements scolaires, les professeurs, les médecins, les psychologues, les éducateurs, les assistantes sociales, des animateurs, d'autres associations, des jeunes bénévoles et des habitants du quartier.

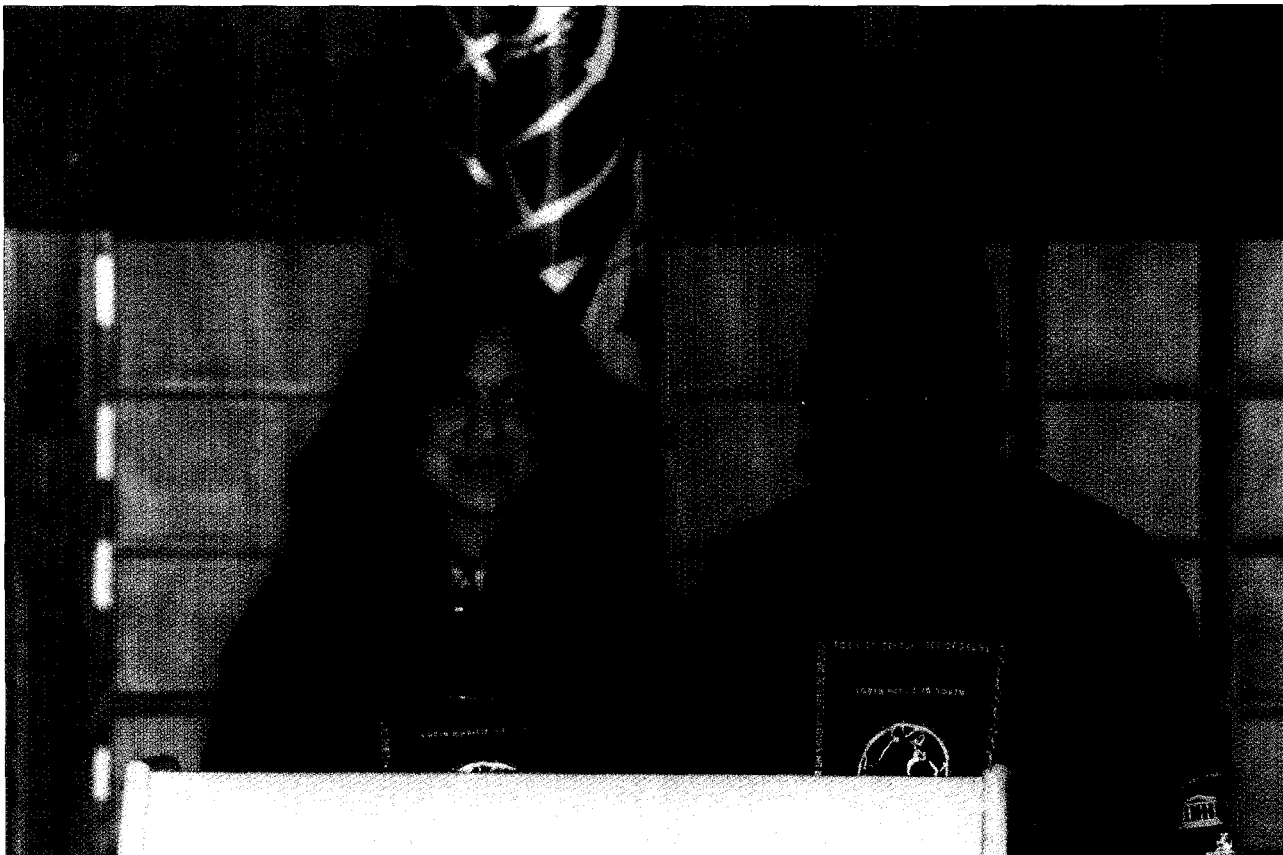
La première année, des financements divers ont permis la création d'un poste seulement dans le cadre de l'association. Par la suite l'action a été financée par la ville de Marseille pour un poste éducatif uniquement, sans aucun financement de fonctionnement. L'action a commencé par la recherche des besoins, ponctuellement au cours d'entretiens individuels, essentiellement par des entretiens de groupe au cours





Photo de famille :

Les jeunes participants originaires de 25 pays, sont accompagnés des organisateurs de l'UNESCO, section de l'Éducation préventive, et des principaux responsables de l'ONG Environnement sans frontière.  
Les chanteurs du groupe Rap CMP (Chaque Minute en Progression) se trouvent au centre de la photo.



Moment d'émotion pour Laetitia et Rodney chargés de la lecture de la Charte des jeunes, «pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues»

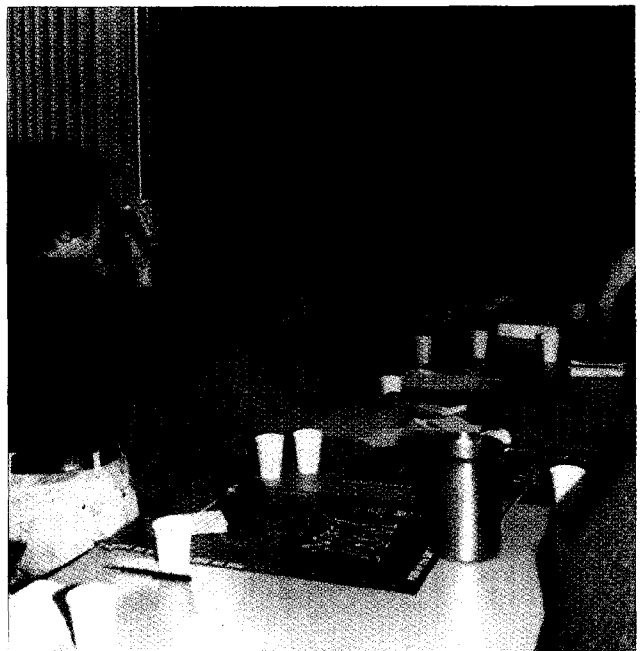
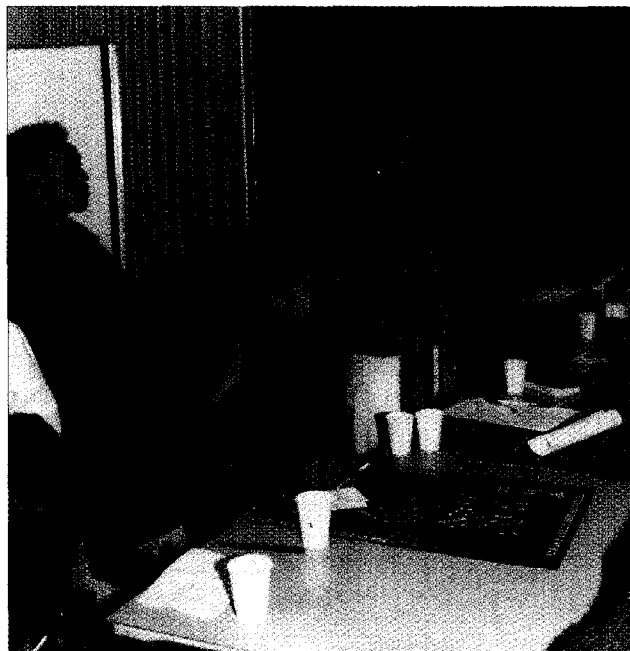
Des milliers de témoignages de jeunes de plus de 80 pays ont permis la rédaction de cette Charte :

*«Nous enfants et jeunes du monde entier; souhaitons que les Chefs d'État et de Gouvernement et les législateurs prennent en compte les principes de cette Charte dans les politiques qui seront les leurs».*



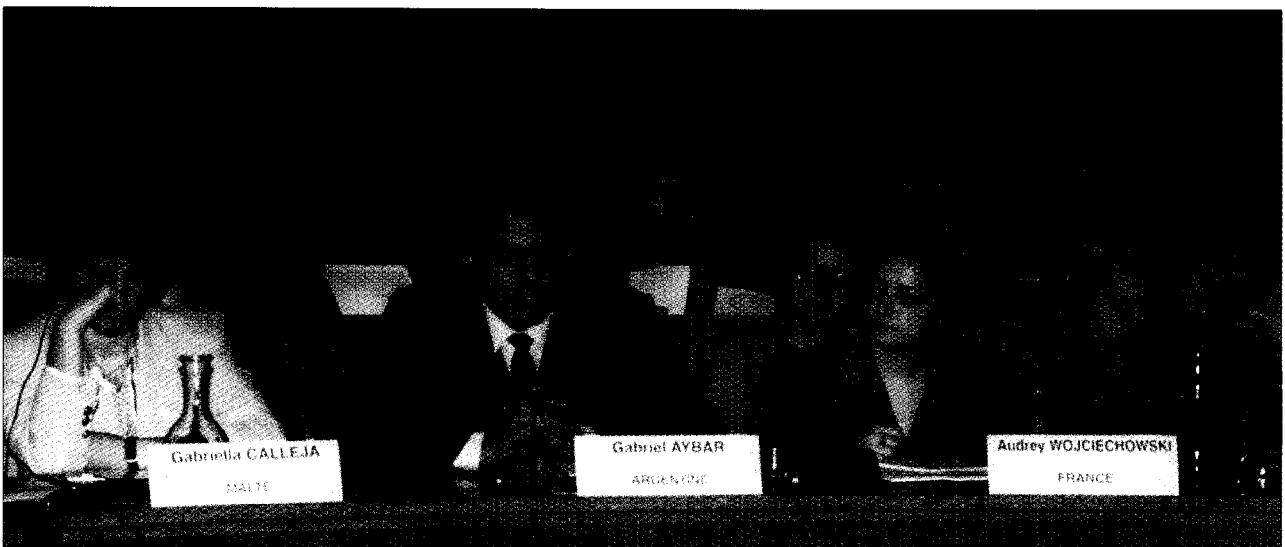
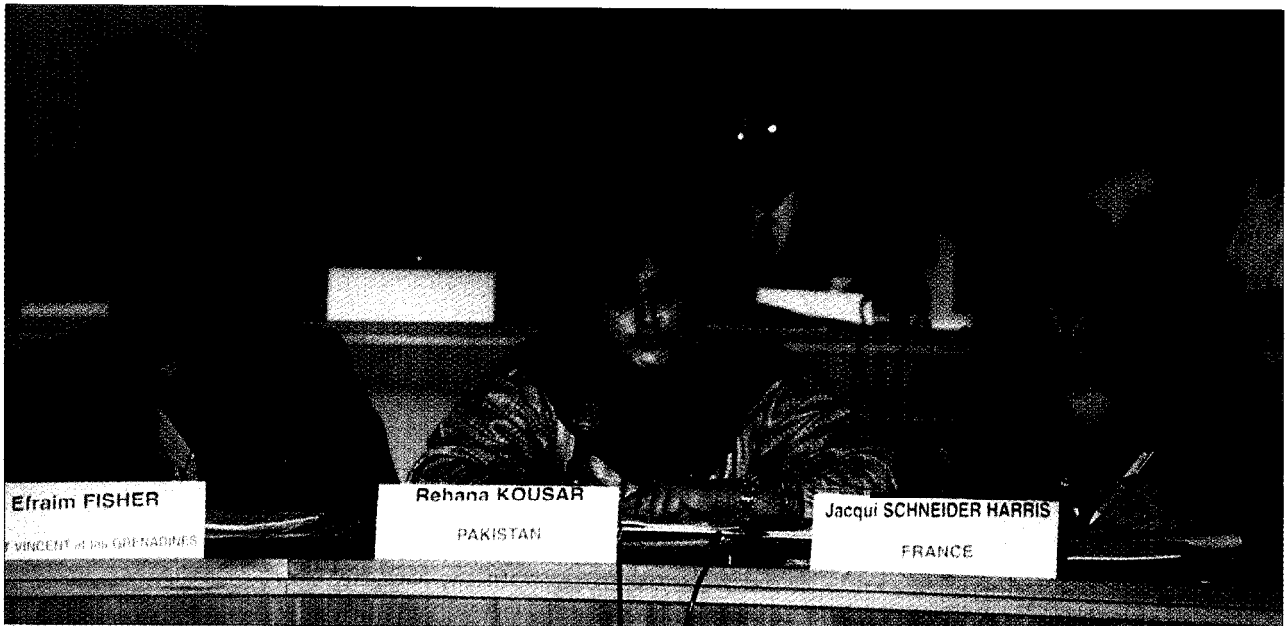


Le groupe de rap CMP présente pour la première fois en public sa chanson *Free of drugs*,  
devant un auditoire composé de personnalités et de jeunes.  
«*Je tousse, je m'étouffe, je suis au bord du goufre. La drogue, la drogue, trop de gens autour de moi en souffrent. . .*»  
insiste le chanteur.



Les jeunes de la rencontre participent à une table ronde au lycée Lamartine à Paris sur le thème  
«Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues»





C'est avec beaucoup de sérieux et d'émotion que les jeunes participants se sont exprimés.  
Ils racontent les problématiques rencontrées dans leur pays au niveau de l'usage des drogues et décrivent avec précision  
leur implication dans les actions entreprises sur l'éducation préventive.

(Photos Pl. 1, 2 et 3: Cyril Bailleul)







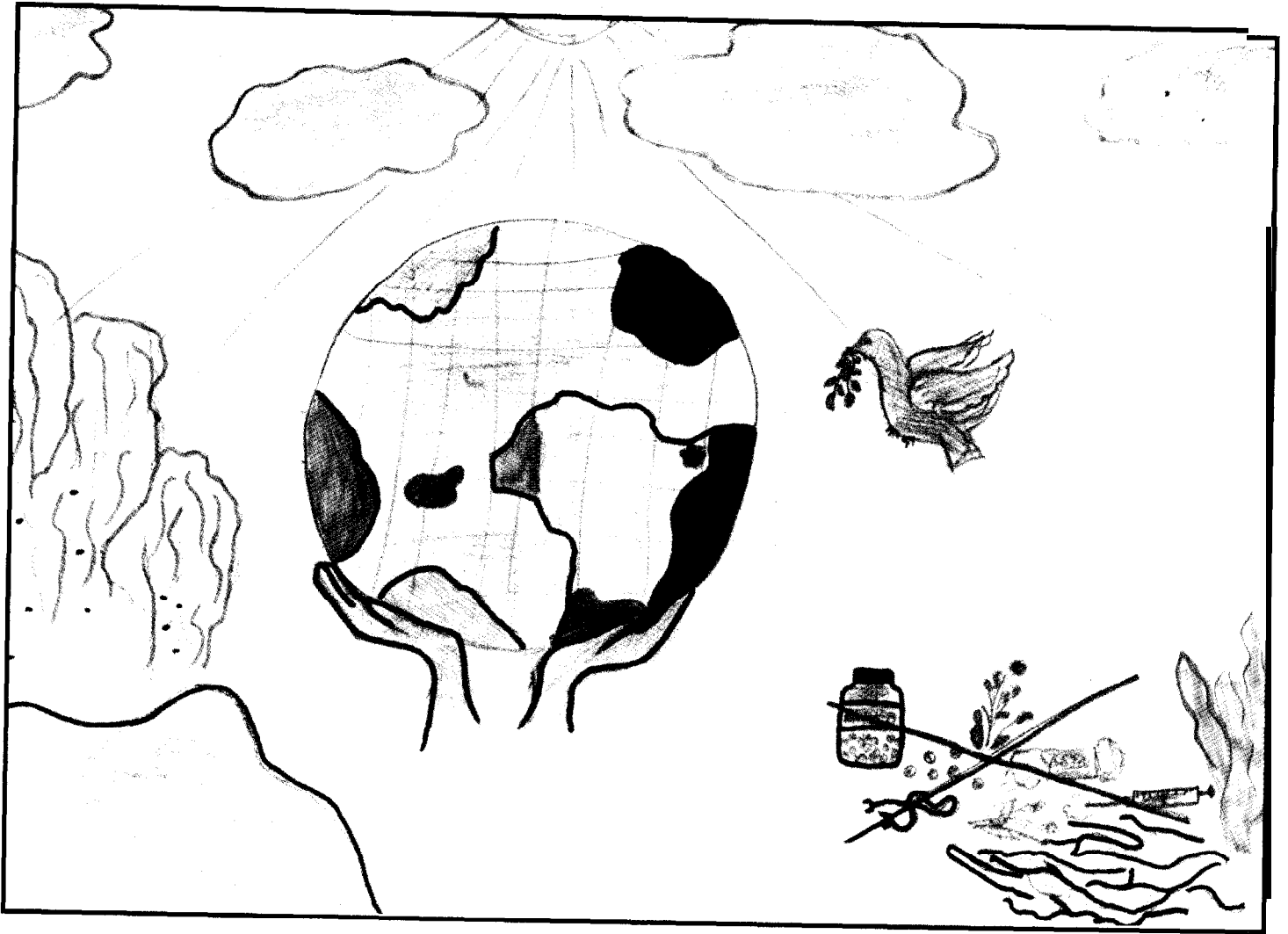
Patricia Barrantes, représentante d'une École Associée de l'UNESCO au Costa-Rica, présente la Charte des jeunes à Monsieur Kofi Annan, le 8 juin 1998, en présence de Sa Majesté la Reine Silvia de Suède.





Francine Lahatra. Collège privé Lahatra Soamanandrany, Antananarivo, Madagascar

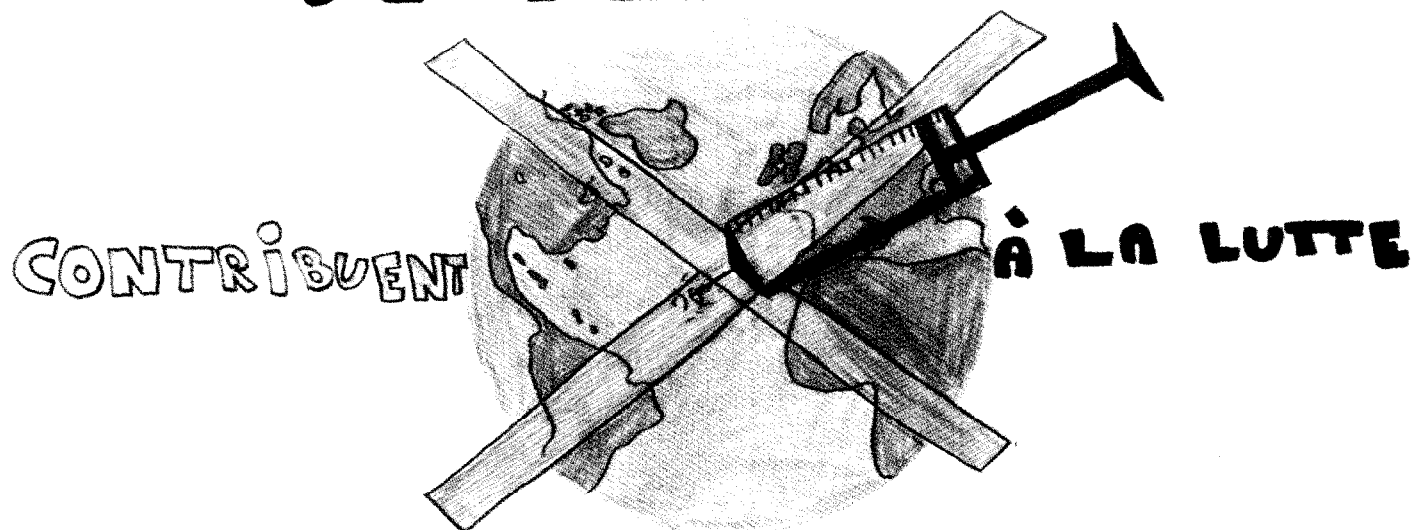




Marjan Japarkulova. School #2 by Chkalov, Naryn, Kyrgyzstan



# AVEC L'UNESCO TOUS LES JEUNES DU MONDE



CONTRIBUENT

À LA LUTTE

## CONTRE LA DROGUE.

Collège la Carrière, Saint Avold, France

Toutes les productions des jeunes ont été réalisées dans le cadre du réseau  
des Écoles Associées de l'UNESCO (réSEAU).





Jose M. Patiñor. Colegio San Lazaro, Cumana, Venezuela

## **Dire non à la drogue !**

Héroïne, Cocaïne  
Dans tes veines enfantines  
La beauté que tu imagines  
La beauté que tu assassines ?

Comment t'es-tu laissé entraîner là-dedans ?  
Peut-être sous la tentation d'un charlatan ?  
Mais malgré tout tu devrais prendre les devants  
Et faire de ta vie un monde rassurant, souriant et surprenant

Pourquoi t'engager dans cette misère  
Où tu risques de rencontrer tant de galère ?  
Sors donc de l'enfer!  
Il est encore temps de faire marche arrière.

Si tu as besoin de quelqu'un pour t'aider,  
Tu sauras toujours où aller,  
Car certaines personnes sont là pour t'écouter et te conseiller.  
Alors n'hésite pas, il faut foncer!





d'animations de groupes de jeunes avec leurs animateurs. La formation des animateurs de jeunes a été privilégiée. Les outils ont été construits par les jeunes. Un groupe de professionnels, un groupe de jeunes et un groupe d'animateurs de jeunes ont été constitués. Les jeunes se sont chargés des projets orientés vers le développement personnel, le développement d'un regard critique, la prise de conscience personnelle, l'amélioration de la communication et le respect de soi et d'autrui. L'éducation à la citoyenneté a aussi été prise en compte à travers la conscience collective, l'implication des jeunes dans les actions de prévention, la création du lien social par des acteurs de prévention, par les pairs.

Il s'agit de prévention primaire, secondaire et tertiaire, concernant toutes les drogues, les MST, le Sida, les hépatites virales et, ponctuellement les questions d'hygiène, de santé globale, d'exclusion et de violence.

Les outils utilisés ont été les journaux, les kits pédagogiques, des témoignages, la radio, le théâtre, des jeux de rôle, des expositions, des concerts, des jeux et des logiciels. Les actions ont été menées dans les établissements scolaires, les locaux associatifs, dans des discothèques, dans plusieurs quartiers. Nous avons pour partenaires des Centres Sociaux, des Locaux de Jeunes, les Etablissements scolaires, les Points d'écoute santé, diverses associations : Planning familial, AIDES Provence, TIPI et autres associations ciblant les usagers de drogues. Nous assurons des permanences dans les lieux d'accueil pour jeunes afin de communiquer avec eux et d'avoir des échanges sur la prise de drogue, les risques encourus et tout autre thème lié à ceux-ci.

Nous animons des groupes de parole et de formation de jeunes pour construire les réseaux de jeunes acteurs de prévention, ceci dans les locaux jeunes, les Centres Sociaux et les écoles. Nous assurons la formation de jeunes animateurs. Nous avons des actions ponctuelles à la radio, dans des soirées «Hip-Hop», lors d'événements dans les quartiers, fêtes, concours sportifs, etc.

Nous soutenons méthodiquement et concrètement les associations de jeunes qui souhaitent mener des actions de prévention en matière de drogues. Nous développons de nouveaux outils et supports de prévention avec les jeunes. Néanmoins, il nous paraît souvent difficile de mobiliser les jeunes et surtout leurs animateurs. Il est difficile de donner la priorité à ce genre d'action.

La famille présentée n'entraîne que marginalement dans notre action car nous travaillons uniquement avec les jeunes et leurs animateurs.

Notre action a été évaluée par des questionnaires et des entretiens individuels. Le projet a été très apprécié dans les quartiers où il a été mené. Les jeunes sont contents de pouvoir s'informer de manière informelle dans une ambiance où ils ne sont pas jugés et où ils sont respectés. Ils ont apprécié d'avoir l'occasion de rencontrer des usagers et anciens usagers de drogues et des associations. Les animateurs apprécient également la formation qu'on leur propose et impliquent plus de jeunes. Nous avons toutefois des difficultés à mobiliser les jeunes et les animateurs dans les quartiers qui souffrent de manque de moyens ou ont des problèmes de gestion interne. Nous manquons de moyens financiers pour passer de l'étape de la parole à celle des actions : vidéos, théâtre, musique, tournois, etc.

Nous prévoyons néanmoins de créer quatre emplois-jeunes en 1999, pour élargir l'équipe et toucher plus de jeunes. Nous formerons de jeunes professionnels en matière de prévention spécialisée (jeunes et drogues). Nous créerons de nouveaux outils de prévention avec les jeunes.

Mes motivations personnelles ont été mon intérêt pour le contact avec les jeunes et pour leur implication dans l'analyse du phénomène drogues chez les jeunes, ainsi que mon intérêt pour la prévention. J'ai une expérience professionnelle de quinze ans



auprès des jeunes, notamment usagers de drogues. J'ai un engagement personnel à promouvoir la santé et la solidarité parmi les jeunes. Je me suis servi du Rapport du Professeur Parquet en 1997. J'ai consulté les écrits de Carl Rogers sur le «counselling» et l'approche humaniste à la relation d'aide.

Nous n'avons pas pu travailler avec la Charte. Il nous faudra des interventions plus longues et nombreuses dans les écoles pour pouvoir aborder la question de la Charte. Du fait que la plupart des jeunes rencontrés dans les quartiers sont déjà consommateurs de drogues, ils entendent difficilement un discours qui parle d'une vie sans drogue. Pour nous, la Charte doit être un outil de travail avec un groupe constitué qui se retrouve dans la durée. Nous pensons réfléchir à cela à la rentrée 98 avec la mise en place de nouveaux groupes de jeunes. Ainsi nous n'avons pour l'instant organisé aucune action à partir de la Charte.

Nous cherchons à réduire le décalage qui existe entre jeunes qui se droguent et jeunes qui ne se droguent pas. Nous voulons promouvoir la solidarité entre jeunes. Il nous faut étudier comment intégrer la Charte dans ce travail et cette mission globale.



## FRANCE, Sucy-en-Brie

---

### Bourgeois Laetitia - 22 ans

*«Aller vers l'autre, là où il se trouve, multiplier et diversifier les échanges entre savoir et savoir-faire devront permettre de réinstaurer le dialogue, la rencontre. . . »*

La ville de Sucy-en-Brie s'étend sur 1 043 hectares pour 35 000 habitants. L'hôtel de ville est ouvert de 8h 30 à 12h et de 13h 30 à 19h. C'est une ville mi-pavillonnaire, mi-cité. Les structures sportives existent mais les adhésions sont onéreuses. La ville dispose de petits commerces locaux, d'une zone industrielle, d'une clinique privée car l'hôpital le plus proche est à douze kilomètres.

La Cité Verte et la Fosse Rouge sont deux quartiers composés d'immeubles de six étages au moins et de quatorze étages au plus. Il n'y a qu'un seul centre commercial, très dépourvu, pas d'ensemble sportif, un seul espace vert. Ces résidences sont habitées par des familles à revenus très moyens, certaines défavorisées, d'autres démunies. Il n'y a pas de maison de jeunes, pas de maison de quartiers. Ces deux cités abritent les deux plus importants quartiers défavorisés de la ville de Sucy-en-Brie (mixité de populations).

Le plus souvent, la famille type de ces quartiers habite un trois-pièces (F3). Elle est composée de sept personnes. Les parents occupent une chambre avec le plus jeune enfant. Il y a une pièce avec des lits superposés pour les trois garçons tandis que la petite fille dort dans la salle à manger/salon, sur une banquette canapé. La cuisine est exiguë, la salle d'eau très simple et il n'y a pas de balcon. Les conditions de logement sont donc difficiles.

Un des membres de cette famille est souvent au chômage et la famille vit avec de nombreuses aides sociales. Le père travaille en usine, la mère fait des ménages à l'extérieur de son domicile durant quelques heures. Le père est souvent absent car il cumule deux à trois heures de transport par jour. Les membres de cette famille n'ont pas d'activités en commun sauf le dimanche. Le plus souvent le père joue au football, la mère rencontre des femmes de son quartier.

Les difficultés viennent du manque de dialogue. Les enfants peu encadrés vaquent seuls dans les quartiers. La famille n'a pas assez de ressources pour pratiquer des loisirs et les faire pratiquer aux enfants.

La vie scolaire des enfants se structure ainsi : horaires des cours de 8h 30 à 17h. L'aîné (âgé de quinze ans, il est en BEP) va en classe à Créteil, il part donc à 7h du domicile et ne rentre pas avant 18h30 selon les bus. Il y a trente-cinq élèves dans sa classe. La maman a beaucoup de difficultés à suivre le travail scolaire des enfants. Vu le nombre d'enfants, elle est débordée. De plus, elle manque souvent elle-même de connaissances qui lui permettraient de suivre la scolarité de ses enfants. Le jeune a choisi une option qui lui plaît, mais pour cela il doit s'exiler et perdre du temps dans les transports. Le soir son engouement à effectuer ses devoirs est amoindri par la fatigue.

La petite a douze ans, elle ne peut pratiquer aucune activité extra-scolaire. Durant les congés scolaires, elle va en colonie de vacances; sinon, elle joue en bas de l'immeuble et éventuellement regarde la télévision.



Il existe des activités sportives et culturelles mais elles sont onéreuses. La médiathèque et la bibliothèque sont bien pourvues mais payantes. Cette famille n'a pas d'activités de loisirs en raison de ses difficultés financières. De temps en temps, la famille participe financièrement aux sorties proposées par les services de la municipalité. Il n'y a pas de vie culturelle,

Un «Conseil des Jeunes» formé par le «Chalet de la Prévention» de la Fédération Nationale Leo Lagrange qui dispose d'un matériel vidéo, commence à être connu dans la ville. Ce conseil propose depuis peu, des activités dans les fêtes de quartiers, du travail du soir, des soirées à thèmes, de l'informatique. Les jeunes de ce conseil travaillent également sur les thèmes de la prévention avec les jeunes des rues et les familles. Cette démarche est prioritaire pour eux.

Ce «Conseil des Jeunes» manque d'infrastructures avec pignon sur rue. Cela ne l'empêche pas de sortir dans les quartiers. Le «Conseil des Jeunes» mène son chemin et espère obtenir en partenariat une salle pour conduire tous les jeunes «errants» vers des activités encadrées.

La santé pour notre famille est l'épanouissement normal, la qualité d'un mieux-vivre dans un environnement salubre, ainsi que la facilité d'accéder à la médecine. Nous croyons beaucoup à notre formation «Prévention du Chalet» et à celle d'APVS (Agent de Promotion de la Vie Sociale) qui s'ouvre vers nos voisins pour améliorer le bien-vivre nécessaire à la santé.

Les principaux problèmes de santé sont d'abord liés à la précarité. La mère n'a recours au médecin que pour les cas graves. Le manque d'information contraceptive ainsi que l'alcoolisme engendrent de graves problèmes dans ce quartier.

Les adultes consomment du tabac, de l'alcool en grande quantité avec un mélange de cannabis. Les femmes consomment des médicaments et du tabac avec quelques cas d'alcoolisme à des moments ponctuels liés à des problèmes. Les jeunes garçons consomment des médicaments, de l'alcool, du cannabis, de l'ecstasy. Les jeunes filles consomment du cannabis mais moins d'alcool, par contre beaucoup de tabac.

Notre action de prévention s'appelle «Chalet de la Prévention» et dépend de la Fédération Leo Lagrange : aller vers l'autre, là où il se trouve, multiplier et diversifier les échanges entre savoir et savoir-faire devront permettre de réinstaurer le dialogue, la rencontre. A l'origine de notre action est apparue la nécessité d'information et de formation vers la totalité des acteurs de l'action sociale (habitants, professionnels et décideurs) pouvant permettre l'émergence de la participation et de la mobilisation de la Société Civile.

Notre action devrait se dérouler sur un à trois ans. Nous ciblons les enfants, les adolescents ainsi que les adultes. Nos partenaires sont les décideurs politiques locaux, les chefs d'établissements, les professeurs, les médecins, les infirmiers, les psychologues, les animateurs, les éducateurs, les assistantes sociales, la police, les adultes et jeunes bénévoles, les parents, les habitants du quartier, ainsi que d'autres associations. Nous avons eu l'aide financière de la mairie, de la MILDT (Mission Interministérielle de la lutte contre la Drogue et la Toxicomanie), de la Communauté Européenne DG5, mais à l'heure actuelle nous ne bénéficions que du soutien de quelques mairies.

Pour notre action, nous avons entrepris une recherche des besoins, en menant des entretiens individuels et de groupe. Nous avons formé des parents, des enseignants et des jeunes. Des professionnels, des jeunes et des adultes ont construit des outils. Avec des groupes de décideurs, de professionnels, d'adultes (habitants, parents), de jeunes, nous avons constitué un groupe de travail et de réflexion. Nous avons initié des projets et des réalisations avec des jeunes et des



adultes. Les orientations et les objectifs de notre action sont le développement personnel, le développement d'un regard critique, la prise de conscience personnelle, l'amélioration de la communication et le respect de soi et d'autrui.

Nous éduquons à la citoyenneté en développant une prise de conscience collective, en impliquant des jeunes dans des actions de prévention (groupe de pairs) et en créant du lien social. Nous faisons de la prévention primaire, secondaire et tertiaire sur les drogues, les MST, le Sida, les questions d'hygiène, de santé globale, sur l'exclusion (de tout type), sur la violence. Nous essayons d'améliorer le cadre de vie en diminuant les facteurs de risques par la mise en place d'activités sportives et culturelles.

Comme outils nous avons utilisé des journaux, des brochures, des livres, des kits pédagogiques, la télévision, des films, des cassettes audiovisuelles et créé des affiches, des émissions de radio, des jeux de rôle, des expositions, des concerts, des jeux, fait des pièces de théâtre et utilisé des témoignages.

Nous avons mené nos actions dans les établissements scolaires et dans les quartiers. Nous étions en partenariat avec les habitants, les associations, les municipalités. Nous avons sollicité les pouvoirs publics, l'État et le département et nous attendons leurs réponses. Notre plus grande difficulté est le financement de nos actions.

Nous avons procédé à une évaluation de notre action en nous appuyant sur la population cible et sur des entretiens de groupe. Nous avons observé un intérêt manifeste pour continuer une démarche que les habitants s'approprient. Nous manquons de ressources matérielles (financement). Prochainement nous devons présenter notre action à toutes les institutions et les organismes intéressés.

Nous avons entrepris la diffusion de la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» avec des partenaires. Elle sera envoyée à 1500 associations affiliées à la Fédération Nationale Leo Lagrange. Cette dernière se prépare à diffuser la Charte en France, dans les pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique du Sud avec lesquels nous travaillons.

Pour ma part, je prépare une grande diffusion de la Charte sur le département de Seine et Marne où siège le Chalet actuellement, sans oublier les diffusions nationales et internationales. Lors de la diffusion de la Charte, les jeunes intéressés ont proposé une collaboration pour sa diffusion.

Jusqu'à présent nous n'avons pas été sollicités pour recueillir des signatures.

Pour moi, la création de cette Charte est une initiative exemplaire, surtout dans une France qui n'arrive pas à se positionner par rapport à la drogue et encore moins à la prévention.





## GRÈCE, Patras

---

### Florou Irène - 22 ans

*«Pour un jeune, sa plus grande satisfaction est  
d'être un bon élève et de réussir ses examens. »*

**P**atras est une ville de 170 000 habitants au sud de la Grèce, capitale de la province d'Achaïa. C'est également la capitale du Péloponnèse, une des plus grandes régions de la Grèce du sud. Notre association PROTASI a été fondée en 1988, ses activités se sont développées dans toute la Grèce mais surtout dans le sud-ouest.

Je vais vous présenter une des familles types auprès de laquelle notre association mène ses activités d'éducation préventive. Quatre personnes composent la famille, une mère, un père, un fils et une fille. Le père, originaire d'un village où il a un peu de terres avec des oliviers, a un niveau de fin d'études secondaires et est commerçant. Il prend sa voiture pour se rendre à son magasin, il travaille de 9h00 à 13h30 et de 17h30 à 21h00. La mère ne travaille pas. Les enfants vont à l'école. La famille se réunit le dimanche à midi pour déjeuner au village avec les grands-parents. Les problèmes sont plutôt d'ordre financier mais concernent aussi l'avenir des enfants en raison du chômage. Les grandes entreprises qui existaient dans la région ont fermé leurs portes et les grands magasins ont remplacé les petits commerces.

La famille dispose d'une maison d'environ quatre-vingts à cent mètres carrés qui peut avoir un étage ou deux. La maison se situe dans une banlieue de Patras. Il y a parfois une petite cour à l'arrière. Le fils, âgé de quinze ans, va au collège et ira ensuite au lycée jusqu'à dix-sept ou dix-huit ans. Il se rend à l'école le matin à 8h00 et termine à 13h30 pendant une semaine. La semaine suivante, les cours commencent à 14h 00 et se terminent à 19h 30. L'établissement scolaire comporte trois niveaux éducatifs. Il y a vingt-cinq à trente élèves par classe. Les matières enseignées sont : les mathématiques, les langues, l'informatique, la physique, la gymnastique, la chimie, la biologie, l'histoire, la musique, les philosophes grecs. Après l'école, le jeune revient à la maison et étudie pour le jour suivant. Il prend parfois des leçons particulières pour préparer des examens et faciliter l'apprentissage de langues étrangères. Il n'a pas beaucoup de temps à consacrer aux loisirs. Le week-end, il joue au basket ou au football avec ses copains, ou va dans un café.

Sa plus grande satisfaction est d'être un bon élève et de réussir ses examens. Il est malheureux s'il ne réussit pas à l'université ayant passé beaucoup de temps à étudier, mais il n'a pas d'autres choix étant donné le problème du chômage. Il se rend à des fêtes chez des copains, mais la plupart de ses loisirs sont consacrés aux études. Il assiste parfois à des cours de musique dans un cours privé ou forme un groupe avec des copains afin de pratiquer de la musique pendant leur temps libre. Il va parfois au cinéma et plus rarement en excursion.

La fille de cette famille, le week-end, fait de la randonnée avec des amis ou va au cinéma. Elle consacre son temps libre de la semaine aux devoirs scolaires, parfois à des cours particuliers (langues). Elle n'a pas beaucoup de temps pour les loisirs.

Il n'y a pas beaucoup de centres publics de jeunes. La plupart du temps, ce sont des clubs privés qui animent les activités sportives et culturelles (danse, musique,



peinture). Il y a quatre grandes associations : les scouts, le centre d'activités de PROTASI, et les clubs universitaires de football et de basket ball. Ces activités se déroulent essentiellement le week-end et pendant les vacances. Ces centres publics de jeunes ne sont pas très accessibles car ils ne fonctionnent pas régulièrement. Ils doivent d'ailleurs leur fonctionnement à des volontaires et connaissent des problèmes financiers, ainsi que parfois un manque d'infrastructure et d'équipement.

Pour moi la santé, ce n'est pas seulement ne pas être malade, mais c'est aussi l'état d'une personne active qui participe pleinement à la vie quotidienne, qui a la force psychologique pour prendre des décisions et des responsabilités. Le HIV B et C, la méningite sont les principaux problèmes de santé rencontrés dans notre ville. La définition que je peux donner des drogues est qu'il s'agit de substances qui sont utilisées par des gens pour compenser leur incapacité à résoudre des problèmes personnels, sociaux, etc.

Notre association, PROTASI (*Proposal for Another Lifestyle*) s'est engagée dans des actions d'éducation préventive depuis sept ans. Les activités de prévention de Protasi concernent surtout la population locale, en particulier :

- les enseignants des écoles primaires et secondaires avec l'accord du ministère de l'Éducation Nationale ;
- les parents et les élèves des écoles de la région;
- les organismes locaux et nationaux impliqués dans la prévention et le traitement ;
- Protasi a son propre Centre d'activités pour les jeunes âgés de douze à dix-huit ans.

Tous les projets de PROTASI ont reçu l'accord de OKANA (organisme de prévention national). Nous menons nos activités préventives dans des écoles avec l'aide des enseignants et dans les locaux de l'association dans plusieurs localités. Protasi a fondé un réseau local d'organisations de volontaires et un réseau national d'agences de prévention et de soin. L'agence nationale de la jeunesse, l'Institut technique Axana, la municipalité de Patras, l'Éducation nationale, les ONG, les agences locales, les syndicats sont les partenaires privilégiés de Protasi.

Les jeunes de la famille présentée précédemment, ont reçu une information sur les drogues dans leur école par PROTASI, en coopération avec les enseignants et le directeur de l'école. Le garçon et la fille ont eu la chance de participer au centre de jeunes de PROTASI. Les parents ont été invités à participer au séminaire organisé par PROTASI à la suite d'une réunion d'information. Les thèmes étudiés sont les suivants : «Relations et communication avec les adolescents» ; «information sur les différentes drogues» ; «pourquoi la prévention» ; «motivation de la communauté scolaire en vue d'actions de prévention à l'école et dans la famille».

Nous avons évalué notre action auprès des parents : 98% d'entre eux étaient satisfaits de l'information reçue, 20% faisaient partie des groupes de PROTASI et étaient impliqués dans des activités au niveau de l'école. Les enfants ont participé aux discussions et 15% d'entre eux ont décidé de devenir membres du Centre d'activités (PREOTASI-CCO). Les parents sont moins motivés. 10% des enseignants ont décidé d'entreprendre des activités de prévention permanentes.

Notre action concernant la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» a commencé en juin 1998. La Charte a été traduite et publiée dans notre magazine PROSOPO. L'équipe qui travaille sur la Charte a reçu une formation dans le courant du mois de juin.



## ITALIE, Parme

---

**Folli Fédérica - 26 ans**

*«Les jeunes aimeraient de nouveaux lieux pour se retrouver, écouter de la musique, parler entre eux, faire de la création théâtrale, et autres manifestations. »*

**N**otre ville, Parme est située au nord de l'Italie entre Milan et Bologne. C'est la seconde parmi toutes les villes d'Italie. Le niveau de vie à Parme est très élevé. Le taux de chômage est très bas. Après celles de Paris et de Bologne, l'université de Parme est la plus ancienne d'Europe. Les jeunes quittent l'école à cause de l'attrait du monde du travail. La région de Parme est appelée «la plaine de l'abondance», elle est célèbre pour la production du jambon de Parme et du parmesan. La démographie est de 160 000 habitants à Parme et 400 000 pour la province. A Parme, la maison moyenne est un appartement de cent mètres carrés avec cuisine, chambres, salle de bain, séjour.

La famille type est composée de quatre personnes, le père qui a un niveau moyen d'études, est employé et travaille huit heures par jour ainsi que la mère. Le fils poursuit ses études à l'école secondaire. Il a cinq heures de cours et trois heures de devoirs par jour. La fille fréquente l'université : les cours sont dispensés tous les matins et cinq heures de travail personnel sont nécessaires quotidiennement afin de bien intégrer les différents enseignements reçus. Aucun des deux enfants ne rencontrent de difficultés particulières, leurs conditions de vie sont en général satisfaisantes.

Pour les loisirs, le garçon pratique le football et le volley. Des activités culturelles (cinéma et musique) sont également très appréciées. Les jeunes fréquentent les pubs, les discothèques et les clubs, La fille s'adonne à des activités culturelles (musique etc.). Les jeunes de Parme disposent de plusieurs activités. La ville compte beaucoup de clubs, de cinémas, de salles de gymnastique, d'associations volontaires et culturelles. Les jeunes disposent d'environ deux heures par jour pour leurs loisirs. Cependant, les jeunes aimeraient de nouveaux lieux pour se retrouver, écouter de la musique, parler entre eux, faire de la création théâtrale, et autres manifestations.

Pour moi, la santé est l'équilibre entre des facteurs médicaux et psychologiques ainsi que l'absence de maladie. Les principaux problèmes de santé sont la dépression, le manque fondamental de motivation, le stress, l'agressivité, l'anxiété et l'hyperactivité. Les drogues ont des effets anesthésiants. L'usage des drogues est une tentative de soigner soi-même ses difficultés du moment.

Notre action s'appelle *Spazio Giovani* (Espace Jeunes). On pourrait éventuellement la désigner par *Studenti per la prevenzione* (Étudiants pour la prévention). L'association s'appelle *Centro Studi Farmacotossicodipenze* (Centre d'Études sur la pharmacodépendance) : elle est à l'origine de l'action. Des études menées dans une école ont donné les résultats suivants : 29 à 31% des jeunes âgés entre quinze et dix-neuf ans ont la possibilité de fumer du cannabis, 8 à 10% des jeunes ont la possibilité de prendre de l'ecstasy. Il y a trois mille jeunes dépendants de l'héroïne. Cela fait six mois que nous avons commencé notre action auprès des adolescents entre quatorze et dix-neuf ans en collaboration avec professeurs, médecins, psychologues et parents. Notre action s'est déroulée suivant plusieurs étapes : recherche des



besoins par l'intermédiaire de questionnaires et d'entretiens de groupe, formation des professeurs et formation par les pairs. Nous avons constitué un groupe de travail et de réflexion avec des jeunes: des projets et des réalisations ont vu le jour grâce aux jeunes. Nous avons fait de l'information et de la sensibilisation dans le cadre de la prévention primaire. Pour ces actions qui ont été menées dans les écoles, le *Proveditorato Agli Studi Di Parma* (l'Inspectorat des Études de Parme) était notre partenaire.

Affiches, brochures et théâtre ont été utilisés comme outils pour illustrer l'amélioration du cadre de vie. Nous avons mobilisé des groupes de jeunes pour étudier les effets des drogues et dissiper les malentendus à leurs propos. Nous avons sensibilisé les enseignants tant sur les drogues que sur les différents styles de vie des jeunes. Nous n'avons pas eu suffisamment de pratique pour rencontrer des difficultés. Notre programme en est à ses débuts et nous ne mesurons pas encore bien les résultats. Nous avons l'intention dans l'avenir, de faire une évaluation de notre action à partir de questionnaires. Nous voulons aussi mobiliser de nouveaux groupes de jeunes à l'école et évaluer les résultats. Les jeunes se sont montrés intéressés par la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues», qui leur a été distribuée à travers les écoles.



## MALTE, Mosta

---

Calleja Gabriella - 27 ans

*«Le système scolaire accorde beaucoup d'importance aux matières principales. Les enfants qui ont de bons résultats dans d'autres matières (arts, sports etc.) ne sont pas aussi bien considérés. La règle c'est plutôt la compétition que la coopération. »*

Malte est un archipel de six îles au milieu de la mer Méditerranée, au sud de la Sicile. La plus grande des îles dont l'archipel tire son nom est Malte. La capitale est La Valette. L'autre île habitée est Gozo. La superficie totale est de 246 km<sup>2</sup> et la population compte environ 380 000 habitants. La religion principale est le catholicisme. L'industrie la plus importante est le tourisme.

Mosta est un village au centre de l'île de Malte avec une population de 16 700 habitants. Il est situé dans une vallée et bien que certains quartiers soient anciens, la périphérie s'est développée rapidement. C'est à la périphérie que l'on trouve les jeunes couples et les familles. Le village est célèbre pour la coupole de son église qui est considérée comme la quatrième au monde par sa taille.

Une famille typique de Mosta est une famille de classe moyenne, comprenant la mère, le père et les deux enfants. Le père est comptable et travaille pour une entreprise à La Valette. La mère est enseignante dans une école de Mosta. Elle a arrêté de travailler quand elle a eu ses enfants et a recommencé plus tard quand ils sont entrés à l'école. Il y a deux ans d'écart entre les enfants. La fille âgée de douze ans est en deuxième année d'école secondaire tandis que le garçon qui a dix ans, est en dernière année de primaire. Ils vont dans une école privée et un bus les y conduit à 7h30 le matin. La mère se charge des principales tâches ménagères. Les enfants passent leur après-midi à faire leurs devoirs, un peu de télévision (17h00 à 18h30), ils se rendent au «Museum», une association religieuse qui enseigne le catéchisme aux enfants et les prépare à la communion et à la confirmation. La famille se retrouve le dimanche, ils rendent visite à d'autres membres de la famille, grands-parents, cousins, oncles et tantes. Les événements familiaux sont Noël, le Nouvel An, Pâques et les vacances d'été pendant lesquelles il n'y a pas d'école et on peut aller à la plage.

La famille vit dans une maison à la périphérie du village. C'est une maison à deux niveaux, en pierre à chaux, avec un garage et un sous-sol. La maison a coûté beaucoup d'argent et les parents doivent rembourser le prêt pendant vingt-cinq ans, ce qui signifie que les deux parents doivent travailler. Les enfants ont chacun leur chambre.

Pour les plus jeunes enfants, Les cours ont lieu de 8h00 à 13h30. Un bus assure leur transport à 7h30; à 14h00 ils sont de retour à la maison en compagnie de leur mère. Le garçon qui est encore à l'école primaire, n'a qu'un professeur qui enseigne toutes les matières. Le matin quand les enfants sont encore reposés, les matières enseignées sont les mathématiques, l'anglais, le maltais et la religion. Il y a un examen dans ces quatre matières pour entrer au lycée. Après l'école, l'enfant passe beaucoup de temps à faire ses devoirs ou prend parfois des cours particuliers. La fille qui est à l'école secondaire a six cours de quarante minutes par jour. A la fin de cette année, elle doit choisir ses matières pour l'année prochaine. Le système scolaire accorde beaucoup d'importance





aux matières principales. Les enfants qui ont de bons résultats dans d'autres matières (arts, sports etc.) ne sont pas aussi bien considérés. La règle c'est plutôt la compétition que la coopération.

La fille joue au basket avec l'équipe de son école et s'entraîne pendant ses heures de loisirs. Les rencontres ont lieu le samedi matin. Elle aime aussi lire et regarder la télévision. Pendant l'été, c'est la natation et les jeux de plage pour tout le monde.

Le garçon pratique le football le samedi. Il joue dans une équipe des moins de onze ans. Il fait aussi de la bicyclette (BMX) bien que ses parents aient peur de le laisser aller sur les routes, et il attend que ses parents l'emmènent au parc. Il joue aussi à la console de jeux *Play-Station* et y passe environ une heure par jour.

Il y a un centre de jeunes géré par un Mouvement d'Action Catholique qui met à la disposition des jeunes, billards, tennis de table. Des réunions sont organisées une fois par semaine.

Ce centre est géré par un groupe d'adultes sous la supervision du prêtre. Il accueille les jeunes de treize à dix-sept ans. Il y a également une chorale. Les garçons qui sont bons au football vont dans un club de football. Il y aussi des bars et des clubs où les jeunes plus âgés peuvent se rencontrer pendant la semaine. Le week-end les plus âgés d'entre eux vont souvent à Paceville pour rencontrer des amis et voir un film ou aller en discothèque. C'est vraiment l'endroit pour les jeunes. Pour ceux qui travaillent bien à l'école, beaucoup de temps de leurs loisirs est consacré aux devoirs scolaires. Les autres, qui ne pensent pas poursuivre leurs études au-delà de l'âge obligatoire (seize ans) ont plus de temps libre.

Le plus gros problème que nous rencontrons est le manque d'adultes volontaires pour s'occuper des centres de jeunes (il y a également des centres gérés par des organisations religieuses), ainsi qu'un manque d'équipements sportifs aussi bien pour des sports en salle qu'en plein air. Les équipements sont habituellement réservés pour l'entraînement dans les clubs de sports.

Ceux qui ne sont pas assez bons pour entrer dans une équipe trouvent difficilement des endroits pour pratiquer un sport juste pour le plaisir.

Pour moi, la santé c'est le bien-être physique, mental, social et spirituel de l'individu. Les principaux problèmes de santé que nous rencontrons dans notre ville sont principalement liés à l'augmentation de la consommation d'alcool et de tabac; les mauvaises habitudes alimentaires et les dangers liés à la surexposition au soleil pendant l'été; les problèmes respiratoires dus à la pollution ainsi que la mauvaise utilisation des tranquillisants, l'abus des drogues illicites comme le haschich, l'héroïne et l'ecstasy; le stress et la dépression dans tous les groupes d'âges, les mauvais traitements infligés aux enfants (viols, dysfonctionnements familiaux). Ces problèmes se combinent au manque de personnel dans les organismes de promotion de la santé, de prévention, de traitement.

Les drogues pour moi sont des substances qui, introduites dans le corps, apportent un changement sur le plan émotionnel, sur le fonctionnement du corps et le comportement de la personne. L'abus des drogues ou le mauvais usage des drogues signifie l'emploi à tort et à travers de drogues ou de substances à des fins non-médicales. Une étude réalisée par «Espad» en 1995 parmi les jeunes de seize ans, révèle que les garçons et les filles consomment par ordre décroissant : alcool, tabac, solvants, cannabis, tranquillisants ou sédatifs, ecstasy, LSD, cocaïne, crack, héroïne, amphétamines.

Nos activités de prévention destinées aux jeunes sont menées principalement à l'école. Un programme de prévention a été mis en place dans toutes les écoles de l'île. Cependant des actions sont menées également en dehors de l'école. Les instances



gouvernementales en collaboration avec le ministère de l'Éducation et les associations des écoles privées apportent leur soutien. Le programme demande la collaboration des enseignants. Ils ont reçu une information et une formation adéquates. Du matériel d'information est également distribué chaque année aux étudiants. Tout cela demande beaucoup d'organisation et des ressources humaines et financières que nous n'avons pas toujours. L'un des problèmes les plus importants est la gestion du programme et de l'aide apportée par la *Sedqa Agency Against Drug and Alcohol Abuse* aux enseignants dans les écoles. Pour mener à bien ce programme, il faut aussi beaucoup de coordination entre les différentes instances gouvernementales.

Le programme est destiné aux élèves du secondaire âgés de onze à seize ans. Les trois premières années du programme, les enseignants donnent leurs cours en y incorporant de l'information sur la prévention. Les enseignements de la première année portent surtout sur le tabac, ceux de la seconde sur l'alcool et ceux de la troisième année sur les autres drogues. Les enseignants reçoivent un manuel. La quatrième année, un groupe d'étudiants est sélectionné pour participer à un programme d'informations par les pairs. Ils mettent ensuite en place une action préventive dans leur école. Un ensemble de sept affiches montrant les effets de sept drogues différentes est distribué aux élèves de quatrième année. De plus «Sedqa» donne également des cours destinés aux parents.

La plus grande difficulté a été d'obtenir l'approbation du programme par le ministère de l'Éducation. Une grande difficulté aussi a été de motiver les écoles et d'organiser des rencontres avec les responsables de «Sedqa». Il n'est pas facile non plus de trouver des manuels pédagogiques comme des dépliants, des affiches... Il y a également des difficultés en raison d'un manque de personnel. Le système d'évaluation n'est pas encore établi.



## NOUVELLE-ZÉLANDE, Canterbury

---

**Paton Kimberley - 18 ans**

*«Les activités ont un coût qui pose parfois problème et sont souvent choisies par les adultes qui pensent savoir ce dont ont besoin les jeunes alors que ce n'est pas toujours le cas. »*

**PRYDE** est une organisation à échelle nationale, toutefois le bureau national est basé dans la province de Canterbury. Canterbury a une population d'environ 380 000 personnes. C'est une ville culturellement riche et animée, connue comme la «ville jardin» de la Nouvelle-Zélande.

L'action préventive se déroule à travers la Nouvelle-Zélande, dans plusieurs villes et communautés qui sont toutes diverses. Il est très difficile de donner une définition d'une famille typique de la Nouvelle-Zélande car les familles sont différentes les unes des autres. La culture néo-zélandaise est diverse avec une majorité de la population qui est européenne. Environ 15 % de la population est issu du peuple indigène de la Nouvelle-Zélande, les Maoris. Bien que les origines culturelles soient variées, on compte en moyenne trois enfants par famille. Les occupations et les lieux de travail des membres d'une famille varient énormément. L'automobile est le mode de transport le plus courant.

Il est difficile de définir les activités de loisirs en commun qui sont fort diverses. Toutefois, les activités sportives sont très populaires.

Les familles habitent la plupart du temps dans des maisons à un ou deux étages dans des communautés de banlieues, les maisons sont souvent assez spacieuses avec une cour à l'avant et à l'arrière. Les enfants quittent l'école entre dix-huit et vingt et un ans et s'installent en appartement.

Les jeunes fréquentent l'école entre cinq et dix-sept ans : l'école primaire entre cinq et dix ans, l'intermédiaire entre dix et douze ans, la High School entre treize et dix-huit ans.

Les cours se déroulent généralement entre 8h30 et 15h00, quelques écoles ont un pensionnat. Les écoles publiques accueillent jusqu'à trente élèves par classe. Selon votre âge, vous avez des devoirs à faire à la maison, cinq soirs par semaine. Une variété de matières sont proposées selon les écoles telles que l'anglais, les mathématiques, l'histoire, la géographie, la biologie, la physique, la chimie, la musique etc. Certaines écoles proposent des matières plus spécialisées telles que la photographie, l'éducation religieuse et l'art dramatique.

Les problèmes que l'on rencontre sont ceux auxquels les enfants ont à faire face en grandissant tels que la pression provenant de leurs pairs, l'estime de soi, la pression pour réussir etc. Les satisfactions et les difficultés varient selon l'individu, toutefois, il y a des obstacles communs que rencontrent les jeunes.

Le rugby est le sport masculin le plus populaire en Nouvelle-Zélande. Les sports tels que le football, le cricket, le hockey, le rugby, le cyclisme, les sports nautiques, le surf et le skateboard sont également très populaires. Le paysage néo-zélandais offre d'excellents lieux pour des ballades... et pour les clochards également. Le snowboard et le ski sont très pratiqués en hiver et il y a plusieurs pistes de ski à proximité,



spécialement dans l'île du sud (South Island). Il y a diverses autres activités telles que l'art dramatique, la sculpture, la musique, les jeux électroniques, le graphisme. Le netball est le sport féminin le plus populaire en Nouvelle Zélande.

Les activités de loisirs varient selon le lieu d'habitation. Dans les zones rurales, il y a peu de possibilités pour de telles activités. Dans les villes et les grandes agglomérations, une variété d'activités sont proposées telles que les groupes de jeunesse, les clubs sportifs, les pistes de patinage, le travail volontaire, les sports, les parcs d'attraction, les cinémas, les fêtes. La tranche d'âge ciblée va de dix à dix-huit ans.

Les activités proposées permettent des distractions positives et la participation des jeunes, toutefois, je pense qu'il faudrait qu'il y ait plus de communication entre les jeunes afin de savoir quels sont leurs besoins en matière de loisirs. Les activités ont un coût qui pose parfois problème et sont souvent choisies par les adultes qui pensent savoir ce dont ont besoin les jeunes alors que ce n'est pas toujours le cas.

Chaque année, environ 4000 personnes décèdent à cause d'un cancer dû au tabac.

Les maladies cardiaques, les cancers et les problèmes psychologiques sont aussi très courants. La définition de PRYDE de «libre de drogue» pourrait être «aucun usage de drogues illicites et aucun usage illicite ou nuisible». Les différentes drogues qui, à mon avis, sont utilisées dans mon pays (en commençant par la plus utilisée) par les adultes, hommes et femmes (plus de vingt ans) sont le tabac, l'alcool, la marijuana, la morphine, le LSD, les solvants et d'autres drogues. Les jeunes, garçons et filles (moins de vingt ans) consomment du tabac, de l'alcool, de la marijuana, de la morphine, du LSD, des solvants et d'autres drogues.

Le titre du projet est «Jeunes à Jeunes». Le nom de l'association est PRYDE, Nouvelle-Zélande. Les personnes qui soutiennent notre action sont des représentants d'institutions, des parents, des ONG, des groupes communautaires, des jeunes, des corporations et des établissements scolaires qui ont tous apporté leur soutien à cette action. Les problèmes remarqués par les personnes sur le terrain qui soutiennent cette action sont : le manque de fonds, le manque de support médiatique, le manque d'appui gouvernemental. Cette action s'est développée sur une période de trois ans.

La population visée est les garçons et les filles, âgés de cinq à vingt ans. Membres de la force policière, enseignants, éducateurs, groupes communautaires, parents, volontaires et établissements scolaires ont tous pris part à cette action.

Pour notre projet, PRYDE s'appuie sur des donations, des subventions et des parrainages. Les différentes étapes de notre action ont consisté à l'identification des besoins (à travers l'élaboration de questionnaires ; de sondage ; d'entretiens individuels ; d'entretiens de groupes) ; l'éducation (éducation parentale, éducation des enseignants, éducation des jeunes); à la préparation de supports éducatifs par les jeunes, par les professionnels concernés, par les adultes (habitants de la localité, parents); à la mise en place de groupes de travail (groupe de décideurs, groupes de professionnels, groupes de parents et d'habitants de la localité), de groupes de jeunes; l'émergence et l'exécution des projets par les jeunes et par les adultes, par les professionnels.

Les buts et les raisons de notre action étaient le développement personnel, le respect de soi et des autres. L'éducation civique vise à la sensibilisation du groupe et à la participation des jeunes à l'action préventive. L'information et la sensibilisation portent sur la prévention primaire des drogues. En ce qui concerne l'amélioration de l'environnement, elle porte sur la réduction des facteurs de risques en rendant accessibles les activités sportives, les activités culturelles.



Les supports utilisés sont les journaux, les affiches personnelles, la télévision, les brochures personnelles, la radio, les kits pédagogiques, les jeux de rôles, les expositions.

Nous avons conduit nos actions d'éducation préventive dans les écoles. Les organisations avec lesquelles PRYDE travaille sont FADE (Foundation of Alcohol and Drug Education), DARE (Drug Awareness Resistance Education) et LIFE Education. Le programme «Jeunes à jeunes» de PRYDE soutient et promeut les jeunes, en fournissant aux jeunes de l'information et une formation qui leur permettront de choisir un mode de vie sain.

Un aspect particulier du programme «Jeunes à Jeunes» est le Club «Refusé d'être utilisé» : c'est un club de correspondants à échelle nationale pour les jeunes âgés de cinq à quinze ans. Chaque membre reçoit son propre paquet de démarrage rempli de marchandises et de ressources. Ensuite, ils ont accès aux informations sur la drogue, des bulletins trimestriels, des compétitions, des correspondants. Les difficultés rencontrées sont le manque d'appui gouvernemental, le manque de personnel et le manque de fonds. Cette action a procuré soutien et formation aux agences appropriées. Ce sont des services que les familles n'auraient autrement pas reçus.

Le profit tiré de l'action d'éducation préventive dépend de l'individu : idéalement cela lui permet de choisir un mode de vie sain. Cela implique aussi les jeunes dans une action qui leur apporterait soutien, éducation et échanges avec d'autres jeunes. Nous avons l'intention d'effectuer une évaluation de l'action préventive. La suite envisagée est de développer et d'étendre les services et d'obtenir des fonds pour mettre le projet en pratique. Nous avons fait connaître la Charte à d'autres professionnels concernés par la prévention des drogues licites et illicites. Nous l'avons distribuée au gouvernement et à des agences de lutte contre la drogue et l'alcoolisme par voie postale. Nos suggestions pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré de drogues et nos commentaires sont que la Charte devrait inclure une définition de «libéré de drogues» ; avoir des objectifs réalistes et réalisables; avoir une stratégie pour les agences à propos de la manière dont ils pourraient utiliser la Charte; prendre continuellement en considération les opinions et les sentiments des jeunes.





## PAKISTAN, Punjab

---

**Kousar Rehana - 23 ans**

*«Durant son temps de loisir, elle s'assied sans rien faire ou quelques fois, elle s'assied avec des femmes âgées et les écoute se plaindre des difficultés et des peines de la vie. »*

**R**oras est un village séculaire situé à dix-huit kilomètres à l'ouest de la ville de Sialkot. La population est principalement composée de pauvres laboureurs, de paysans, de travailleurs d'usines, d'artisans, de commerçants. En général, ils vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les jeunes sont généralement mal éduqués, chômeurs et frustrés.

La famille de Ghulam Rasool peut être citée comme exemple : elle est composée du mari, de la femme et de quatre filles et deux fils. Elle est issue de la couche inférieure de la hiérarchie sociale.

Leur maison est composée de deux chambres à coucher, d'une pseudo cuisine, de toilettes, d'une cour. Les membres de la famille utilisent une pompe manuelle pour avoir accès à l'eau potable. Le toit est constitué de branches et de bois. Toute la maison est non cimentée.

Le mari travaille comme laboureur tandis que la femme est aide ménagère. Les enfants n'ont pas encore atteint l'âge de l'adolescence. Le couple travaille au village, ils se déplacent à bicyclette ou à «tonga» à l'extérieur du village.

La fille aînée, âgée de douze ans, est en classe de septième à l'école. Elle passe six heures à l'école où on lui enseigne l'anglais, l'urdu, les études islamiques, les études sociales, les sciences, les mathématiques, l'arabe et le dessin. De retour à la maison, elle doit se consacrer à ses devoirs. Son travail scolaire souffre de l'absence de cours de soutien à la maison et à l'école. Cette enfant est satisfaite d'avoir pu quitter l'atmosphère suffocante de l'environnement familial pour un moment et d'avoir accès à l'éducation. Mais le manque de facilité la peine. Durant son temps de loisirs, elle s'assied sans rien faire ou quelquefois, elle s'assied avec des femmes âgées et les écoute se plaindre des difficultés et des peines de la vie. Elle ne peut participer à des jeux puisqu'il n'existe pas de telles activités pour elle hors de chez elle.

Le garçon de cette famille sort de la maison chaque fois qu'il se sent libre. Il s'assoit à des coins de rue ou quelquefois, traîne au village. Il veut jouer au hockey ou au cricket mais n'ayant aucune ressource, il ne peut le faire, alors il se contente d'observer les autres en train de jouer ou bien, il joue aux billes. Ses amis vont rarement à l'école.

Les garçons ont accès à un terrain de jeu où ils peuvent jouer au cricket. Certaines des filles fréquentent un centre d'alphabétisation et d'apprentissage, le *Rifah literacy and skill training*, où en outre de cours techniques, elles reçoivent des cours d'éducation informelle sur différents sujets. La plupart des garçons perdent leur temps en bavardage dans des maisons de thé, certains fréquentent des bars de chanvre, tandis que beaucoup de filles ne participent à aucune activité saine ou sociale.

Les loisirs sont rares dans la localité. Les jeunes en demandent, mais des problèmes financiers ne permettent pas d'y pourvoir. Si on pouvait disposer de ressources, les jeunes bénéficieraient de ces facilités.



Pour moi, la santé relève des conditions physiques, mentales et psychologiques saines d'une personne.

Dans mon village on peut noter des problèmes de santé qui résultent d'un environnement insalubre; des conditions de vie non hygiéniques; d'un manque de connaissance des principes de santé et d'hygiène; de malnutrition; d'un mode de vie suffoquant et congestionnant; d'un manque d'une couverture de santé appropriée.

Pour moi, les drogues sont des substances que l'on utilise pour stupéfier, intoxiquer ou endormir une personne. Les hommes âgés de plus de vingt ans consomment de l'héroïne, des liqueurs, du cannabis, de l'opium, du chanvre, de la fumée de chanvre, des drogues synthétiques, des sirops pour la toux, des produits alcooliques, du tabac.

Les femmes âgées de plus de vingt ans consomment des sédatifs (tablettes médicinales), du tabac etc. Nous ne pouvons pour le moment donner des indications chiffrées sur le nombre de personnes qui consomment de tels produits. Les jeunes garçons de moins de vingt ans consomment de l'héroïne, du vin, du cannabis, du chanvre, des tranquillisants, des sirops pour la toux, des produits alcooliques, du tabac.

Les filles consomment très rarement de l'héroïne, dans quelques cas elles fument des cigarettes.

Il semble que l'abus de drogues, en particulier de l'héroïne est en train de se répandre à un rythme très rapide parmi la jeune génération. Leur santé est en péril. Conséquemment, les espoirs des familles s'en trouvent gâchés.

Le titre du projet est «Programme intégré pour mobiliser les jeunes contre l'abus de drogues». Le nom de l'association est le *Rifahi Committee (Regd) Village and P.O. Roras, Teh and Distt. Sialkot - Pakistan*. Les personnes qui soutiennent notre action sont des institutions, des associations ou des ONG, des jeunes. Nous avons mis environ deux mois à préparer l'action. La population visée était les garçons, les filles et les adolescent(e)s.

Enseignants, éducateurs, volontaires adultes, parents, maîtres d'écoles, travailleurs sociaux, organisateurs communautaires, jeunes volontaires ont également participé à la préparation de l'action.

L'organisation compte sur des contributions financières obtenues auprès de la communauté locale. L'endroit est surtout peuplé par des pauvres, donc les ressources financières sont très faibles.

Les différentes étapes de notre action ont consisté à l'identification des besoins (à travers l'élaboration de questionnaires ; de sondages ; d'entretiens individuels ; d'entretiens de groupes), à l'éducation (éducation parentale, éducation des enseignants, éducation des jeunes); à la préparation de supports éducatifs par les jeunes, par les adultes (habitants de la localité, parents); à la mise en place d'un groupe de travail (groupe d'adultes, groupe de jeunes) ; l'émergence et l'exécution des projets par les jeunes et par les adultes. Les buts et les raisons de notre action étaient le développement d'une approche critique, l'amélioration de la communication, le respect de soi et des autres.

L'éducation civique vise à la sensibilisation du groupe, à la participation des jeunes à l'action préventive, à l'établissement d'un lien social. L'information et la sensibilisation portent sur la prévention primaire des drogues. Plus spécifiquement sur l'héroïne; le Sida; l'hygiène et la santé; toutes les formes d'exclusion; la violence. En ce qui concerne l'amélioration de l'environnement, elle porte sur la réduction des facteurs de risques en rendant accessibles les activités sportives et les activités culturelles.



Comme supports nous avons utilisé les journaux, les livres, les affiches, la télévision, les brochures personnelles, la radio, le théâtre selon une création personnelle, des récits personnels, des jeux de rôles personnels. Nous avons conduit nos actions d'éducation préventive dans les écoles, locaux associatifs, mosquées et des lieux divers. La plupart de nos partenaires sont des garçons et des filles qui étudient dans des collèges avec des activistes/membres de la *Rifahi Committee*.

Nous travaillons pour assurer l'éducation préventive ; assurer une atmosphère sociale saine; éliminer les tentations pour l'abus de drogues; décourager la consommation de tabac; le traitement des drogués; la réhabilitation psychique et sociale des adultes. Nous avons rencontré des difficultés du fait que des trafiquants de drogues ont proféré des menaces directes ou indirectes à l'encontre des membres de l'équipe. C'était difficile de maintenir un bon contact avec des toxicomanes qui refusaient parfois de nous écouter. Susciter des changements d'attitudes parmi les membres des différents segments de la société a été une tâche difficile. Des contraintes financières ont également nui aux déroulements de nos activités.

L'action d'éducation préventive a été très profitable pour le chef de famille qui était devenu toxicomane : de fortes dépenses afin de répondre à ses besoins de drogues ont augmenté les difficultés de la famille. Une persuasion persistante a fini par l'inciter à se joindre à notre programme de prévention et finalement, il a abandonné l'héroïne.

Le rétablissement du chef de famille dans son rôle et le retour au cours normal de la vie ont influé de manière agréable sur toute la vie familiale. Les enfants ont eu à l'égard de la cellule familiale, de l'amour, de l'affection et des attentions. Au lieu d'errer sans but dans le village, les enfants ont commencé à étudier de bon coeur. La fille, durant ses temps de loisirs s'est mise à fréquenter le *Rifahi Literacy and Skill Training Center*, notre association.

Nous avons entrepris une évaluation à travers des entretiens individuels et des entretiens de groupe de la population cible.

Les gens ont admis l'utilité de ce programme et ont recommandé sa poursuite à plus grande échelle. La plupart du temps, les gens ont coopéré pendant la phase d'évaluation. Le programme de réhabilitation sociale et psychique d'IPMYDA est maintenu, il a les potentiels de rendre une société confiante et libérée de drogues dans la région touchée par l'opération.

Deux raisons m'ont poussée à entreprendre cette action: d'abord mon frère était devenu toxicomane, aussi je voulais sauver les autres de la déchéance ensuite par tempérament, j'aime m'investir dans du travail social et souhaite oeuvrer pour le soulagement des misères de l'humanité.

J'ai diffusé la Charte «Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» en initiant un programme à large échelle : des personnes et des organisations de tous les milieux ont été sollicitées. J'ai distribué des copies parmi des étudiants, des institutions éducatives, des organisations de développements sociaux, les activistes sociaux et politiques, les clubs de jeunesse, etc. J'ai commencé la distribution avec des étudiants dont l'aide ainsi que la collaboration des membres réguliers de l'équipe d'IPMYDA ont permis à mon travail d'avancer.

Nous pensons lancer un programme compréhensif à propos de la Charte pour mener à bien notre travail. L'organisation continue à élaborer un plan d'action régulier au cours de rencontres.

De jeunes gens intelligents ont bien reçu et apprécié la Charte et espèrent faire partie du plan de travail élaboré à partir de la Charte.



Nos suggestions pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré de drogues et nos commentaires sont que la Charte devrait être rendue publique à grande échelle. On devrait demander aux gouvernements de légiférer dans le sens de son principe et des programmes éducatifs, récréatifs, de réhabilitation sociale devraient être élaborés et mis en application.



## PARAGUAY, Asuncion

---

**Martinez Gustavo - 25 ans**

*« Récemment les fournisseurs de drogues ont même fait leur apparition à l'entrée des écoles, en particulier, celles qui fonctionnent le soir. »*

Dans la ville, 80% de la population appartient à la classe moyenne, avec les caractéristiques suivantes : le père a un métier (mécanicien, électricien...). La mère est au foyer ou enseignante et il y a trois à cinq enfants par famille. On peut noter dans certains cas que les grands-parents vivent également sous le même toit. C'est une région desservie par de grandes routes internationales (villes frontalières). Les villes où nous avons mené nos actions sont reliées entre elles par des routes en terre ou pavées, à l'exception de quelques localités dont l'accès est difficile en raison des intempéries.

Les journées d'atelier d'éducation préventive auxquelles participent des représentants de chaque région, sont réalisées au niveau du département. La participation des enfants est effective dans les différentes réunions, nous ne pouvons que nous en réjouir.

Les jeunes qui étudient le matin, se lèvent à 5h30. Très souvent, ils ne prennent pas de petit déjeuner, il faut environ quarante à cinquante minutes pour se rendre à l'école. Vingt-cinq à trente élèves composent une classe dans les écoles privées, alors que dans le secteur public, on compte trente-cinq à quarante élèves par classe. Les cours se terminent à 11h30, et les élèves sont chargés de tâches scolaires pour le lendemain. Il existe un deuxième tour d'études, l'après-midi durant trois heures. Un très petit pourcentage d'élèves bénéficie du transport scolaire.

Un aspect positif, c'est que le temps mis par les jeunes pour se rendre à l'école et le temps passé à l'école les empêchent de faire des bêtises. L'inconvénient réside chez les jeunes qui doivent en plus travailler pour payer leurs études. Quant aux jeunes qui viennent des zones rurales aux zones urbaines pour étudier, ils se trouvent désorientés par les différents modes de vie pratiqués dans les villes. Ils sont attirés par des distractions nouvelles comme la fréquentation de discothèques, de pubs, des maisons de rendez-vous. Récemment les fournisseurs de drogues ont même fait leur apparition à l'entrée des écoles, en particulier, celles qui fonctionnent le soir.

Les jeunes ont également à leur disposition des clubs de sport, des activités favorisant des rencontres entre jeunes de différentes écoles. Les activités culturelles présenteraient plus d'intérêt s'il s'agissait d'inviter les jeunes à participer à un concert de rock, plutôt que de les inviter à contempler une œuvre d'art.

On a constaté ces dernières années une tendance chez les jeunes à se réunir dans des centres commerciaux, dans les stations service ou dans certaines rues. Les plus âgés d'entre eux arrivent avec leurs voitures pour essayer leurs équipements sonores. En ce qui concerne les filles, elles partagent le même intérêt pour les activités des garçons. Elles se réunissent quelquefois chez elles pour célébrer un événement familial. Certains jeunes se consacrent également à des activités de volontariat au sein d'associations, du milieu scolaire ou des comités de voisins. Ces activités ont lieu le week-end, quelquefois à partir du vendredi.





La définition que je pourrais donner de la santé est qu'il s'agit du bien être psychologique, physique, mental et spirituel, mais pour la plupart des gens, il s'agit seulement de santé physique.

Dans notre région, il y a fréquemment des épidémies telles que la grippe, les infections de la peau, les migraines et poussées de fièvre. Les bouleversements climatiques et des inondations favorisent l'apparition de problèmes du système respiratoire, circulatoire et immunitaire. Il y a dans notre communauté une augmentation de maladies sexuelles transmissibles, et du Sida.

Pour moi, la drogue est une substance psychotrope qui introduite dans l'organisme provoque un changement de comportement chez l'être humain. Dans notre communauté et d'après certaines études de professionnels, il existe parmi les personnes âgées de plus de vingt ans, une pharmacodépendance ainsi qu'une dépendance au tabac et à l'alcool. Quant aux jeunes de moins de vingt ans, il y a une dépendance à la cigarette ainsi qu'à la marijuana. En dernier lieu, il y a les enfants de huit à neuf ans, victimes de l'inhalation des substances. La situation est alarmante, en ce qui concerne ces substances, depuis ces dernières années tant dans les écoles de banlieues pauvres autour de la capitale que dans celles à l'intérieur du pays. La colle du cordonnier et l'essence sont aussi consommées dans la rue par les enfants écoliers, cireurs de chaussures, nettoyeurs de vitres, vendeurs de journaux et de bonbons, tous marchands ambulants.

Nous avons coordonné un programme d'éducation préventive, *Joven a joven para valorar la vida* (les jeunes s'adressent aux jeunes pour valoriser la vie) : programme soutenu par l'UNESCO dans sept villes importantes du pays. Nous avons également organisé un congrès national à Asuncion qui a rassemblé plus de cent jeunes. Le programme «Joven a joven» a réuni en moyenne cinquante participants par jour, notamment des bénévoles et responsables de prévention. Ce programme s'est appuyé sur une méthode fondée sur la participation à des jeux, permettant aux jeunes d'exprimer une grande créativité et une forte préoccupation à l'égard du fléau des drogues.

D'autres actions préventives ont été menées à bien à l'occasion du projet «pour une jeunesse libérée des drogues». Enfin, pour renforcer les associations de jeunes situées dans dix localités différentes, des programmes fondés sur le développement du leadership, l'utilisation des jeux de rôles, de stratégies basées sur la participation et du travail de groupe ont été mis en place.

En ce qui concerne, la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues», ma première activité a été d'envoyer un rapport détaillé aux différentes institutions de mon pays qui m'ont appuyé pour participer à la rencontre des jeunes au siège de l'UNESCO à Paris. Le représentant des Nations Unies, le consultant à l'Ambassade de France, le Ministre de l'Éducation et de la Culture, la Vice-Ministre de l'Éducation, le Vice Ministre de la Jeunesse ont appuyé la Jopacad pour la diffusion de la Charte.

Nous avons collecté les signatures des élèves dans toutes les écoles où nous avons mis en place nos programmes avec le ministère de l'Éducation et de la Culture. La dernière collecte a été réalisée pendant le 21<sup>e</sup> Congrès National de Jopacad les 21, 22 et 23 août 1998. A chaque occasion il y a eu des personnes désireuses de diffuser la Charte, elle a donc été diffusée dans tous les coins du pays.

Il y a une question que nous nous sommes posés : que devient la Charte? Nous avons perdu sa piste depuis l'Assemblée Générale en juin dernier. Nous reconnaissons que la prise de conscience de la Charte au niveau mondiale est lente et parfois difficile, mais nous faisons tout notre possible pour qu'elle soit connue et soutenue.



## PÉROU, Lima

---

**Coloma Rios Evelyn de Carmen - 18 ans**

*« 90 % des jeunes interrogés qui participent à nos activités, pensent que le sport est la meilleure alternative pour une vie saine, sans gaspiller leur temps avec des vices comme l'alcool ou le tabac. »*

**M**on projet est une initiative personnelle, car il n'existe pas d'organisation non gouvernementale (ONG) dans ma ville. L'action a lieu à Lima, au Pérou dans un quartier modeste où les habitations sont construites de plain-pied. Les familles composées de trois ou quatre enfants en moyenne travaillent toute la journée. Les habitants se rendent aux marchés populaires pour faire leurs courses et se déplacent par l'intermédiaire des transports publics.

Je vais vous présenter une famille modeste, qui ne dispose que du minimum pour vivre. L'habitation est de plain-pied, construite avec des matériaux nobles. Elle est composée de trois pièces : dans la première dorment les parents, dans la deuxième, les deux filles et dans la troisième, le garçon. Il y a également une salle de bains. L'habitation est petite par rapport à la taille de la famille.

Les parents sont enseignants et travaillent l'après-midi dans un lycée et le matin dans une école privée. Leur journée se termine à 18h00. Ils utilisent les transports publics et consacrent une heure de leur temps pour se rendre sur leur lieu de travail. Quant aux enfants, deux filles et un garçon, l'aîné poursuit des études de génie informatique dans une université d'État. Les deux filles sont encore à l'école, utilisent les transports publics et prennent en charge les tâches ménagères. L'aînée des filles, Maria, a quatorze ans est en deuxième année de secondaire dans un lycée; elle a une heure de transport pour se rendre de son domicile au lycée, ses horaires scolaires sont de 8h à 13h 30. Il y a cinquante élèves dans sa classe, elle a beaucoup de travail scolaire à faire à la maison une fois qu'elle a fait la cuisine et le ménage. Elle a des difficultés en mathématiques.

Malgré le peu de temps qu'elle consacre à ses études, elle fait beaucoup d'effort pour progresser. Elle étudie tard dans la nuit parce qu'elle souhaite améliorer sa situation et celle de sa famille sachant que si elle reçoit une bonne formation professionnelle, elle aura une meilleure habitation et une vie meilleure également. Son frère l'aide parfois en mathématiques, ses parents ne peuvent pas l'aider parce que leur spécialité est littéraire. Le frère, universitaire, aime jouer au football avec ses amis pendant le week-end et les vendredis ou samedis, il aime aller à des réunions avec ses amis. Maria sort très peu à cause de son travail scolaire et des tâches ménagères. Parfois elle va avec ses amis au cinéma ou elle fait du lèche-vitrines.

Les enfants ne jouissent pas de la meilleure santé qui soit; ils n'ont pas une alimentation équilibrée et manquent de vitamines. Il y a beaucoup de maladies respiratoires à cause des conditions climatiques (humidité) et l'absence d'une bonne alimentation entraîne des cas d'anémie et de malnutrition à divers niveaux.

Pour moi la drogue est une substance qui provoque une altération dans l'organisme (un des systèmes du corps humain). Alcool, tabac, cocaïne, marijuana sont consommés par quelques adultes, les plus jeunes consomment des produits solvants.



«Notre objectif: vivre sans drogues» relève d'une initiative personnelle avec la collaboration des jeunes et de trois amis de l'université qui sont des professionnels, il s'agit de deux psychologues et d'un enseignant.

Il a été difficile d'harmoniser tous les points de vue sur l'action à réaliser mais on a réussi à concrétiser les idées pour en obtenir une seule et effectuer la prévention des drogues à travers le sport et la culture. Nous nous faisons connaître en distribuant des tracts sur les activités à réaliser avec et par les jeunes. Les animateurs réalisent leur travail de prévention avec le désir d'aider les autres. Leurs activités sont bénévoles et ils se déplacent à leurs propres frais. Afin d'obtenir des fonds pour leurs activités sportives et culturelles, les animateurs organisent des ventes de boissons et de friandises. Les activités alternatives à la consommation des drogues sont importantes et positives pour les jeunes de douze à vingt-cinq ans.

Avec notre action, nous essayons de montrer aux jeunes qu'il existe d'autres moyens pour s'amuser et passer un bon moment en pratiquant des activités sportives et culturelles, au lieu de consommer des drogues assez répandues comme l'alcool et le tabac.

D'après la famille présentée, les activités sportives ont resserré les liens familiaux. Le fait d'accompagner les enfants et de les encourager lors des championnats, spécialement les week-ends quand ils sont tous en train de se reposer de leurs études et de leur travail est une occasion de partager des moments agréables.

Le fils aîné considère le sport comme une activité très importante et saine et cela lui a permis de se faire davantage d'amis. 90% des jeunes interrogés qui participent à nos activités, pensent que le sport est la meilleure alternative qui soit pour une vie saine et les empêche de gaspiller leur temps avec des vices comme l'alcool ou le tabac.

Nous espérons que la plupart des jeunes se sentent bien en pratiquant les activités culturelles et sportives et n'accordent plus d'importance à l'alcool, au tabac ou à d'autres drogues. Le fait d'avoir organisé et dirigé ce projet m'a apporté beaucoup de satisfaction, il n'est pas nécessaire de consommer des drogues pour s'amuser seul ou avec des amis, il existe d'autres alternatives plus saines tels que les loisirs.

Nous avons présenté la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues», aux jeunes qui participent à nos activités, dans les universités, les quartiers défavorisés et les écoles. On a confié une copie de la Charte aux délégués des classes de dernières années dans les lycées. En ce qui concerne les universités, ce sont les animateurs qui expliquent la Charte aux étudiants des diverses facultés.

La démarche consiste à expliquer le contenu de la Charte et à encourager les jeunes à participer dans des championnats afin de les désintéresser des drogues. La Charte a reçu un accueil très positif; les jeunes sont fiers que se soient des jeunes qui expriment leurs opinions et souhaitent vivre dans un monde libre des drogues, il est très important pour eux d'être écoutés.

Les animateurs des jeunes font la collecte des signatures pour le soutien de la Charte. Des signatures ont été collectées lors des événements sportifs et culturels.

Il me semble que le fait que ce soit les jeunes eux-mêmes qui proposent un monde libéré des drogues confère à la démarche une réelle signification. En ce qui concerne notre organisation, ce sont également les jeunes qui proposent des actions en direction d'autres jeunes.



## TOGO, Lomé

---

**Kouma Ayao - 17 ans**

*«Parfois les loisirs deviennent une obsession pour certains citoyens à telle enseigne que s'ils n'ont pas d'argent, ils se livrent à des activités louches pour en obtenir comme la vente illicite de drogues ou la prostitution. »*

**N**otre centre d'opérations est la ville de Lomé, capitale du Togo. Cette ville est située sur le littoral et a une population d'environ 1 700 000 habitants. C'est une ville limitrophe à l'ouest de Aflao, une ville frontalière entre le Togo et le Ghana.

Elle abrite le plus grand marché du Togo (Assigâmé) et un port autonome qui dessert les pays enclavés (Burkina Faso, Mali, Niger). Ce port facilite les transactions sous régionales et constitue une plaque tournante pour le commerce.

Nous menons notre action de prévention dans le quartier de Agoe-Nyivé : une banlieue de Lomé, située à seize kilomètres de Lomé. Deux marchés locaux (le marché Atranvé et le marché Assiyéyé) sont situés de part et d'autre de l'axe principal Lomé-Dapaong. Les deux marchés constituent les lieux de commerce de produits essentiellement agricoles.

Agoe-Nyivé a une population plutôt importante. Elle abrite plus de la moitié des fonctionnaires de Lomé.

La famille Adjahlin représente une famille type du quartier où nous agissons et habite Fidokpui (Agoe-Nyivé). Elle est composée d'une cinquantaine de personnes. Les membres vénèrent la chaise ancestrale (*Tagbui Zikpui*). L'agriculture constitue leur activité dominante: ils vont aux champs du matin au soir avec une pause à midi. Ils y vont à bicyclette et surtout à pied. Les moments privilégiés de la vie familiale sont les fêtes après les récoltes et les week-ends pour les funérailles.

Les difficultés rencontrées sont les maladies, la pauvreté et l'analphabétisme.

La famille Adjahlin occupe une grande bâtisse construite en argile et couverte de paille. Le manque d'espace entraîne une promiscuité : la même chambre sert à la fois de cuisine et de chambre à coucher.

Komlan est l'un des dix enfants scolarisés. Après le réveil du matin, il prend le petit déjeuner dont le menu est composé de pâte de maïs et de sauce de gombo. Il se lave ensuite et part pour l'école située à sept lieues à la ronde. A midi, il revient à pied pour repartir dans l'après-midi après avoir pris un repas consistant. Le soir, il se livre à diverses activités: faire des commissions, animer de petits débats sur la vie du village, ensuite il dîne, apprend ses leçons et va se coucher.

Komlan est content de vivre avec ses parents. Il est aussi heureux de sa scolarisation même s'il souffre d'un manque de moyens. Il manque aussi de moyens de transport, de moyens financiers et de lieux de loisirs modernes.

Kossi, un autre membre de la famille Adjahlin, aime le football, la musique traditionnelle, les parties de pêche et de chasse, la fabrication de paniers, les veillées traditionnelles, les contes, les danses traditionnelles.

Afiwa Adjahlin participe à des veillées traditionnelles de danses, de contes, de devinettes. Les rares fois où la municipalité organise une projection de films dans le quartier, elle y assiste avec joie.



Les jeunes de Lomé âgés de quinze à trente ans aiment fréquenter les boîtes de nuit, les bars, les salles de cinéma, les plages, ceci de jour comme de nuit. Ils aiment jouer aussi au football en fin de semaine. Ils sont souvent constitués en équipes de quartier, en associations.

Il n'y a pas d'encadrement officiel pour les loisirs des jeunes. Les moyens de transport pour la jeunesse font cruellement défaut. Par manque de moyens financiers, beaucoup de jeunes n'ont pas de loisirs. Ceci devient une obsession pour certains citoyens à telle enseigne que s'ils n'ont pas d'argent, ils se livrent à des activités louches pour en obtenir comme la vente illicite de drogues ou la prostitution.

Je pense que la santé peut se définir sur deux plans : physique et psychologique. Du point de vue physique, la santé se définit comme un ensemble de dispositions qui permet un bon fonctionnement de l'organisme. D'un point de vue psychologique, il faut tenir compte de l'environnement puisqu'il contribue à l'équilibre psychique de notre personne. Les principaux problèmes de santé dans notre ville sont le manque d'hygiène, la pauvreté, le manque d'infrastructure, le manque d'information et la sous-alimentation.

La drogue est une substance toxique dont la consommation par voie orale ou veineuse est nuisible à l'organisme. Ici les hommes consomment du cannabis, de la cocaïne, de l'alcool et du tabac; les femmes, les jeunes garçons et les jeunes filles, de l'alcool et des cigarettes.

Notre action s'appelle «Sensibilisation et Prévention contre les méfaits des drogues». Elle fait partie de la Fédération Togolaise des Associations et Clubs UNESCO (FTACLI) qui est à l'origine de notre action et qui a été créée après le constat du surmenage des jeunes et de la délinquance dans la ville. Nous avons mené notre action pendant quatre mois avec d'autres associations et des adultes bénévoles. Nos moyens financiers proviennent de contributions de volontaires. Nous avons tout d'abord analysé des questionnaires, animé des entretiens de groupe, formé des enseignants, des jeunes, construit des outils avec les jeunes, constitué des groupes de décideurs, de jeunes, réalisé des projets avec les jeunes. Nous avons orienté cette action sur le développement personnel, le développement d'un regard critique, sur une prise de conscience personnelle, l'amélioration de la communication et le respect de soi et d'autrui. Nous avons fait de la prévention primaire, secondaire, et tertiaire sur les drogues, les MST et le Sida. Nous essayons de diminuer les facteurs de risques par la mise en place d'activités sportives et culturelles. Nous avons utilisé des brochures et des témoignages, créé des affiches, des pièces de théâtre, des concerts, des jeux.

Nous avons mené les actions dans les établissements scolaires, les locaux associatifs, les discothèques, les bars et les églises. Nous étions en partenariat avec l'ATBEF (Association Togolaise pour le Bien Être Familial), le PNLIS (Programme National de Lutte contre le SIDA/NST), Arc-en-Ciel, Croix bleue, EMP/EVF.

Nous avons animé des causeries dans dix établissements de la ville de Lomé, dans les ateliers d'apprenties coiffeuses et apprentis mécaniciens à Lomé et dans trois villages dans la banlieue d'Agoo-Nyivé. Nous avons présenté des sketches à la télé-loisirs et une pièce de théâtre intitulée «Parole de Fou» à la télévision togolaise dans laquelle j'ai tenu le rôle principal. Nous avons fait de la sensibilisation et des saynètes dans les quartiers d'Agoo-Nyivé avec l'Association «Croix bleue». Les difficultés que nous avons rencontrées sont le manque de moyens de transport, de sonorisation ainsi que des problèmes financiers.

Après quelques mois de notre action, il y a eu des changements dans la famille Adjahlin. Les jeunes ont choisi leurs loisirs, ont pris conscience du fléau et sont





devenus conseillers auprès d'autres jeunes. Nous avons pu constater un changement d'attitude chez les jeunes. Après avoir été intraitables, ils sont devenus plus conciliants et ont vécu une prise de conscience de la situation. Les fumeurs refusent maintenant de fumer et considèrent les drogues et le Sida comme ennemis Numéro Un de la société. Nous avons rencontré des tracasseries administratives. Nous espérons étendre notre action sur tout le territoire et rêvons d'une société libérée des drogues.

Je me suis impliqué personnellement dans cette action pour que les autres deviennent comme moi, qu'ils évitent les drogues et le tabac, qu'ils s'informent pour former les autres.

Je suis très motivé pour diffuser cette Charte des jeunes que je trouve salvatrice pour ce «21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues». Il se trouve que les moyens sont très limités parce que j'ai voulu associer de nombreux camarades (convertis), mais ils sont aussi démunis que moi. Je serais vraiment très malheureux si ce projet restait lettre morte.

Nous avons diffusé la Charte auprès des établissements scolaires. En dépit de mes moyens limités, j'ai eu des entretiens d'abord avec le corps professoral (plus de soixante-huit professeurs), ensuite avec les responsables de classes et les adjoints de notre lycée. J'ai affiché une copie sur notre tableau d'affichage puis j'ai envoyé d'autres copies à d'autres établissements, enfin j'ai procédé par causeries individuelles, par groupe de cinq ou dix personnes.

J'ai présenté la Charte aux jeunes des clubs UNESCO de Lomé lors de la journée mondiale contre le tabagisme, le 31 mai dernier à notre siège. Une émission est en préparation à la télévision et à la radio afin de toucher tous les jeunes sur toute l'étendue du territoire au même moment. La Charte a été bien accueillie par les jeunes scolarisés. Avec quelques camarades, j'ai recueilli les signatures de soutien à la «charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues» dans les établissements scolaires.

Je pense que le gouvernement doit prendre des décisions allant dans ce sens, l'interdiction pure et simple de la consommation des stupéfiants. Il faut une publicité honnête dans les médias c'est-à-dire montrer le côté positif et négatif des stupéfiants. Une taxe lourde sur les cigarettes permettrait d'encourager financièrement les associations luttant contre le tabagisme.



## TUNISIE, Tunis

---

**Gazze Karima - 25 ans**

*« Le jeune a beaucoup apprécié l'initiative de pouvoir parler de la drogue afin de promouvoir la prévention contre l'abus des drogues. Il a même participé à l'animation de quelques séances. Il pense tout de même que la lutte contre la drogue reste l'affaire de la police. »*

**N**ous menons notre action de prévention dans la capitale, Tunis, ville urbaine touchée par l'exode rural de familles entières à la recherche de travail. Nous agissons dans plusieurs quartiers à niveaux socio-économiques différents. Nous avons particulièrement travaillé dans un quartier défavorisé, peuplé en majorité par des familles issues de l'exode rural et dont le niveau socio-économique est médiocre.

La famille type est composée d'un père travaillant occasionnellement, d'une mère femme de ménage dans une société privée et de quatre enfants. L'aîné est un garçon au chômage, son niveau d'études correspond à la première année scolaire du secondaire. Les trois autres enfants sont des élèves du niveau primaire : deux sont en première année et un est en seconde année. Cette famille vit dans un deux-pièces comportant cuisine et toilettes. Un des enfants de cette famille a quinze ans, il est élève en septième année de base dans un collège situé à trois kilomètres de chez lui. Il y a trente-sept élèves dans la classe. Il se lève tôt pour aller au collège et met trois-quarts d'heure pour y arriver par le bus. Lorsqu'il rentre pour déjeuner, il est seul, donc livré à lui-même. Il dispose de peu de temps pour faire ses devoirs et personne ne peut l'aider. Le soir, il dîne avec toute sa famille. Les loisirs de ce jeune garçon se résument en séances d'éducation physique dispensées dans le cadre de son collège et en football dans les rues de son quartier. Quant à sa sœur, elle ne dispose pas de loisir. Elle aide sa mère à faire le ménage. Pour ses parents, sa place est très circonscrite : elle ne doit pas sortir des normes sociales.

Dans la ville où nous menons notre action, il y a les maisons de jeunes et de la culture qui proposent différentes activités (musique, théâtre, danse). Les lycées et collèges proposent des clubs (clubs de musique, dessin, santé, environnement). Ces activités sont malgré tout insuffisantes pour ces jeunes qui se heurtent à des problèmes financiers ainsi qu'à des problèmes de transport pour se rendre sur les lieux de ces activités culturelles et de loisirs. L'infrastructure de ces activités est à améliorer et le matériel à moderniser.

La définition de la santé que je pourrais donner est celle d'un bien-être physique, mental et social. Les problèmes de santé dans notre ville sont de plusieurs types : les fléaux sociaux (tabagisme, drogue illicite), les problèmes psychiques (le stress), les maladies cardio-vasculaires et le diabète. La drogue est une substance naturelle ou synthétique qui agit sur l'organisme d'un sujet en modifiant ses sensations et son comportement.

Notre action s'appelle «Éducation préventive contre l'abus des drogues». Nous faisons partie de l'association «Jeunesse Scolaire» qui est à l'origine de notre action locale. C'est parce que nous avons repéré une propagation du tabagisme chez les jeunes et les femmes, ainsi qu'une propagation de la consommation d'alcool et de



solvants organiques, que nous avons entrepris notre action dont l'élaboration a nécessité huit mois. La population ciblée était des adolescent(e)s, des hommes et des femmes dans une tranche d'âge de 12 à 45 ans. Nos partenaires étaient des décideurs politiques locaux, des professeurs, des médecins, des psychologues, des éducateurs, la police et la gendarmerie, des chefs d'établissements et des animateurs. Nous avons été aidés financièrement par l'UNESCO.

Notre action a débuté par une recherche des besoins grâce à la préparation de questionnaires, par des enquêtes et l'animation de séminaires de formation. Puis nous avons formé des enseignants, des jeunes ainsi que des animateurs des maisons de Jeunes et de Culture. Nous avons construit des outils grâce à des professionnels. Nous avons constitué des groupes de décideurs, de professionnels et de jeunes. Des projets et réalisations ont émergé grâce aux jeunes et aux professionnels. Nous avons pour objectif l'épanouissement personnel à travers le développement d'un regard critique, la prise de conscience personnelle, l'amélioration de la communication ainsi que le respect de soi et d'autrui. Nous voulons éduquer à la citoyenneté par une prise de conscience collective, l'implication des jeunes dans des actions de prévention (groupe de pairs) et par la création du lien social. Nous informons et sensibilisons grâce à une prévention primaire sur les MST, le Sida, les questions d'hygiène, la santé globale, la solidarité afin d'éviter tout type d'exclusion et la violence. Nous essayons d'améliorer le cadre de vie par une diminution des facteurs de risques en mettant en place des activités sportives, culturelles...

Nous avons mené nos actions dans les établissements scolaires, les locaux associatifs, et dans les maisons de Jeunes et de Culture. Nous avons eu pour partenaires le ministère de la Jeunesse et de l'Enfance, le ministère de la Santé Publique, le ministère de l'Education Nationale.

Cinq actions ont été menées :

- une enquête CAP, nous a permis de connaître les attitudes adoptées par les jeunes ;
- des séances d'informations, de sensibilisation de groupe de jeunes;
- Informations, Éducation, Communication (IEC) des jeunes à travers les clubs de santé dans les établissements scolaires, universitaires, de formation professionnelle et des maisons de cultures;
- des formations d'animateurs des clubs sportifs de santé;
- une formation d'un groupe d'étudiants comme éducateurs relais ;

Nous avons manqué de supports éducatifs et audiovisuels pour l'élaboration de ces actions, ce qui nous aurait permis de faire «passer» l'information d'une manière plus accessible aux jeunes adolescents et notre budget ne nous a pas permis de former assez d'animateurs. Trois des enfants de la famille ont participé aux séances de EPLS de groupe dans la Maison de Jeunes du quartier et aux séances d'information, d'éducation et de communication dans les Clubs de santé. Cette famille ne nous a pas donné un avis permettant d'apprécier les répercussions de notre action. Le jeune qui a participé, a beaucoup apprécié l'initiative de pouvoir parler de la drogue afin de promouvoir la prévention contre l'abus des drogues. Il a même participé à l'animation de quelques séances. Il pense tout de même que la lutte contre la drogue reste l'affaire de la police.

Nous avons procédé à une évaluation de notre action à l'aide de questionnaires et d'entretien de groupes. Nous avons constaté lors de notre action que les jeunes s'ennuient, ne s'intéressent pas au sujet de la drogue parce qu'ils pensent que cela n'est pas leur affaire. Il y a tout de même une grande adhésion de la part des jeunes



stagiaires dans les centres de formation professionnelle qui mènent des actions de Prévention/Information/Sensibilisation auprès des jeunes.

Nous avons rencontré des difficultés à propos de la disponibilité des jeunes et avons manqué d'animateurs. Les familles se sont peu impliquées dans cette lutte parce qu'elles considèrent encore que le sujet de la drogue est tabou. Nous avons le projet d'essayer d'impliquer la famille et de former des jeunes «pairs» pour promouvoir nos actions.

La toxicomanie est un risque potentiel en Tunisie. Son évolution, son ouverture socio-économique ont rendu notre pays de plus en plus concerné par les réseaux de trafic. Il est aujourd'hui confronté à des problèmes d'usage et de distribution. L'information et la sensibilisation sont les deux principaux actes de lutte de la prévention.

Pour notre action nous avons eu recours à différents ouvrages : une brochure du ministère de la Santé Publique de Tunisie (Direction de Médecine Scolaire et Universitaire) pour les animateurs de Clubs de Santé; le journal officiel (renseignements sur les lois) et des dossiers techniques des conférenciers.

Nous avons entrepris une diffusion de la Charte avec le ministère de la Santé Publique et le ministère de la Jeunesse et de l'Enfance. A l'occasion de manifestations multiples, entre autres des séminaires de formation en matière de lutte contre la toxicomanie, nous l'avons diffusée auprès des maisons de Jeunes et de Culture, des établissements scolaires et universitaires, ainsi qu'auprès des ONG. Notre organisation a été un élément moteur lors de la célébration de la journée mondiale de la lutte contre l'abus de drogues : la participation active des jeunes dans l'organisation d'un forum «Jeunes et Drogues» qui s'est tenu le vendredi 26 juin 1998 au complexe sportif et culturel d'El Meneh et auquel plusieurs organismes nationaux ont participé en témoin.

C'était une occasion pour diffuser et distribuer la Charte ainsi que pour recueillir des signatures de soutien.

Notre organisation nationale a organisé une journée pilote à Berj le 20 juillet 1998 : «Ensemble pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues, des MST et du Sida». Outre le ministère de la Santé Publique et celui de la Jeunesse et de l'Enfance, d'autres organisations ont participé à cette manifestation qui a été pour nous une occasion de diffuser et de distribuer la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues».

Les jeunes ont vraiment apprécié les différentes composantes de la Charte. Notre ONG, le ministère de la Santé Publique, le ministère de la Jeunesse et de l'Enfance se sont chargés du recueil des signatures. La Charte a été distribuée au début de chaque manifestation et nous avons recueilli les signatures au moment de la clôture. Nous avons été dans tous les lieux qui rassemblent la jeunesse (institutions publiques, privées, ONG, départements).

Nous proposons pour l'avenir de renforcer la prévention primaire en intégrant dans les programmes scolaires des modules d'éducation préventive.



## ZIMBABWE, Gweru

---

**Frankis Sarah - 18 ans**

*« La plupart des gens devraient être éduqués et sensibilisés quant aux effets des drogues illicites. L'éducation devrait commencer à l'école primaire. On devrait enseigner aux personnes comment réagir au stress et aux frustrations. »*

**G**weru est la troisième plus grande ville du Zimbabwe. Elle est très propre et les habitants sont très chaleureux parce que c'est une petite ville. Les gens achètent la plupart des produits au Central Travail District où se trouvent les magasins, les arcades commerciales, les grossistes. Une usine de chaussures, Bata, y procure du travail à la plupart des habitants de la ville. On y trouve également une variété de petites et grandes industries. Gweru a une réserve de chasse. Deux réservoirs fournissent l'eau à cette ville multiraciale très paisible.

Nous menons nos activités de prévention dans une banlieue à forte densité qui connaît beaucoup d'activités criminelles, un taux élevé de chômage ainsi qu'une forte population d'individus non éduqués des deux sexes. L'air et l'eau y sont fortement pollués.

Une famille typique comprend un père, une mère et des garçons et filles d'âges différents. Le père travaille dans une usine de la localité. La mère est femme au foyer. Les enfants fréquentent une école primaire locale à Gweru, la CJR. Pour se distraire, la famille rend visite à leur grand-mère qui habite dans une région rurale où l'on élève des troupeaux de bétail et cultive des plants tels que le maïs. La plupart du temps, le père est au pub de la ville. La mère cultive des légumineuses pour la vente. Ils habitent dans une banlieue à forte densité dans une maison à trois pièces.

L'enfant scolarisé passe six heures à l'école. Les enfants sont âgés de six et huit ans et fréquentent l'école primaire de la localité qui porte le nom de Cecil John Rhodes. Il y a de 45 à 50 élèves dans une classe. Les problèmes se manifestent dans les études, dans la mesure où l'on ne peut se procurer les ouvrages d'études nécessaires à cause de leur coût élevé.

Les jeunes peuvent se permettre de fréquenter l'école, de rencontrer des enfants différents et de s'éduquer. Les difficultés proviennent du fait qu'ils doivent marcher des kilomètres pour se rendre à l'école. Certains ne peuvent payer les frais de scolarité.

Durant ses loisirs, le garçon joue au football au stade local ou dans la rue. Il coupe le bois pour la famille. Le dimanche, il va à l'église. Durant la semaine, il va à l'école et regarde la télévision lorsqu'il en a l'occasion. Il peut se rendre à la boîte de nuit locale, *Vibrations*, à Mukoba.

La fille reste à la maison avec sa mère et l'aide dans les tâches ménagères. Elle peut jouer au netball avec ses amis de l'école. Elle peut regarder la télévision. Elle peut également se rendre à la boîte de nuit locale, *Vibrations* à Mukoba.

Les loisirs ne sont pas financièrement accessibles : la plupart des jeunes sont issus de familles pauvres.

La santé pour moi se rapporte à une personne qui dispose d'une bonne quantité de nourriture, c'est-à-dire, la quantité nécessaire d'aliments nutritifs et de vitamines





dont a besoin le corps humain. Un corps en bonne forme physique et un esprit clair. Les principaux problèmes de santé qui, à mon avis, ont une grande importance dans mon village sont: une quantité insuffisante de nourriture, c'est-à-dire d'aliments nutritifs et de vitamines, due à la pauvreté, le Sida, les maladies sexuellement transmissibles, le manque d'eau potable et le manque d'hygiène.

Le titre du projet est «Les Jeunes contre l'abus des drogues». Le nom de l'Association est le *Chaplin High School Unesco Club*. Les gens ont refusé de coopérer avec les personnes par pure ignorance: ils avaient peur d'être mis en prison. Nous avons mis huit mois ou plus, pour préparer le projet. La population visée était les adolescent(e)s. Enseignants, travailleurs sociaux et jeunes volontaires ont participé à la préparation de cette action. Pour l'instant, nous ne disposons pas de ressources financières.

Les différentes étapes de notre action ont consisté en : sondages, à la préparation de supports éducatifs par les jeunes, à la mise en place d'un groupe de travail composé de jeunes, à l'émergence et à l'exécution des projets par les jeunes. Les buts et les raisons de notre action étaient le développement d'une approche critique, le respect de soi et des autres.

L'éducation civique visant à la sensibilisation et à l'information autour des drogues s'est faite en particulier en ce qui concerne la cocaïne, les MST, le Sida. En ce qui concerne l'amélioration de l'environnement elle porte sur la réduction des facteurs de risques en rendant accessible les activités sportives et les activités culturelles.

Nous avons mené nos activités dans des écoles, des églises et des lieux divers. Nos partenaires sont: l'administration de la *Chaplin High School*; le bureau régional de l'UNESCO à Harare, au Zimbabwe.

L'activité entreprise consistait à prévenir les jeunes contre l'abus de drogues, à sensibiliser les jeunes aux différents effets causés par les drogues dans leurs corps et leur donner les raisons pour lesquelles ils ne devraient pas consommer de drogues. Les difficultés rencontrées étaient le refus des gens de participer ou des personnes qui donnaient des informations erronées ; des gens ne saisissant pas le but de l'action bien qu'il ait été mentionné; nous avons dû parcourir de longues distances à pied à cause du manque de fonds pour se déplacer en autocar.

Cette action a influé sur la famille parce que nous savons qu'elle mène une vie positive, libre de drogues et qu'elle est au courant des effets de l'abus de drogues. Elle a participé par l'intermédiaire des questionnaires. La fille de la famille a décidé de se joindre à un programme de réhabilitation pour enfants qui sont sujets à l'abus de drogues. Elle a également intégré un groupe de théâtre qui occupe presque entièrement ses loisirs, ce qui l'oblige à se tenir loin des drogues.

Nous souhaitons étendre ce programme à la population rurale. Nous voulons aussi nous concentrer sur les jeunes gens qui ont terminé l'école et s'apprête à entrer à l'université ou une autre institution située dans les villes où ils seront exposés à des choses telles que les drogues. Nous souhaitons les sensibiliser avant qu'il ne soit trop tard.

Je me suis personnellement impliquée dans ces actions d'éducation préventive parce que je voulais rester à l'écart des ennuis. Je pouvais les faire durant mon temps libre et en être fière. Je voudrais aussi que mes enfants aient un meilleur mode de vie dans un environnement sain. Je souhaite voir diminuer le nombre de toxicomanes dans notre communauté.

Pour la diffusion de la «Charte des jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré de drogues», nous avons débuté avec l'aide de l'école et le groupe de jeunes Méthodistes, la *Girls Christian Union* qui est une organisation à but non lucratif.



Nous l'avons distribuée aux femmes venues de tous les coins du pays pour assister à la conférence *Women in Development* (Femmes dans le développement), sponsorisée par le *Peace Corps* des États Unis, et aux écoles des alentours telles que la *Thornhill High School*.

Nous avons commencé en les incitant à avoir un Club UNESCO en se joignant au Projet des Écoles Associées. Nous leur avons présenté ce dont il s'agit et leur avons ensuite parlé de la Charte et de leur besoin de se joindre à nous pour lutter contre l'abus de drogues. Nous communiquons constamment et nous suivons leur progrès.

Nous avons organisé les deux programmes suivants :

1. un projet de sensibilisation et de prévention visant à éduquer la communauté ;
2. un programme avec à la base, l'éducation comme clé au succès et les effets des drogues sur votre vie sociale, destiné aux étudiants.

Parmi les jeunes, beaucoup étaient heureux d'entendre que nos dirigeants faisaient quelque chose pour lutter contre les drogues. Certains pensaient que nous étions en train de détruire leur marché futur, car ils rêvaient de devenir des trafiquants de drogues et de construire des empires comme la mafia ici au Zimbabwe. Plus de 90% des jeunes étaient heureux de nous apporté leur soutien.

Nous avons choisi des membres du Club ayant de la famille qui voyageait : nous leur avons expliqué la chose et ils ont ramené des signatures. Un enseignant nous a aidés. Nous nous sommes aussi rendus en ville durant les vacances, lorsque les élèves rentraient chez eux, et nous avons collecté des signatures.

Nos suggestions pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré de drogues et nos commentaires sont que la plupart des gens devraient être éduqués et sensibilisés quant aux effets des drogues illicites. L'éducation devrait commencer à l'école primaire. On devrait enseigner aux personnes comment réagir au stress et aux frustrations. Ceci peut se faire si nous nous unissons dans la lutte contre les drogues. C'est le chemin à suivre.



# C

## COORDONNÉES DES JEUNES PARTICIPANTS ET DE LEURS ONG RESPECTIVES



# I Coordonnées des Jeunes participants

## AYBAR Gabriel Mariano

581, calle Republica de Siria  
4 400 – Salta  
Argentine  
Tél. : 0054 87 31 8400

## Fondation Anpuy

493, avenue Sarmiento  
4 400 – Salta  
Argentine  
Tél. : 0054 87 21 2762  
Fax : 0054 87 31 8400

## GIBBONS Leoni

Senior Project Officer

Alcohol and Other Drug Programme  
Health Promotion Services  
189, Royal Street  
East Perth, WA 6004  
Australie  
Tél. : 0061 8 9222 2064  
Fax : 0061 8 9222 2088

## DE CLERCQ Saskia

15, Krommen Elleboog  
9000 – Gent  
Oost-Vlaanderen  
Belgique  
Tél. : 0032 09 / 221 95 15

## Leefsleutels, vzw – Clefs pour la Jeunesse, ASBL

63 rue Leopold II  
Boîte 3  
1080 – Bruxelles  
Belgique  
Tél. : 0032 2 421 67 20  
Fax : 00 32 2 421 67 29  
E-mail : LEEFCLEFS@club.innet.be

## MORALES QUISBERT Ruben Francisco

846, San Ignacio de Loyola / Villa Pabon  
8334 – La Paz  
Bolivie  
Tél. : 224734

## Fédération Nationale des Clubs et Associations

UNESCO de Bolivie  
Entre Ayacucho et Potosi  
(Vice Ministère de la Culture)  
8334 – La Paz  
Bolivie  
Tél. : 366961 – 314922  
Fax : 314921

## BISS Karen

326, Elphinstone Street  
S4R 3W6 – Regina  
Saskatchewan  
Canada  
Tél. : (306) 545 6713 ou (306) 545 4218

## Students Against Drinking and Driving

1870, Lorne Street  
S4P 2L7 – Regina  
Saskatchewan  
Canada  
Tél. : (306) 757 5562  
Fax : (306) 757 5569  
E-mail : sadd@dicwest-com



CHANATASIG BIRACUCHA Ivan Oswaldo  
099, Ingeniero Jarrin; Ferroviara Alta  
17 02 5373 – Quito  
Pichincha  
Equateur  
Tél. : 652 275 / 956 035  
Fax: 580 169

Mouvement des jeunes du sud sur  
« Les chemins de la liberté » (Caminos de Libertad)  
1484, Rios y Oriente; La Tola  
17 02 5373 – Quito  
Pichincha  
Equateur  
Tél. : 652 275 / 956 035  
Fax: 580 169  
E-mail: Cequip@ecuanex.net.ec

ALTELL ALBAJES Gemma  
Sant Germa, 12 1°  
08009 – Barcelone  
Espagne  
Tél. : 00 34 3 426 2449  
34 3 426 6658  
Fax: 00 34 3 325 6835  
E-mail: abs@lix.intercom.es

CAMERON Jody  
3610 DeKalb Technology Parkway  
Suite 105  
Atlanta, Georgia 30340  
États-Unis  
Tél. : (1) 770 458 9900  
Fax: (1) 770 458 5030

TROUBINE Evgueni  
16/20, Zubovski B., apt. 100  
119 021 – Moscou  
Fédération de Russie  
Tél. : (095) 246 44 16

Organisation Jeunesse « Prospekt Mira »  
1/32, bld 3 Malij Levshinskij line  
119 034 – Moscou  
Fédération de Russie  
Tél. : (095) 201 76 91  
Fax: (095) 201 76 91 ou 928 31 34 ou 286 55 21

BOGATCHEK Michaëlla  
15 rue Lafayette  
33 380 – Marcheprime  
France  
Tél. : 05 57 71 84 13

Lycée de Grand Air  
Avenue du Docteur Lorentz Monod  
Arcachon  
France  
Tél. : 05 56 22 38 00  
Fax: 05 56 22 38 22

SAUBION Cédric  
15 rue de la Peyle  
33 260 – La Teste  
France  
Tél. : 05 56 54 27 63

Lycée de Grand Air  
Avenue du Docteur Lorentz Monod  
Arcachon  
France  
Tél. : 05 56 22 38 00  
Fax: 05 56 22 38 22





**GODREAU Laetitia**

Route du Maine Joizeau  
16 590 – Brie  
France  
Tél. : 05 45 69 94 33

Institut de Formation en Soins Infirmier  
Croix Rouge Française  
Domaine Universitaire Le Moulin Neuf  
16400 – La Couronne  
France  
Tél. : 05 45 91 36 00  
Fax: 05 45 25 43 26

**BRULE Tiffany**

Chapelle du Marais  
59870 – Rieulay  
France  
Tél. : 03 27 90 52 28

**WOJCIECHOWSKI Audrey**

36 rue Rousselin  
59 870 – Aniche  
France  
Tél. : 03 27 90 36 04

Lycée A. Châtelet  
Rue Marceline  
59500 – Douai  
France  
Tél. : 03 27 99 97 97  
Fax: 03 27 88 46 72

**SCHNEIDER-HARRIS Jacqui**

19 rue de la République  
13002 – Marseille  
France  
Tél. : 04 91 56 08 40

Association méditerranéenne de prévention  
des toxicomanies  
19 rue de la République  
13002 – Marseille  
France  
Tél. : 04 91 56 08 40  
Fax: 04 91 90 09032  
E-mail: btampt@aol.com

**BOURGOIS Laetitia**

1 Cité Verte  
94 – Sucy en Brie  
France  
Tél. : 01 45 90 95 43

**Fédération Nationale Léo Lagrange**

12 Cité Malesherbes  
75009 – Paris  
France  
Tél. : 01 48 10 65 65  
Telex: 01 44 53 30 85

**FLOROU Irène**

Mouvement Protasi  
104, Agiouy Georgiou  
26225 – Patras  
Achaia  
Grèce  
Tél. : 061 623290  
Fax : 061 623290  
E-mail : Protasi@qat.forthnet.gr

**GERRA Gilberto (Directeur du Centre)**

**FOLLI Fédérica**  
(participante aux journées UNESCO à Paris)  
2 Via Spalato  
43100 – Parme  
Italie  
Tél. : 0039 52 393125  
Centro Studi Farmacotossicodipendenze  
2 Via Spalato  
43100 – Parme  
Italie  
Tél. : 0039 521 393150  
Fax : 0039 521 393150  
E-mail : Gerra@Polaxis.it



**CALLEJA Gabriella**  
Casa Rosa  
Balzan Valley  
BZNO8 – Balzan  
Malte  
Tél. : 356 444084

**SEGDA Agency Against Drug and Alcohol Abuse**  
2 Braille Street  
HMR11 – St Venera  
Malte  
Tél. : 356 441014  
Fax: 356 441029  
E-mail: sedqa@waldonet.net.nt

**PATON Kimberley**  
18, Oxford Street  
PO Box 32  
8012 – Lyttelton  
Canterbury  
Nouvelle-Zélande  
Tél: 64 03 328 8915

**Pryde**  
18, Oxford Street  
PO Box 32  
8012 – Lyttelton  
Canterbury  
Tél. : 64 03 328 8915  
Fax: 64 03 328 7430  
E-mail: pryde@ihug.co.nz

**KOUSAR Rehana**  
Village and Post Office Roras, Tehsil & Distt. Sialkot  
Punjab  
Pakistan  
Tél. : 00 92432 520559 / 0092 432 522559

**Rifahi Committee (Regd.)**  
Village and Post Office Roras, Tehsil & Distt. Sialkot  
Punjab  
Pakistan  
Tél. : 00 92432 520559 / 0092 432 522559  
Fax: 0092 520582 Aitm Arshid Mirza

**VASQUEZ MARTINEZ GUSTAVO DARIO Perez Uribe**  
615 c/ Acosta Nu  
Ciudad de Fernando de la Mora  
Paraguay  
Fax: 510249

**Jovenes Paraguayos Contra la Adicción a Drogas  
"JOPACAD"**  
838 c/ General Torreani Viera  
Barrio Villa Morra  
Asuncion  
Paraguay  
Tél. : 602654

**COLOMA RIOS Evelyn de Carmen**  
320 calle Navarra  
Lima  
Pérou  
Tél. : 448 0970  
(pas d'ONG)

**FERNANDO Shantha**  
121, Kynsey Road  
Colombo – 08  
Sri Lanka  
Tél. : 00 94 1 688311  
Fax: 00 94 1 694648

**FISHER Ephraim**  
Drug Abuse Education  
Park Hill  
P.O  
St Vincent W.I  
Tél. : 809 456 4049 / 458 6707  
Fax: 809 457 2838

**THANORMJIT Thanet**  
Youth Campaign Against Drug Abuse Project  
P.O. Box 44  
Khoukhot Pathumthanee 12131  
Thaïlande



**KOUMA Ayao**

2218 – Lomé  
Agoe-Nyivé  
Togo  
Tél. : (228) 21 78 58

Fédération Togolaise des Associations et  
Clubs UNESCO  
3226 – Lomé  
Togo  
Tél. : (228) 21 78 58  
Fax (228) 22 02 66 / 26 05 87  
E-mail : yasoncy@syfed.tg.refer.org

**FRANKIS Sarah**

Gweru  
Midlands  
Zimbabwe  
Tél. : 25286

Chaplin High School UNESCO Club  
PO BOX 140  
Gweru  
Midlands  
Zimbabwe  
Tél. : 154 220 50

**GAZZEH Karima**

3 rue de Rome  
1000 – Tunis  
Tunisie  
Tél. : 01 258 373

L'Organisation Nationale de la Jeunesse Scolaire  
3 rue de Rome  
1000 – Tunis  
Tunisie  
Tél. : 01 258 373  
Fax : 01 344 833



## II Coordonnées des ONG et de leurs représentants invités

**WESTLUND Georgina**  
ONG: Westlund and Associate  
Unit 10/7 Leake Street  
Fremantle, WA 6160  
Australie  
Tél.: (61 89) 430 8680  
Fax: (61 89) 335 9977

**MARTIAL TONINGA Guy**  
ONG: FMACU  
BP 1380  
Bangui  
République Centre Africaine  
Tél.: 236 61 46 41  
Fax: 236 61 41 74

**ROBERTS Gary**  
ONG: Senior Associate  
75 Albert Street  
Suite K1P 5 E7  
Ottawa  
Canada K1P 5 E7  
Tél.: (613) 235 4048 225 ou 5613) 829 3152  
Fax: (613) 235 8101  
E-mail: groberts@ccsa.ca

**KUGBLENU John Gregory**  
ONG: National Union of Ghana Students  
KPMG  
Mobile House  
Ghana  
Tél.: (233) 21 66 22 72  
Fax: (233) 21 50 83 09

**BOUSTANY Gislaine**  
ONG: Regroupement Mère de Lumière  
P.O. Box 11/3948  
Beyrouth  
Liban  
Tél.: 03 71 5953 ou 04 91 0227  
Fax: 961 9 211 797

**HILHORST Mia**  
ONG: Institute for Social Medecine  
University of Amsterdam  
P.O. Box 22660  
Pays Bas  
Tél.: 31 20 566 53 66  
Fax: 31 20 697 23 16

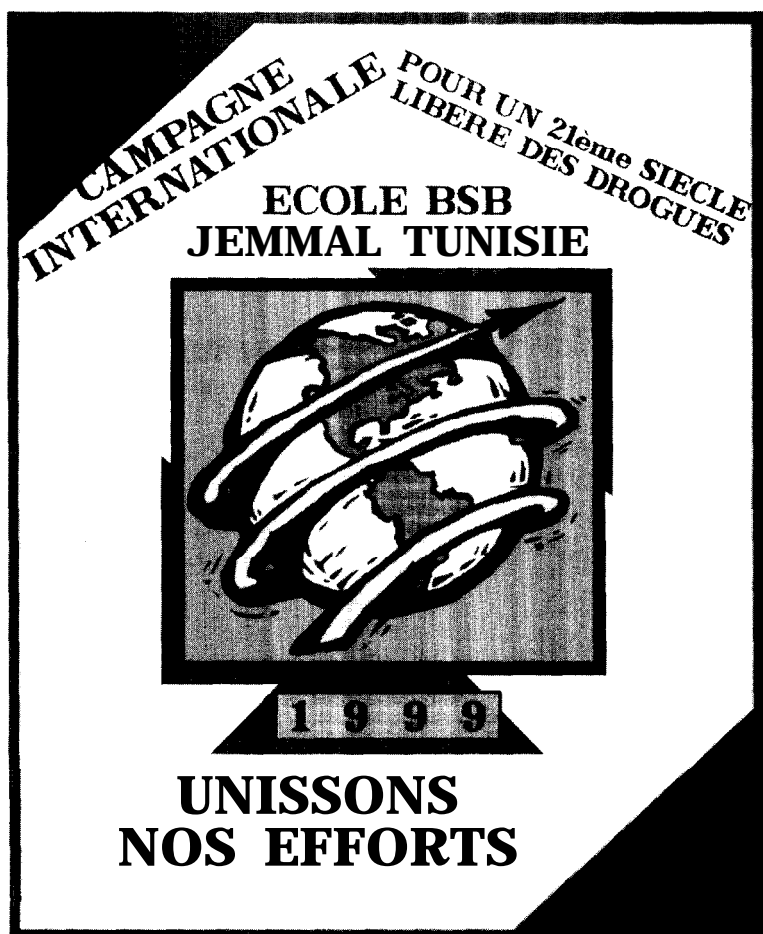
ONG: International Federation of  
Non-Governmental Organizations (IFNGO)  
Secretariat  
8, Jalan Ledang  
50480 – Kuala Lumpur  
Malaysia  
Tél.: (603) 255 1896 ou (603) 2540 1190  
Fax: (603) 255 1897

**ABALA Abaka**  
Secretary General  
ONG: FMACU Tchad  
BP 731, Ndjamena  
Tchad  
Tél.: 235 51 46 71 / 52 26 63



# D

## BILAN DES SIGNATURES DE LA CHARTE



# 63 pays signataires de la Charte des jeunes « pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues »

*de 50 signatures*  
*à 500 signatures*

ALGÉRIE,  
AFRIQUE DU SUD,  
BÉNIN,  
BOLIVIE,  
CONGO,  
CÔTE D'IVOIRE,  
FRANCE,  
GAMBIE,  
GUINÉE,  
ITALIE,  
KENYA,  
LITUANIE,  
MOLDAVIE,  
NIGER,  
PAKISTAN,  
PARAGUAY,  
ROUMANIE,  
SEYCHELLES,  
RÉPUBLIQUE DE  
MACÉDOINE,  
TANZANIE,  
TOGO,  
UKRAINE,  
VÉNÉZUELA,  
ZIMBABWE.

*de 500 signatures*  
*à 1000 signatures*

BOTSWANA,  
BURKINA FASO,  
NIGÉRIA,  
SÉNÉGAL,  
SWAZILAND.

*de 1000 signatures*  
*à 5 000 signatures*

ALLEMAGNE,  
ARGENTINE,  
CANADA,  
CHILI,  
COMORES,  
CROATIE,  
EQUATEUR,  
KOWEIT,  
LIBAN,  
MALTE,  
MAURICE,  
QATAR,  
SAMOA.





# Recueil de **3 600 000** signatures (de juin 98 à août 99)

---

*de 5 000 signatures  
à 10 000 signatures*

BRÉSIL,  
COLOMBIE,  
COSTA RICA,  
MEXIQUE,  
PALESTINE,  
POLOGNE,  
RUSSIE.

*de 50 000 signatures  
à 100 000 signatures*

PÉROU,  
TUNISIE.

*de 10 000 signatures  
à 50 000 signatures*

EGYPTE,  
INDE,  
INDONÉSIE,  
MALDIVES,  
PORTUGAL,  
SLOVAQUIE.

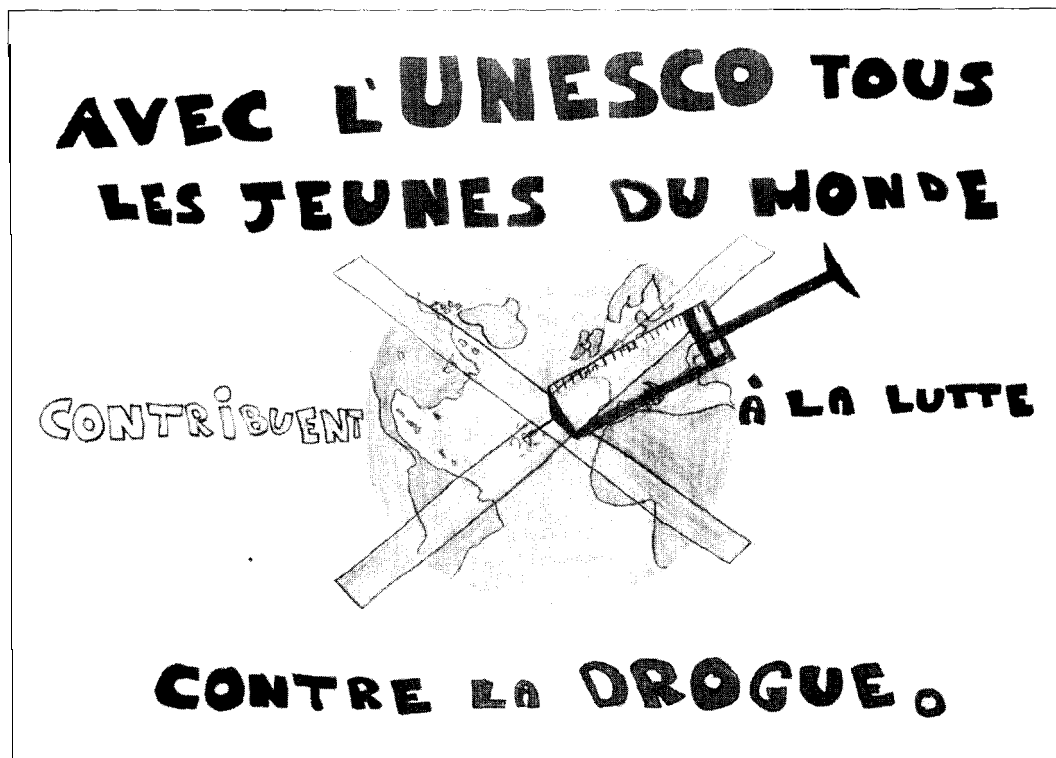
*de 100 000 signatures  
à plus*

ARABIE SAOUDITE,  
ESPAGNE,  
IRAN,  
MALAISIE,  
PHILIPPINES,  
THAÏLANDE.



# E

## ANNEXES



# I Charte des jeunes pour un XXI<sup>e</sup> siècle libéré des drogues

## *Préambule*

**Rappelant** la Convention relative aux Droits de l'enfant du 20 novembre 1989, et son article 33 qui fait obligation aux États de garantir l'enfance contre l'usage de produits stupéfiants et de substances psychotropes et contre son utilisation à des fins de production ou de trafic,

**Rappelant** que cette convention comporte des dispositions visant la liberté de l'enfant d'exprimer son opinion et de donner son avis sur toutes questions le concernant, ainsi que sa liberté d'avoir accès à l'éducation et à l'information,

**Rappelant** également les conventions en vigueur des Nations Unies relatives au contrôle des stupéfiants et qu'elles comportent des dispositions destinées à assurer la protection des enfants face à l'usage et au trafic illicite de drogues,

**Rappelant** en particulier que le préambule de la convention de 1988 pose cette préoccupation de protéger les enfants comme une de ses exigences de base et souligne le fait que « ... les enfants sont, dans de nombreuses régions du monde, exploités en tant que consommateurs sur le marché de la drogue et utilisés aux fins de la production, de la distribution et du commerce illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, ce qui constitue un danger d'une gravité incommensurable ... »,

Nous, enfants et jeunes du monde entier,  
affirmons notre adhésion aux principes qui suivent:

## **Principe I - Pour un monde de paix**

*Considérant* que nous vivons dans un monde où le trafic et l'usage des drogues constituent une menace pour le développement et le progrès de nos sociétés, qu'elles entraînent toujours plus de violences, de criminalité, d'exploitation et autres atteintes à nos droits; nous demandons instamment à nos pays d'œuvrer contre ces menaces, et pour cela de garantir la paix, la liberté, la démocratie, la solidarité, la justice, la protection de l'environnement et l'accès à l'emploi,

## **Principe II - Cadre de vie sécurisant et épanouissant**

*Subissant* la présence des drogues jusque dans notre environnement immédiat; nous exigeons des autorités compétentes un cadre de vie sécurisant et protecteur, ne facilitant ni la circulation des drogues, ni leur usage; des lieux où se retrouver, s'épanouir et avoir accès à des activités constructives, notamment culturelles et sportives,

## **Principe III - Accomplissement et développement individuels**

*Constatant* que les premières expériences de drogues sont souvent motivées par la curiosité, le désœuvrement, le manque de confiance en soi, l'indifférence et la violence de l'entourage, mais aussi les difficultés, les souffrances de la vie quotidienne, nous affirmons la nécessité d'avoir nos besoins essentiels satisfaits;



d'être traités avec dignité et respect; d'être encouragés à préserver nos valeurs, nos rêves, nos projets de vie; d'être valorisés en tant que personnes, pour nos compétences et en considération de nos actions positives,

#### **Principe IV - Information et éducation préventives**

*Affirmant* que les drogues sont la négation même de la vie, qu'elles sont nuisibles à notre épanouissement personnel, détruisent la santé et sont susceptibles d'entraîner la mort; nous réclamons l'accès dès le plus jeune âge à une information appropriée et à une éducation préventive adaptées à nos besoins, à l'école comme en dehors de l'école,

#### **Principe V - Précaution et entraide entre jeunes**

*Considérant* que les drogues altèrent les facultés de discernement, la conscience de ses propres actes; que leur consommation nuit à la liberté de l'individu et à sa relation avec les autres; nous affirmons d'une part le droit d'être maîtres de notre existence, d'autre part le devoir d'aider nos proches à le rester ou à le redevenir; et le devoir de protéger ce droit pour les plus jeunes,

#### **Principe VI - Aide et assistance aux personnes toxicodépendantes**

*Conscients* des risques de maladies graves, telles que le SIDA et les hépatites liées à certains usages de drogues, du désinvestissement scolaire, professionnel et social dû à la dépendance; nous rappelons que toute personne toxicodépendante a les mêmes droits qu'une autre et ne saurait subir de discrimination du fait de son état; en outre elle a le droit de recevoir aide, assistance et affection; de bénéficier d'un accès sans conditions aux soins,

#### **Principe VII - Responsabilité et cohérence des parents, enseignants et tuteurs**

*Insistant* sur le rôle des adultes en matière d'éducation et de prévention ainsi que sur les besoins d'équilibre et d'affection des plus jeunes ; nous affirmons qu'il revient aux parents, enseignants et tuteurs de nous donner l'exemple d'une attitude saine vis-à-vis des drogues, licites et illicites; notre besoin de dialoguer librement avec eux à ce propos et de pouvoir compter sur leurs conseils et leur affection; notre droit de n'être ni victimes de leur abus de drogues, ni d'être encouragés à partager leur consommation,

#### **Principe VIII - Liberté de refus des drogues**

*Considérant* que beaucoup de jeunes vont vers les drogues parce que dans leur groupe certains en prennent ou leur en proposent; nous proclamons notre droit au refus de consommer des drogues et au respect par les autres de notre opinion ; à la valorisation d'un choix favorable à notre santé afin que nous puissions nous opposer librement à une offre de drogues dans notre entourage,

#### **Principe IX - Accès à l'information et implication des médias**

*Considérant* la place privilégiée des médias dans notre vie ; nous rappelons que nous attendons d'eux une information fiable et objective et une participation significative à la prévention ; plus de vigilance de leur part, afin de n'être exposés ni à des publicités, ni à des messages favorables aux drogues, licites comme illicites,

#### **Principe X - Action internationale contre le trafic et la production de drogues**

*Condamnant* ceux qui font commerce de nos vies et détruisent notre santé; nous exigeons des nations du monde qu'elles coopèrent à la lutte contre le trafic de drogues, qu'elles adoptent et veillent à l'application de législations le réprimant sévèrement; nous demandons aux Etats et aux organisations internationales de fournir une aide économique aux pays et aux populations pauvres leur permettant de



développer des sources de revenus autres que celles provenant de la production et de la vente des drogues,

### **Principe XI - Participation des jeunes aux prises de décision**

*Considérant* que les drogues mettent en péril non seulement notre génération mais également les générations futures ; souhaitant ne voir aucun enfant voué à une vie sous l'emprise des drogues; nous revendiquons le droit à la participation aux côtés d'organisations et d'associations impliquées dans la lutte contre les drogues à tous les niveaux de la société; à prendre des décisions pour nous-mêmes qui profiteront ensuite à nos enfants,

### **Principe XII - Pour un XXI<sup>e</sup> siècle libéré des drogues**

Nous n'avons pas fait le XX<sup>e</sup> siècle, nous y sommes nés; notre droit est de vouloir un XXI<sup>e</sup> siècle libéré des drogues, une société libérée des drogues. Et au-delà de le penser, d'y oeuvrer,

Nous, enfants et jeunes du monde entier,  
prenons solennellement l'engagement :

1. de lutter contre l'usage et l'abus des drogues ;
2. de ne pas en prendre et de donner l'exemple;
3. de dissuader notre entourage d'en consommer;
4. de recevoir et de relayer les informations sur les méfaits de drogues;
5. de prévenir et de protéger nos pairs, les plus jeunes d'entre nous;
6. de s'unir, de s'entraider pour que d'autres ne baissent pas les bras ;
7. d'être à l'écoute d'autrui, de travailler à résoudre les problèmes des jeunes
8. de développer notre courage, notre responsabilité et notre personnalité ;
9. de ne pas rejeter mais d'aider les usagers de drogues et les toxicomanes;
10. de défendre nos droits en agissant auprès des autorités compétentes;
11. de faire le monde et l'avenir meilleurs, d'en être acteurs ;
12. de conclure un pacte mondial entre jeunes pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues, une société libérée des drogues, des jeunes libérés des drogues, des écoles libérées des drogues, des rues...

En conséquence, nous enfants et jeunes du monde entier,  
souhaitons que les Chefs d'Etat et de Gouvernement et les législateurs prennent en compte les principes de cette Charte dans les politiques qui seront les leurs.

## II "Free of Drugs"

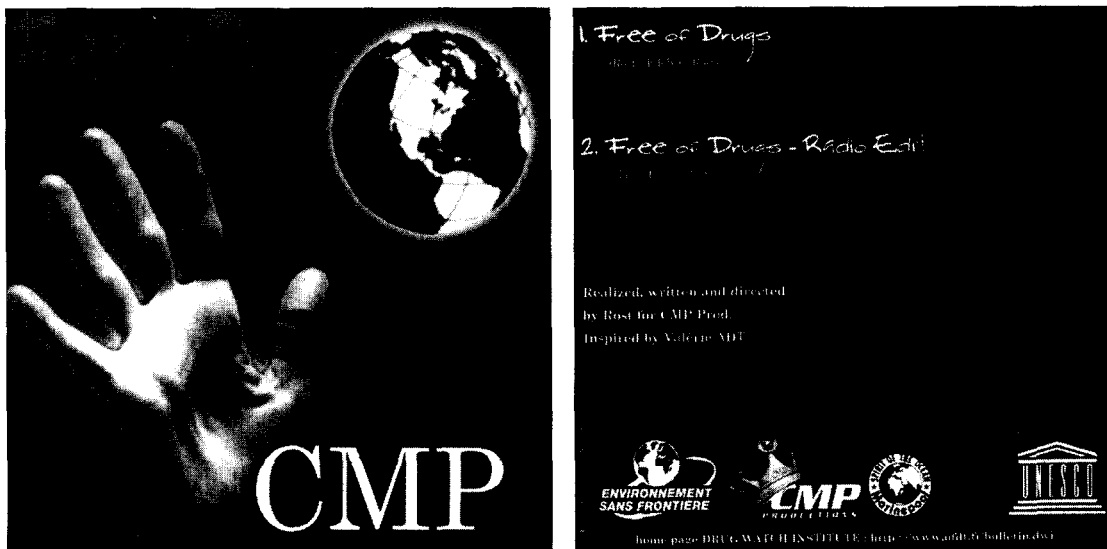
### Présentation du groupe de Rap CMP « Chaque Minute en Progression »

Groupe de taggeurs créé en 1989, CMP se met au rap dès 1990. Rost, le fondateur du groupe, a alors 14 ans. Aujourd'hui auteur, compositeur, interprète et producteur, il donne une définition innovante du rap qu'il qualifie volontiers de «journalisme urbain».

Le groupe a donné de nombreux concerts dans toute la France et en Belgique. Fêtes de la musique, Midem de Cannes, radios et télévisions, vidéo clip... CMP compte parmi les nouveaux talents du rap.

L'aspect positif est toujours omniprésent en CMP comme en témoignent non seulement ses titres", mais aussi son implication en faveur des «grandes causes» telles que la protection de l'enfance (concert UNICEF, Bruxelles, 1993) ou la prévention drogues-SIDA.

Rost a décidé de s'investir aux côtés d'Environnement Sans Frontière dans la campagne « **Pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues** » : il a composé « Free of Drugs », un morceau qui a été interprété par son groupe pour les jeunes, lors de la Rencontre du 9 février 1998 à l'UNESCO. Celle-ci s'est d'ailleurs achevée par un concert de quelques-uns de leurs autres titres.



\* Titres : « Vener com' Lucifer » ; «Joue pas avec la mafia » ; « Paix à Jérusalem » ; Dernier album : « L'argent et la mafia ».





Free of drugs - Help me be free of drugs  
Free of drugs - I want to be free of drugs

La mort soudaine d'enfance droguée  
L'intense douleur d'une mère, en pleine souffrance fauchée  
La pression d'un cerveau s'place en haute fréquence  
Pour poser, exposer, mon exposé,  
Mesdames et Messieurs sur la vie des drogués  
Des bas quartiers du monde entier  
Ce mal non apprivoisé, n'épargne aucun endroit de la terre  
De Bogota à Panam, le shit, la kame, les ecstasis  
Rongent les esprits fragilisés, les pays dits civilisés  
Le tiers-monde, tous sur la même sellette  
J'ose m'exprimer au nom des miens, la jeunesse  
La drogue frappe, ne fait pas de distinction sociale  
Diverses sont les raisons, situation sociale précaire  
L'ennui, la solitude des grands soirs  
Le surmenage, la monotonie d'une vie remplie  
De malheur ou même de bonheur, place les esprits  
En état d'inertie  
Besoin chez les ados d'évasion, d'intégration au sein  
D'un collectif amical, les psychonotes, les influences  
D'une culture musicale, familiale  
Puis de la consommation, certains passent à la commercialisation  
Le deal devient donc pour eux un moyen  
D'insertion au sein d'une société capitalisée  
Destinée à ne respecter que la loi de l'argent



Free of drugs - Help me be free of drugs  
Free of drugs - I want to be free of drugs

La mort frappe l'oiseau à son envol  
Ce mal, non apprivoisé, ne fait pas de distinction sociale  
La mort sur tous, place son auréole  
La drogue, paradis artificiel, enfer réel  
Elle cause trop de dégâts  
Les vies humaines à tout instant restent sa première proie  
Conséquences désastreuses sur la nature  
La pollution, la destruction des cultures  
-J'ai reçu la drogue en héritage  
-Je n'veux plus de pub pour les drogues  
A la télé, dans les journaux, j'en ai assez  
M'aider, m'aider, y a-t-il quelqu'un pour venir m'aider  
Tous les secours jusqu'à présent, j'ai épuisé  
Assez, les cris d'alarmes se sont déclenchés, ouf  
Je tousse, j'étouffe, je suis au bord du gouffre  
La drogue, la drogue, trop de gens autour de moi en souffrent  
Le monde de demain nous appartient  
Alors mon combat ne sera pas vain  
La jeunesse universelle se battra pour de meilleurs  
Lendemain - car demain, c'est toi, c'est moi  
L'avenir de nos nations, l'espoir d'une génération  
Alors, quelque soit ton horizon, ensemble, serrons-nous la main  
La main dans la main, et combattons pour  
Un siècle libéré des drogues

Free of drugs - Help me be free of drugs  
Free of drugs - I want to be free of drugs



### III Questionnaires adressés aux jeunes

Questionnaires adressés aux jeunes participants en trois langues, français, anglais, espagnol.  
Les informations recueillies ont permis la rédaction des monographies qui sont présentées de la page 27 à la page 88.

#### VOS COORDONNEES :

NOM : .....  
PRENOM : .....  
RUE : .....  
N° : .....  
VILLE : .....  
PROVINCE : .....  
CODE POSTAL : .....  
PAYS : .....  
TELEPHONE : .....

#### LES COORDONNEES DE L'ONG, L'ASSOCIATION OU L'INSTITUTION QUI MENE LE PROJET :

NOM : .....  
RUE : .....  
N° : .....  
VILLE : .....  
PROVINCE : .....  
CODE POSTAL : .....  
PAYS : .....  
TEL : .....  
FAX : .....  
TELEX : .....  
E-MAIL : .....

### LA VIE QUOTIDIENNE

#### PRESENTATION DE LA VILLE OU DU VILLAGE

Décrivez le lieu (ville ou village) dans lequel vous menez votre action de prévention : .....

#### PORTRAIT D'UNE FAMILLE DU QUARTIER

Présentez une famille qui, selon vous, est représentative du quartier où vous menez votre action de prévention (différents membres de la famille vivant sous le même toit, appartenance culturelle, profession ou activité de chacun, lieu et temps de travail, moyens et temps de transports, activités communes et moments privilégiés de la vie en famille, difficultés rencontrées. ) : .....

#### PRESENTATION DU QUARTIER

Décrivez un des quartiers dans lesquels vous menez votre action de prévention : .....

#### DESCRIPTION DU LOGEMENT DE CETTE FAMILLE

Décrivez le logement de cette famille : .....



### LA VIE SCOLAIRE

Décrivez la journée d'un jeune (ou enfant) scolarisé de cette famille (âge, horaires, temps de transport, demi-pensionnaire, disciplines, nombre d'élèves dans sa classe, travail scolaire hors des heures de cours, problèmes rencontrés, ...) :

Quelles sont, selon vous, les satisfactions et les difficultés rencontrées par ce jeune ?

### LES LOISIRS : ACTIVITES SPORTIVES, CULTURELLES, LUDIQUES

Décrivez les loisirs d'un jeune de cette famille ?

Décrivez les loisirs d'une jeune de cette famille ?

Quels sont les loisirs auxquels les jeunes ont accès dans la ville où vous menez votre action ? ( temps de loisirs par jour ou par semaine, chez eux, en clubs, associations de bénévoles, encadrants, âge des jeunes, ...) :

Commentaires sur ces possibilités ( répondant ou non aux attentes des jeunes, accès difficile, problèmes financiers, manque d'infrastructures, de matériels, problèmes de transport, problèmes d'encadrement, aides financières... ) :

### SANTE

Pouvez-vous nous donner votre définition de la santé ?

Indiquez les principaux problèmes de santé qui, selon vous, sont les plus importants dans votre ville ou quartier :

### DROGUES

Quelle définition peut-on donner de la drogue ? :

Quelles sont, selon vous, les différentes drogues consommées dans votre pays (de la plus consommée à la moins consommée) :

- par les adultes (plus de 20 ans) ?

- hommes :

- femmes :

- par les jeunes (moins de 20 ans) ?

- garçons :

- filles :

## L'ÉDUCATION PRÉVENTIVE

### NOM DE L'ACTION

Nom de votre action de prévention :

### NOM DE L'ONG, L'ASSOCIATION OU L'INSTITUTION

Nom de l'ONG, l'association ou l'institution :

### ORIGINES DE L'ACTION

Quels sont les acteurs à l'origine de cette action locale ? :

institution(s)

association(s) ou ONG(s)

habitants du quartier

parents

autres :

Quelle était la problématique repérée par les acteurs de terrain à l'origine de l'action ? :





**ELABORATION DE L'ACTION**

Indiquez quelle a été la durée nécessaire à l'élaboration de l'action :  
 2 mois ou - 4 mois 6 mois 8 mois ou +

Quelle est la population-cible ? :  
 garçons filles  
 adolescents adolescentes  
 hommes femmes  
 tranche d'âge particulière : .....

Quels ont été les différents partenaires dans l'élaboration de cette action :  
 décideurs politiques locaux police, gendarmerie ...  
 professeurs chefs d'établissement  
 médecins infirmiers  
 psychologues assistantes sociales  
 éducateurs animateurs  
 autres associations jeunes bénévoles  
 adultes bénévoles : parents habitants du quartier  
 autres : .....

De quels moyens financiers disposez-vous ? : .....

Indiquez les différentes phases de votre action :

Recherche des besoins :  
 construction de questionnaires  
 enquête  
 entretiens individuels  
 entretiens de groupe  
 autre : .....

Formation :  
 formation des parents  
 formation d'enseignants  
 formation de jeunes  
 autre : .....

Construction d'outils :  
 par les professionnels  
 par les jeunes  
 par les adultes (habitants, parents)  
 autre : .....

Constitution d'un groupe de travail, de réflexion  
 groupe de décideurs  
 groupe de professionnels  
 groupe d'adultes (habitants, parents)  
 groupe de jeunes  
 autre : .....

Emergence de projets et réalisation  
 par les jeunes  
 par les adultes  
 par les professionnels  
 autre : .....

Autre : .....

Quelles sont les orientations et objectifs de votre action ? :

- épanouissement personnel :  
 développement personnel  
 développement d'un regard critique  
 prise de conscience personnelle  
 amélioration de la communication  
 respect de soi et d'autrui

- éducation à la citoyenneté :  
 prise de conscience collective  
 implication des jeunes dans des actions de prévention ( groupes de pairs )  
 création du lien social

- information, sensibilisation :  
 prévention primaire prévention secondaire prévention tertiaire  
 les drogues : .....

une drogue en particulier : .....

les MST  
 le SIDA  
 les questions d'hygiène, de santé globale  
 l'exclusion (de tout type)  
 la violence  
 autres : .....

- amélioration du cadre de vie :  
 diminution des facteurs de risques par la mise en place d'activités sportives, culturelles, ...

Indiquez les outils que vous avez utilisés en précisant si vous les avez créés (c) :

journaux c	brochures c
livres c	B.D. c
affiches c	kits pédagogiques c
TV c	cinéma c
clips c	films c
documents vidéos c	témoignages c
radio c	cassettes audio c
théâtre c	jeux de rôle c
diaporamas c	expositions c
jeux c	concerts c
logiciels c	
autres : .....	

**ACTIONS MENEES**

Indiquez les lieux où sont menées les actions :  
 établissements scolaires locaux associatifs  
 un seul quartier plusieurs quartiers  
 bars, pubs discothèques  
 églises  
 autre : .....

Quelles sont vos partenaires ? : .....

Décrivez les actions que vous menez : .....

Quelles difficultés avez-vous rencontrées ? : .....

**REPERCUSSION DE L'ACTION**

Racontez comment cette action a été vécue par la famille que vous nous avez présentée, ainsi que sa participation à l'action : .....

Racontez comment cette action a été vécue par le jeune de cette famille, et son implication : .....



## LA CHARTE DES JEUNES pour un 21<sup>e</sup> siècle libéré des drogues

### EVALUATION

Avez-vous procédé à une évaluation de votre action ? : OUI / NON

Si NON : Envisagez-vous de le faire ? : OUI / NON

Si OUI :

Quels outils ont été utilisés pour faire l'évaluation de cette action ? :  
mobilisation de la population-cible      questionnaires  
entretiens individuels                      entretiens de groupe  
autres : .....

Quels résultats ont été observés ? : .....

Quelles difficultés avez-vous rencontrées ? : .....

### PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Quelles sont les perspectives d'évolution de cette action ? : .....

### MOTIVATIONS PERSONNELLES

Qu'est-ce qui vous a conduit à vous impliquer personnellement dans une telle action ? (facultatif) : .....

### BIBLIOGRAPHIE

Indiquez-nous, si vous le désirez, les différents ouvrages auxquels vous avez eu recours dans le cadre de cette action : .....

### APPROPRIATION ET DIFFUSION

Avez-vous entrepris un travail de diffusion de la charte ? Si oui, avec quels partenaires ? : .....

Dans quel(s) lieu(x) avez-vous diffusé la charte ? : .....

Comment avez-vous procédé ? : .....

### ACTIONS

Quelles sont les actions que vous avez organisées à partir de la charte ? : .....

### REACTIONS

Quels ont été les réactions et commentaires des jeunes à propos de la charte ? : .....

### RECUEIL DES SIGNATURES

Quelles sont les personnes et les organismes qui se sont chargés du recueil des signatures ? : .....

De quelle façon avez-vous procédé ? : .....

Dans quels lieux ? : .....

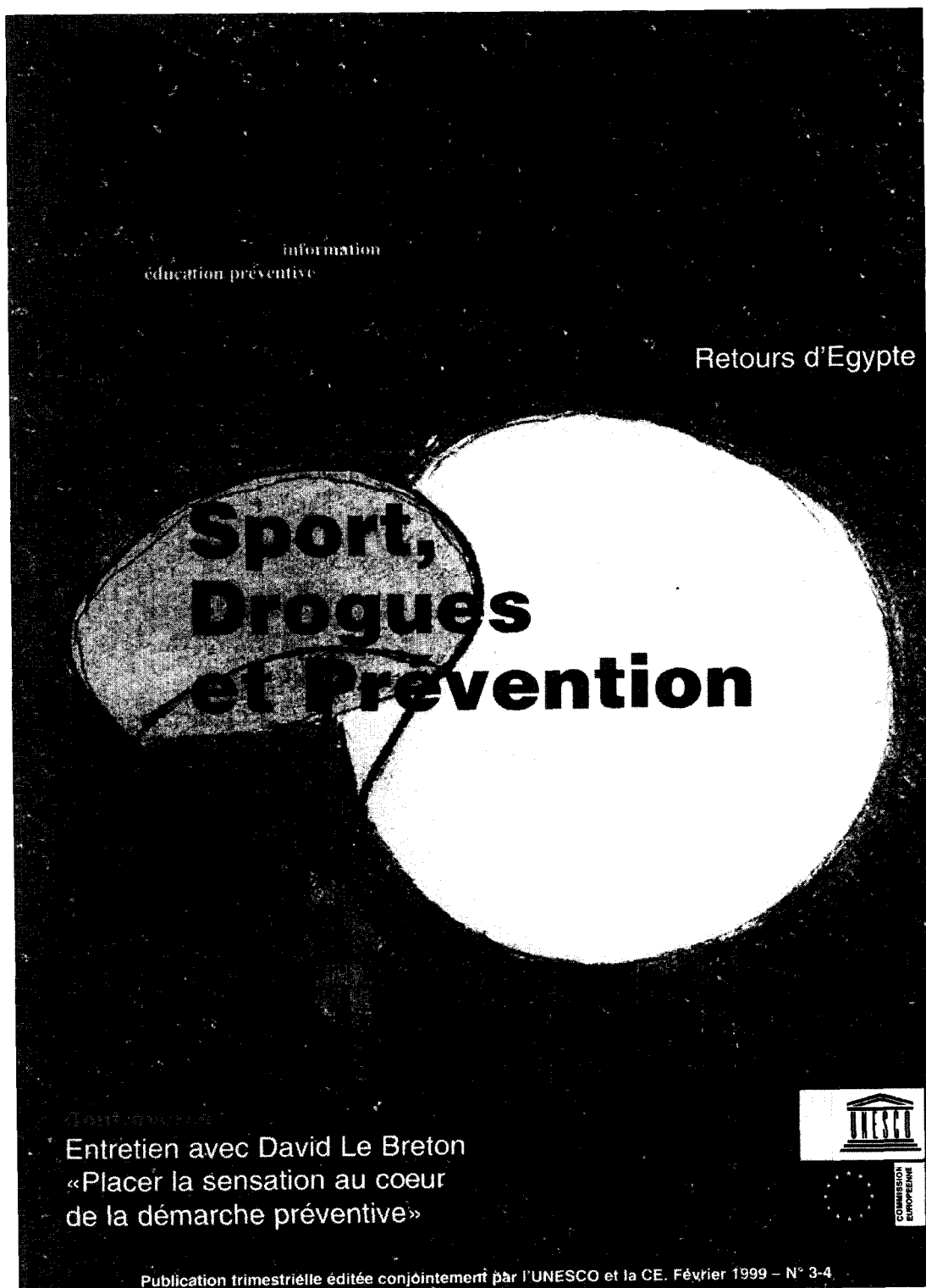
### PROPOSITIONS

Vos propositions et commentaires pour « un XXI<sup>e</sup> siècle libéré des drogues » : .....





## IV Article paru dans le bulletin *Peddro* (n° 3-4, 1998)



# Rencontre de jeunes pour un les premisses réussies d' UNESCO - 9

Les 9 et 10 février 1998, une Rencontre internationale de jeunes pour un XXI<sup>e</sup> siècle libéré des drogues a été organisée par l'UNESCO, le PNUCID et l'ONG Environnement Sans Frontière au siège de l'UNESCO, à Paris.

Réunissant des jeunes acteurs de prévention et des ONGs de plus de vingt pays à travers le monde, ces journées de travail collectif ont été un temps fort permettant de mettre en œuvre une participation réelle des jeunes à leur avenir et à la prévention de l'abus des drogues.

Fondée sur l'approche de la Section de l'Éducation préventive de l'UNESCO et en étroite collaboration avec le réseau des Ecoles Associées, le programme MOST\* et le projet Franchir le Cap, ces journées ont abordé la question des drogues et de sa prévention sous plusieurs dimensions (économiques, sociales, éducatives), autant de manière théorique que relatant des expériences concrètes.

A cette occasion, la **Charte des jeunes pour un XXI<sup>e</sup> siècle libéré des drogues** a été présentée pour la première fois en présence de M. F. Mayor, Directeur général de l'UNESCO et de M. P. Arlacchi, Directeur exécutif de PNUCID. Personnellement soutenue par M. Kofi Annan depuis la 20<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies. (cf p.26), elle devient aujourd'hui un support pédagogique et de sensibilisation présent dans de nombreux pays.

Les écoles associées de l'UNESCO, le réseau Peddro, les jeunes participants de la rencontre, les ONG, les établissements scolaires primaires et secondaires et l'association Environnement Sans Frontière, à l'initiative de la Charte, ont lancé sa diffusion. Depuis, on a pu assister à une réelle réappropriation de celle-ci par les jeunes et les pays eux-mêmes (traductions locales, diffusions, débats, etc.).

Cette dynamique de sensibilisation participative engage non seulement les jeunes mais aussi les adultes dans un mouvement de solidarité et de prévention de l'abus des drogues.

Toujours au plus près de la réalité quotidienne, cette mobilisation, devenue une **Campagne internationale** obtient aujourd'hui un succès inespéré, obtenant à ce jour 750 000 signatures de jeunes de plus de 50 pays. ■

\*Management of Social Transformations.  
Programme accessible sur <http://www.unesco.org/most>

Recevoir la Charte/recueillir des signatures:  
Section de l'éducation préventive,  
7 place de Fontenoy, 75352 Paris 07-SP  
Fax: 33 1 45 68 56 21  
e-mail: [edldru@unesco.org](mailto:edldru@unesco.org)



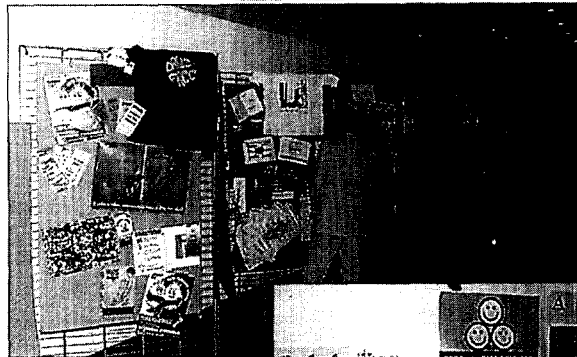
Cyril Baillet - UNESCO

Lycée Lamartine. Paris. Une vingtaine de jeunes acteurs de prévention venus du monde entier pour assister à la Rencontre discutent et débattent avec des élèves français.



Cyril Baillet - UNESCO

Les traductions se sont organisées entre eux, et le contact fut particulièrement riche et spontané devant la diversité des expériences et des approches.



Cyril Baillet - UNESCO

Hall de la salle du Conseil exécutif, UNESCO. Paris. Exposition de matériaux pédagogiques pensés, fabriqués par les jeunes participants pour les actions qu'ils mènent dans leur pays. Objet constant de curiosité et d'échanges.



# XXI<sup>e</sup> siècle libéré des drogues

## une campagne internationale et 10 février 1998



Salle du Conseil exécutif, haut lieu symbolique des décisions de l'UNESCO.

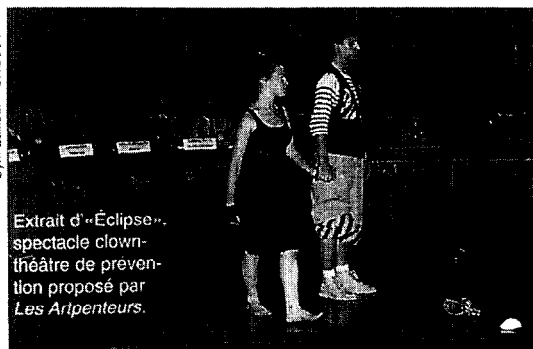


Pour la première fois, des jeunes de nombreux pays prennent la place de délégués officiels et échangent principes, informations, expériences sur la prévention de l'abus des drogues.

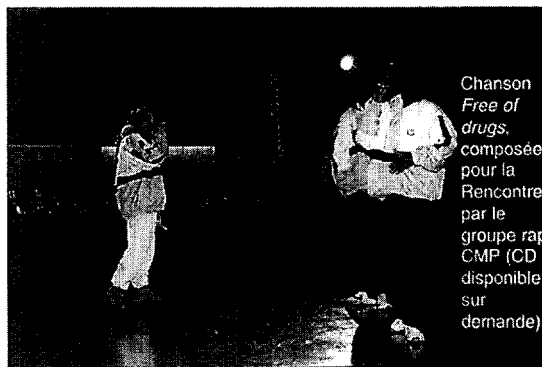
Intervention de Laurent Laniel, chercheur en sciences sociales, dans le cadre des exposés scientifiques du matin sur «Trafic et abus de drogues: interactions avec les transformations économiques, sociales et environnementales» proposés par le programme MOST.



Après de nombreux débats, la lecture de la Charte, élaborée par des jeunes de 80 pays, fait place à une atmosphère solennelle.



Extrait d'«Éclipse», spectacle clown-théâtre de prévention proposé par Les Artipenteurs.



Chanson *Free of drugs*, composée pour la Rencontre, par le groupe rap CMP (CD disponible sur demande).



Free of drugs - Help me be free of drugs  
Free of drugs - I want to be free of drugs

La mort soudaine d'enfance droguée  
L'intense douleur d'une mère, en pleine souffrance fauchée  
La pression d'un cerveau s'place en haute fréquence  
Pour poser, exposer, mon exposé,  
Mesdames et Messieurs sur la vie des drogués  
Des bas quartiers du monde entier  
Ce mal non apprivoisé, n'épargne aucun endroit de la terre  
De Bogota à Panam, le shit, la kame, les ecstasis  
Rongent les esprits fragilisés, les pays dits civilisés  
Le tiers-monde, tous sur la même sellette  
J'ose m'exprimer au nom des miens, la jeunesse  
La drogue frappe, ne fait pas de distinction sociale  
Diverses sont les raisons, situation sociale précaire  
L'ennui, la solitude des grands soirs  
Le surmenage, la monotonie d'une vie remplie  
De malheur ou même de bonheur, place les esprits  
En état d'inertie  
Besoin chez les ados d'évasion, d'intégration au sein  
D'un collectif amical, les psychotes, les influences  
D'une culture musicale, familiale  
Puis de la consommation, certains passent à la commercialisation  
Le deal devient donc pour eux un moyen  
D'insertion au sein d'une société capitalisée  
Destinée à ne respecter que la loi de l'argent

Free of drugs - Help me be free of drugs  
Free of drugs - I want to be free of drugs

La mort frappe l'oiseau à son envol  
Ce mal, non apprivoisé, ne fait pas de distinction sociale  
La mort sur tous, place son auréole  
La drogue, paradis artificiel, enfer réel  
Elle cause trop de dégâts  
Les vies humaines à tout instant restent sa première proie  
Conséquences désastreuses sur la nature  
La pollution, la destruction des cultures  
-J'ai reçu la drogue en héritage  
-Je n'veux plus de pub pour les drogues  
A la télé, dans les journaux, j'en ai assez  
M'aider, m'aider, y a-t-il quelqu'un pour venir m'aider  
Tous les secours jusqu'à présent, j'ai épuisé  
Assez, les cris d'alarmes se sont déclenchés, ouf  
Je tousse, j'étouffe, je suis au bord du gouffre  
La drogue, la drogue, trop de gens autour de moi en souffrent  
Le monde de demain nous appartient  
Alors mon combat ne sera pas vain  
La jeunesse universelle se battra pour de meilleurs  
Lendemain - car demain, c'est toi, c'est moi  
L'avenir de nos nations, l'espoir d'une génération  
Alors, quelque soit ton horizon, ensemble, serrons-nous la main  
La main dans la main, et combattons pour  
Un siècle libéré des drogues

Free of drugs - Help me be free of drugs  
Free of drugs - I want to be free of drugs